



HAL
open science

La rivalité Japon-Chine dans l'Indopacifique : étude de cas des stratégies de soft power et d'influence chinoises et japonaises à Taiwan et Okinawa

Inès Mouillard

► **To cite this version:**

Inès Mouillard. La rivalité Japon-Chine dans l'Indopacifique : étude de cas des stratégies de soft power et d'influence chinoises et japonaises à Taiwan et Okinawa. Science politique. 2022. dumas-03772695

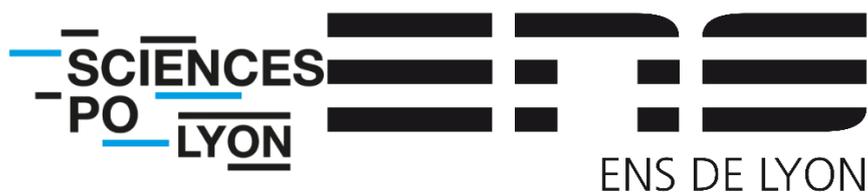
HAL Id: dumas-03772695

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03772695>

Submitted on 8 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



*Institut d'Études Politiques de Lyon and
École Normale Supérieure de Lyon*

Année académique 2021-2022

Mémoire de Master 2

La rivalité Japon-Chine dans l'Indopacifique

**Étude de cas des stratégies de soft power et d'influence
chinoises et japonaises à Taiwan et Okinawa**

Inès MOUILLARD

Master Asie Orientale Contemporaine (ASIOC)

Parcours Études

Sous la direction de Monsieur Laurent Gédéon, professeur et chercheur à
l'Institut d'Asie Orientale

Mémoire soutenu le : 6 septembre 2022

Composition du jury : M. Laurent Gédéon, M. Jean-Pascal Bassino

Table des matières

Remerciements	5
Résumés – mots-clés.....	6
Abstract - Keywords	6
概要 - キーワード	7
Liste des acronymes.....	8
Liste des cartes.....	8
Introduction	9
CHAPITRE 1 : Les enjeux des stratégies de soft power et de diplomatie publique chinoises et japonaises	33
Section 1 : Enjeux nationaux pour la Chine et le Japon : la problématique de l'unité territoriale	33
1. Contextualisation des relations actuelles de tensions entre la Chine et le Japon.....	33
2. Lien historique de Taiwan à la Chine et au Japon, « l'île dissidente » de l'Empire chinois, ou la première étape stratégique de l'Empire japonais.	39
3. S'assurer de l'intégration d'Okinawa, territoire à l'histoire écrite entre la Chine et le Japon, et réintégré au Japon depuis seulement 50 ans.	42
Section 2 : Les enjeux géopolitiques dans l'Indopacifique : Taiwan et Okinawa, deux territoires au sein des projections géostratégiques de la Chine et du Japon.....	47
1. La première chaîne d'îles, un rempart pour Tokyo, une limite pour Pékin	47

2. Taïwan et Okinawa, deux territoires au cœur des défis d'unité territoriale de la Chine et du Japon	51
3. Taiwan et Okinawa, des territoires portant des enjeux majeurs dans le cadre de la rivalité contemporaine entre la Chine et le Japon	55
CHAPITRE 2 : Les méthodes mobilisées par Tokyo et Pékin pour influence Taiwan et Okinawa en leur faveur.	59
Section 1 : La diplomatie publique, un éventail d'actions au cœur des stratégies japonaise et chinoise	60
Section 2 : La mobilisation historique et mémorielle au service de l'influence des deux rivaux.....	64
1. Les enjeux de la mémoire coloniale et la manipulation de l'histoire des conflits internes par la Chine.	65
2. La mobilisation stratégique d'une image positive du passé colonial japonais à Taiwan.....	66
3. La complexité d'identification des Ryūkyūiens à la nation japonaise liée à leur singularité historique	70
Section 3 : Le soft power, un outil fondamental pour le déploiement de l'influence chinoise et japonaise.....	71
1. L'utilisation du soft power par Pékin et Tokyo....	71
2. La mobilisation de la culture japonaise comme outil d'attractivité à Taiwan.....	75
3. La langue comme vecteur d'influence	76
Section 4 : L'ingérence politique, méthode au cœur des problématiques contemporaines à Taiwan et Okinawa...	79

1) Taiwan et Okinawa, des territoires à fortes identités politiques	79
2) Un éventail d'outils chinois pour l'ingérence politique : la mobilisation de la presse, des réseaux sociaux, de sa diaspora et des cercles internationaux et intellectuels.....	81
3) L'appui chinois aux tensions séparatistes et mobilisations antimilitaristes à Okinawa, face aux efforts japonais pour maintenir la cohésion sur ce territoire nœud de son alliance avec Washington	85
4) Du côté japonais, la nécessité de se présenter comme un partenaire commercial et politique à Taiwan, à défaut d'un allié militaire.....	86
Section 5 : Un volet particulièrement stratégique pour la Chine et le Japon : l'utilisation stratégique de l'économie et des échanges commerciaux.....	88
CHAPITRE 3 : Les conséquences du déploiement des stratégies d'influence et de soft power.....	93
Section 1 : À Taiwan et Okinawa, des succès relatifs des stratégies d'influence chinoise et japonais.....	93
Section 2 : Dans le cadre du leadership dans l'indopacifique, une compétition toujours évidente.....	95
Conclusion	97
Bibliographie	100

Remerciements

Je tiens à remercier Monsieur Laurent Gédéon, directeur de ce mémoire, pour son soutien indéfectible malgré la distance et le décalage horaire avec lesquelles nous avons été contraint de composer pour réaliser ce travail de recherche. Globalement, je tiens à remercier tous les enseignants chercheurs de l'Institut d'Asie Orientale, pour ce master 2, qui fut de loin l'année la plus enrichissante de ma scolarité.

Je souhaite remercier toute l'équipe de l'ambassade de France au Panama, en particulier ma collègue Camille Diais, pour m'avoir permis d'acquérir une expérience professionnelle passionnante en parallèle de la rédaction de ce mémoire.

Enfin je tiens à remercier ma colocataire Ellen, pour son soutien afin de faire face à la complexité du quotidien au Panama rencontrée durant la rédaction de ce mémoire. Je tiens aussi à remercier mes amies et collègues de master Alice et Lucie, pour la motivation et l'entraide que nous nous sommes apportées dans la réalisation de nos travaux.

Résumés – mots-clés

Début 2021, M. Kunihiro déclarait : « Si la Chine veut vraiment “libérer” Taïwan, (...) elle doit aussi attaquer à l’est et neutraliser les forces américaines basées au Japon. Ce qui veut dire que le Japon sera non seulement impliqué mais attaqué. ». Dans le contexte des pressions chinoises sur Taiwan, cette déclaration permet de mettre en avant les liens dont le Japon dispose au sein de ces tensions géopolitiques dans la zone Indopacifique. De plus, il y fait référence à la préfecture d’Okinawa, voisine de Taiwan et abritant quelques 75% des capacités militaires américaines au Japon. Taiwan et Okinawa apparaissent comme des territoires stratégiques dans le contexte de la rivalité entre le Japon et la Chine dans la région Indopacifique. Pour tenter de les intégrer dans leur stratégie géopolitique, le Japon et la Chine se livrent une bataille d’influence, basée sur la diplomatie publique, le soft power, et les tentatives d’ingérence interne.

Mots-clés : Japon, Chine, Okinawa, Taiwan, soft power, diplomatie publique, influence, Indopacifique

Abstract - Keywords

In 2021, M. Kunihiro said: “If China really wants to “liberate” Taiwan, (...) it must also attack to the east and neutralize American forces based in Japan. This means that Japan will not only be involved but also attacked”. In the context of Chinese pressure on Taiwan, this declaration highlights the links that Japan has within the geopolitical tensions in the Indo-Pacific area. What is more, he refers to the prefecture of Okinawa, neighbouring Taiwan and housing some 75% of the American military capabilities in Japan. Taiwan and Okinawa appear as strategic territories in the context of the rivalry between Japan and China in the Indo-Pacific region. In order to integrate them in their geopolitical strategy, Japan and China have engaged in a battle for influence, based on public diplomacy, soft power, and internal meddling.

Keywords: Japan, China, Okinawa, Taiwan, soft power, public diplomacy, influence, Indopacific

概要 - キーワード

2021年の初め、クニヒロ三ヤケ教授が「中国が真面目に台湾を“解放”したいなら、（中略）日本を拠点とする米国軍を無力化し、東へ攻撃しないといけない。というのは、日本は関与するだけでなく、攻撃を受けることにもなるということです」と言った。台湾に向けた中国の圧力を背景に、この論述は、日本がインド太平洋地域において地政学的に緊張関係にあることを表す。さらに彼は、日本のアメリカ軍の約75%を有し、台湾と隣り合う沖縄県も参照している。台湾と沖縄は、インド太平洋地域における日本と中国の競争の中で、戦略的な地域として位置づけられている。日本と中国は、その戦略的な地域を地政学的戦略に含めるために、外交、ソフトパワー、内国的な干渉に基づいて、影響力のための戦いを展開してきた。

キーワード：日本、中国、沖縄、台湾、ソフトパワー、公共外交、影響力、インド太平洋

Liste des acronymes

ADIZ : zone d'identification de défense aérienne

APEC : Asia-Pacific Economic Cooperation

APL : Armée populaire de libération

ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud-Est

BRI : Belt and Road Initiative

DPP : Democratic Progressive Party

EAS : Sommet de l'Asie de l'Est

FOIP : Free and Open Indopacific

KGB : Comité pour la Sécurité de l'État, principal service de renseignements de l'URSS

KMT : Kuomintang, parti nationaliste chinois

ODA : Official development Assistance

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation non-gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité Nord Atlantique

PCC : Parti communiste chinois

RCEP : Regional Comprehensive Economic Partnership

ROC : République de Chine (*Republic of China*)

RPC : République populaire de Chine

TAO : Taiwan Affairs Office

TPP : Trans-Pacific Partnership Agreement

Liste des cartes

Figure 1 : Ministry of Foreign Affairs of Japan, « A New Pillar for Japanese Diplomacy: Creating an Arc of Freedom and Prosperity »

Figure 2 : Democratic Security Diamond, Abe 2012

Figure 3 : Couverture de la stratégie Free and Open IndoPacific, Ministry of Foreign Affairs of Japan

Figure 4 : Compilation par Thibault Fournol à partir de discours officiels, Atelier de cartographie de Sciences Po, mai 2019

Introduction

« Si un problème majeur survenait à Taiwan, il ne serait pas exagéré de dire que cela pourrait constituer une menace existentielle [pour le Japon] ». Cette déclaration a été prononcée par le vice-Premier ministre Asō Tarō à l'occasion d'un discours à Tokyo en juillet 2021 devant le Parlement, dans le contexte d'augmentation des exercices militaires menés par la Chine et Taiwan dans le détroit de Taiwan depuis le début de l'année 2021. Le choix de ces termes de « menace existentielle pour le Japon » est d'ailleurs révélateur, car une telle situation justifierait une intervention militaire selon le droit japonais de légitime défense collective et son principe de venir en aide à un allié s'il se retrouve attaqué. Dans la suite de son intervention, il précise que "nous devons penser sérieusement qu'Okinawa pourrait être le prochain" ¹, témoignant de l'imbrication à la fois directe et indirecte qu'une attaque chinoise sur Taiwan provoquerait pour Tokyo. Si une telle situation d'attaque venait à voir le jour, le Japon pourrait donc légitimement répondre militairement, puisqu'attaquer Taiwan reviendrait à atteindre sa souveraineté territoriale dans l'optique d'une potentielle attaque sur Okinawa, engageant ainsi le Japon et automatiquement les États-Unis dans un conflit à l'échelle plus que régionale.

Le concept d'Indopacifique

Ces exercices militaires chinois et taiwanais prennent place dans le cadre de l'augmentation globale des tensions au sein de la région Indopacifique, que l'on peut observer depuis la dernière décennie. En parallèle de ces tensions, on observe que le terme d'Indopacifique revient de plus en plus fréquemment dans les discussions géopolitiques et les stratégies internationales des États de la région et des grandes puissances mondiales. La prise d'importance de cette dénommée région indopacifique est la traduction concrète du déplacement du cœur géopolitique mondial de l'océan Atlantique aux océans pacifique et indien depuis la fin de la Guerre froide, alors que le Japon, et surtout la Chine et l'Inde renforcent leurs capacités de hard et soft Power². Contrairement à ce que sa récente réappropriation pourrait porter à croire, on retrouve des utilisations du concept d'Indopacifique datant de 1850, et des idées en lien plus anciennes encore, avec des traces d'échanges commerciaux et de migrations entre les territoires de cet espace rejoignant les deux océans. La diffusion des croyances bouddhistes, hindouistes,

¹ Reuters, « Japan Deputy PM Comment on Defending Taiwan If Invaded Angers China », *Reuters*, 6 Juillet 2021

² Institut Français des Relations Internationales (IFRI), « Indopacifique : un concept flottant ? »

musulmanes à travers les territoires, la propagation des influences chinoises et indiennes, les colonisations européennes, et le développement d'une résistance panasiatique à travers les pays³. Finalement, c'est la Seconde Guerre mondiale puis la Guerre froide qui ont contribué à diviser ce territoire en mosaïques d'influences, contribuant à la fragmentation d'une zone historiquement pertinente. L'utilisation retrouvée du terme Indopacifique est lourde en conséquence, car en plus de relever d'une réalité géographique, il dispose aussi d'une forte conception idéologique et géopolitique, traduisant l'importance de cette région dans les Affaires globales. Le terme Indopacifique définit géographiquement une zone s'étalant des côtes est africaines, s'ouvrant sur l'océan Indien, jusqu'au côté de l'Asie Pacifique, intégrant les deux océans et tous les États compris entre eux de la sorte. Selon qu'il s'agisse d'une définition courte ou large, on peut inclure les pays intérieurs à l'Asie, comme la Mongolie, ainsi que les côtes américaines du Pacifique. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous concentrerons sur une définition se limitant aux pays côtiers, mais aussi bien du côté de l'Asie de l'Est, du sud, de l'Afrique et de l'Amérique, afin d'y comprendre les États-Unis également. On peut faire remonter la paternité du concept renouvelé d'Indopacifique en géopolitique à des analystes australiens et américains qui cherchaient à illustrer l'interdépendance des États d'Asie du Nord, du Sud-est, et du Sud, avec le reste de l'Australasie. Puis, cette conception a depuis été étendue aux États-Unis, aux pays du Golfe arabo-persique, d'Afrique orientale et enfin des archipels de l'océan Indien⁴. Ainsi définit, l'Indopacifique comprend près de trois quarts de la population mondiale, la moitié des terres émergées, plus d'un tiers du PIB mondial, avec des projections à 50% d'ici 2050, 6 pays membres du G20. Il comprend des espaces clef sur les plans économique, commercial et énergétique, avec des points de passage stratégique comme le détroit de Malacca, le canal de Suez, le détroit d'Ormuz, et tout à l'opposé le canal du Panama ouvrant l'océan Pacifique sur l'océan Atlantique, les routes commerciales mondiales, traversées par l'axe Djibouti – Colombo – Singapour - Shanghai, et des accès aux matières premières importants. Le cadrage régional indopacifique est au cœur des stratégies des États dans la région, de l'Australie au Japon, l'Inde, le Canada, les États-Unis, jusqu'à l'Union européenne et la France même. Seule la Chine refuse d'inscrire ses projections géostratégiques, car elle considère l'indopacifique comme une vision occidentale de la région couplée à une stratégie d'endiguement de la Chine par le camp occidental. De l'autre côté de l'échiquier politique, on

³ Rory Medcalf, « Indo-Pacific Visions: Giving Solidarity a Chance », *Asia Policy* 14, n° 3 (2019): 79-96.

⁴ Alexandre Sheldon-Duplaix, « Les enjeux stratégiques de l'Indopacifique », *Stratégique* 120, n° 3 (2018) : 145-49.

assiste à une convergence des stratégies entre le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde⁵. La Chine dispose de sa propre vision sur cet espace, qu'elle tente d'ailleurs d'imposer de façon assez assertive notamment en faisant valoir ses « droits historiques » en mer de Chine méridionale, avec des revendications territoriales contestées par Brunei, la Malaisie, Taiwan, le Vietnam et les Philippines, ainsi qu'en mer de Chine orientale où le Japon conteste les revendications chinoises sur les îles Senkaku-Diaoyu.

À l'origine du concept d'Indopacifique : le Rimland et le Heartland

L'actualisation du concept d'Indopacifique prend donc sens dans le cadre d'une étude de la région sous le prisme géopolitique. En effet, l'importance stratégique qu'on donne aujourd'hui à la zone Indopacifique peut être reliée à la vision de Halford Mackinder de l'école de géopolitique anglo-saxonne. Ce dernier a théorisé le *World Island* et le *Heartland*. Le *Heartland*, qu'il situe dans les terres intérieures de la Russie, est la clef de la puissance géopolitique des États : « qui contrôle le pivot mondial (*Heartland*) commande l'île mondiale, qui contrôle l'île mondiale tient le monde »⁶. Il conceptualise le monde comme un océan mondial, où l'île mondiale (*World Island*) entoure ce *heartland* stratégique. Cette île mondiale se compose l'Asie, l'Europe et l'Afrique, eux-mêmes entourés par les *outcycling Island*, grandes îles comprenant le Japon, l'Australie, le Royaume-Uni... Ces bases théoriques vont être reprises par Nicholas Spykman, qui définit autour du *heartland* le *Rimland*, soit l'anneau insulaire. Ce n'est pas sur le *heartland* qu'il faut agir pour atteindre la puissance, mais sur cet anneau insulaire qui s'étend de l'Europe à l'Asie, en comprenant l'océan Indien et Pacifique. Selon Spykman, c'est en contrôlant cet anneau qu'un État peut espérer contrôler le monde. L'enjeu pour les États est donc d'empêcher tout autre État d'atteindre le rivage du *Rimland*, ce qui l'amènerait à se rapprocher du *Heartland*, et ainsi du plus de puissance. Dans la projection japonaise sur l'Indopacifique, on retrouve ainsi la projection géopolitique de Spykman. La Chine se trouve en plein dans le *Rimland*, et Taiwan, Okinawa et le Japon sont quant à eux à la débouchée de celui-ci. Le Japon, et les États-Unis également, cherchent ainsi à engager une politique d'endiguement de la Chine afin de l'empêcher d'atteindre le *Rimland*. La Chine, de son côté, se concentre sur des territoires aux extrémités de l'anneau insulaire, où sont situés le Japon, Taiwan, et Okinawa, afin d'empêcher ses rivaux d'en atteindre les rives et de fait de se rapprocher de ses côtes. La Chine doit d'autant plus sécuriser ses rivages et ses propres intérêts,

⁵ Marianne Péron-Doise, « La politique maritime de l'Inde : consolider son identité indopacifique », 2019

⁶ Pascal Boniface, *La géopolitique : les relations internationales*, 2011

en tant qu'État géographiquement proche du Rimland. L'Indopacifique s'inscrit comme espace évident de la rencontre des tensions d'expansion de pouvoir chinois et de tentative de contenir celles-ci par le Japon. En effet, c'est l'unique zone possible pour engager une initiative géostratégique : les montagnes de l'Himalaya sont un terrain trop complexe pour tenter d'agir, au nord de la Chine se trouve le Heartland. Il reste ainsi le sud et l'est de la Chine, partie intégrante de l'espace géostratégique de l'Indopacifique, pour tenter de contrer l'expansion chinoise.

Les mécanismes de coopération en Indopacifique initiés par le Japon

Cet espace stratégique s'inscrit dans une définition malléable par les États selon leurs agendas géopolitiques et nationaux. En effet, le Japon dispose d'une stratégie claire et définie pour l'Indopacifique, alors que la Chine choisit de ne pas utiliser ce terme, estimant qu'il répond à une vision occidentale de la région et à une stratégie d'endiguement contre elle⁷. Ainsi, la Chine préfère la promotion de la stratégie de la One Belt One Road, renommée par la suite Belt and Road Initiative (BRI). Cette stratégie chinoise issue en 2013 se projette dans les États de la zone Indopacifique et au-delà, en Eurasie, Afrique et Océanie, avec cinq domaines de coopération stratégique de connectivité des infrastructures et des installations, du commerce libéralisé, des fluidifications des flux financiers, de coordination des politiques nationales, et d'accroissement des échanges entre les peuples et des échanges culturels. Pour contrer ces avancées chinoises, le Japon a mis au point plusieurs stratégies orientées vers la zone Indopacifique également. Shinzo Abe est l'un des principaux artisans du redéploiement japonais vers la zone Indopacifique, qu'il définit à l'occasion d'un discours au Parlement indien en 2007, où il propose sa propre définition de l'espace. Il parle alors de « *broader Asia* » (Asie plus large) pour décrire ce qui tombe aujourd'hui sous le nom d'Indopacifique : « Nous sommes aujourd'hui à un point de naissance de la confluence des deux mers. Les océans pacifique et indien sont en train de se coupler de manière dynamique en tant que mers de liberté et de prospérité »⁸ ; cette définition, imprégnée de l'idéologie en matière de politique étrangère japonaise, lui servira de base pour étaler sa stratégie pour ce nouvellement défini espace géopolitique. Puis, en 2006, il propose *the Arc of Freedom and Prosperity*, vision consistant au renforcement de l'alliance avec les États-Unis, la coopération internationale, et d'amélioration

⁷ Kai He et Mingjiang Li, « Understanding the dynamics of the Indo-Pacific: US–China strategic competition, regional actors, and beyond », 2020

⁸ « MOFA: Speech by H.E. Mr. Shinzo Abe, Prime Minister of Japan, at the Parliament of the Republic of India “Confluence of the Two Seas” (August 22, 2007) », consulté le 18 mars 2022,

des relations avec ses voisins, la Chine, la République de Corée et Russie particulièrement. Le Japon suit déjà une ligne de promotion du pacifisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme officiellement soutenu par l'article 9 de sa constitution (Chapitre II « renonciation à la guerre », article 9 : « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre comme droit souverain de la nation et à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de régler les différends internationaux. [...] »⁹), mais cette politique de l'Arc de liberté et de prospérité va lui donner l'occasion de mettre l'accent sur des valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, les droits de l'homme fondamentaux, l'État de droit et l'économie de marché et en créant un Arc de liberté et de prospérité¹⁰. L'imagerie associée laisse clairement apercevoir un objectif d'étendre son influence et sa coopération à travers toute zone Indopacifique, et même au-delà en Europe, ainsi qu'une stratégie d'endiguement de heartland, et ainsi de la Chine.



Figure 2 : Ministry of Foreign Affairs of Japan, « A New Pillar for Japanese Diplomacy: Creating an Arc of Freedom and Prosperity »

Au retour au pouvoir d'Abe en 2012, de nouvelles stratégies diplomatiques sont propulsées, s'inscrivant dans sa vision d'un Japon plus proactif dans les relations internationales et concernant sa propre défense. Ainsi en 2012 est érigé le Democratic Security Diamond,

⁹ « THE CONSTITUTION OF JAPAN », consulté le 21 mars 2022

¹⁰ Ministry of Foreign Affairs of Japan, « A New Pillar for Japanese Diplomacy: Creating an Arc of Freedom and Prosperity », consulté le 21 mars 2022,

conceptualisant un diamant de sécurité pour sauvegarder les biens communs maritimes qui s'étendent de la région de l'océan Indien au Pacifique occidental, avec quatre des démocraties maritimes les plus importantes de la zone Pacifique - l'Australie, l'Inde, les États-Unis et le Japon - formant les extrémités de ce diamant¹¹. Encore une fois, cet acte diplomatique cherche à relier le principe japonais de défenses de valeurs, en unissant militairement des États partageant des caractéristiques démocratiques et libérales, tout en permettant à Abe d'approfondir son cheminement vers une vision plus réaliste et proactive de la défense du Japon, et enfin le tout en assurant sa projection à travers l'espace Indopacifique, dont Abe a immédiatement perçu l'aspect fondamentalement stratégique¹².



Figure 3 : Democratic Security Diamond, Abe 2012

Dans cette lignée, l'année suivante Abe propose *The Bounty of the Open Seas : Five New Principles for Japanese Diplomacy* à l'occasion d'un discours à Jakarta, où il souligne de nouveau l'importance pour ces deux océans de se rejoindre, et l'objectif du Japon se renforcer ses liens avec l'Asie maritime. Cinq principes sont érigés afin de permettre une telle coopération : protéger la liberté de pensée, d'expression et de parole, assurer que ces océans en

¹¹ Lavina Lee et John Lee, « Japan–India Cooperation and Abe’s Democratic Security Diamond: Possibilities, Limitations and the View from Southeast Asia », 2016

¹² Hae-In Lee et Ben Dedominicis, « The Results of a “Fighting Politician”? Prime Minister Shinzo Abe’s Strengthened Political Leadership and Changes in Japanese National Security Policy », 2017

confluence soient régis par des lois et des règles, et non par la force, la poursuite de mise en place d'économies libres, ouvertes et interconnectées, l'établissement de liens interculturels toujours plus fructueux entre les peuples du Japon et de cette région, et enfin la promotion des échanges entre les jeunes générations qui porteront nos nations dans le futur¹³. À l'occasion de cette même interview, Abe comprend intégralement les États-Unis via l'alliance Japon-US au sein de ces projections géostratégiques, ainsi que fait subtilement apparaître son abandon de la doctrine Fukuda. Premier ministre de 1976 à 1978, Takeo Fukuda avait été l'architecte d'une doctrine antimilitaire du Japon, promettant que le pays ne deviendrait jamais une puissance militaire. Si Abe soutient que le Japon a suivi cette doctrine durant 36 ans, il apparaît nettement qu'elle n'est plus en ligne avec ses propres projections pour le Japon, qui suivent une ligne beaucoup plus néoréaliste que libérale. Toutes ces différentes politiques ont finalement constitué des étapes pour atteindre en 2016 la stratégie de Free and Open Indo Pacific (FOIP). Pièce maîtresse de la projection indopacifique du Japon, ses objectifs sont de contrecarrer la montée en puissance et influence de la Chine, couvrir le déclin observé par le Japon de l'influence américaine en Asie, et enfin favoriser la promotion d'un espace stable et prospère grâce à la promotion de valeurs libérales et pacifistes propres au Japon. L'objectif est de renforcer les liens diplomatiques du Japon avec les autres États de cette zone stratégique en s'appuyant sur la projection, promotion et le partage de valeurs communes tout en sécurisant les partenariats établis précédemment. Pour ce faire, le Japon dispose de trois principes directeurs, de promotion des valeurs libérales, de poursuite de la prospérité économique et sécuriser la stabilité et la paix dans la région. Cette doctrine comprend ainsi des points stratégiques à développer avec des pays d'Europe, d'Asie du Sud, du Sud-Est, du Pacifique, d'Amérique du Nord, en plus des États-Unis. Cette stratégie dispose pour objectif de faire rayonner le Japon comme puissance régionale, et éventuellement leader régionale de l'Asie sur le devant de la scène internationale ; pour cela, la FOIP cherche à contrecarrer la très proactive BRI (Belt and Road Initiative) chinoise, en alliant financement de projet d'infrastructures et promotion de valeurs libérales, afin d'imposer matériellement et idéologiquement la présence japonaise au sein des États d'intervention¹⁴.

¹³ « MOFA: The Bounty of the Open Seas: Five New Principles for Japanese Diplomacy », consulté le 22/03/2022

¹⁴ « Diplomatic Bluebook 2017, Chapter 1: International Situation and Japan's Diplomacy in 2016; 2. Japan's Diplomacy », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2017

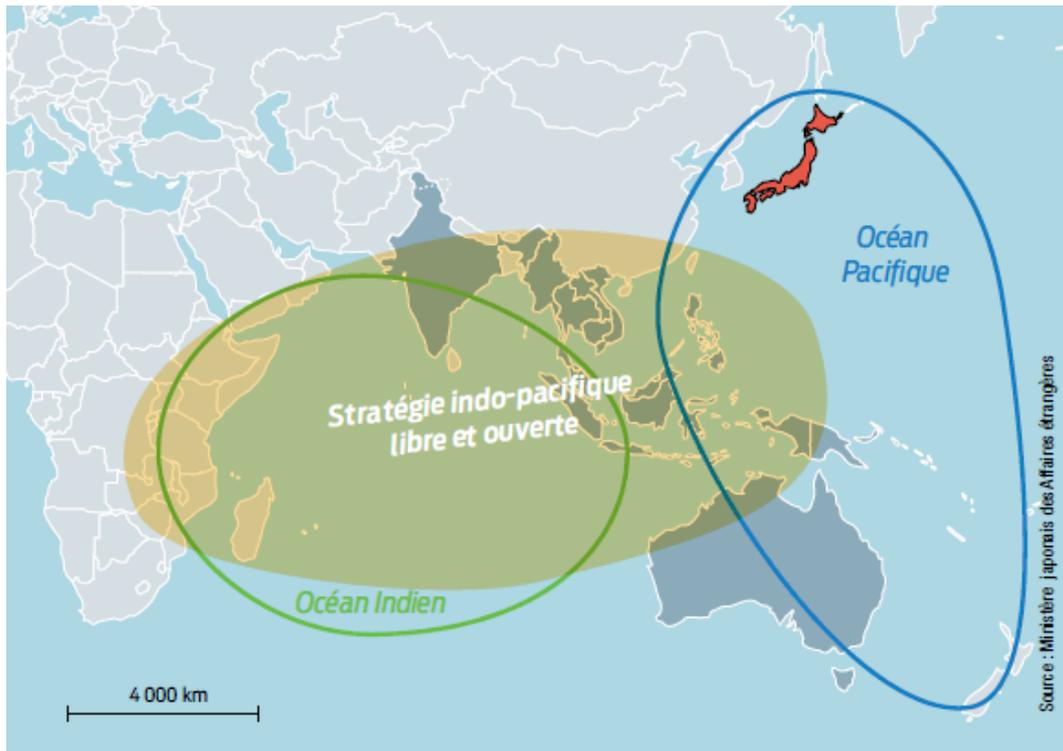


Figure 4 : Couverture de la stratégie Free and Open IndoPacific, Ministry of Foreign Affairs of Japan

En parallèle de cette diplomatie libérale, le Japon continue néanmoins à augmenter ses capacités d'intervention militaire et de défense grâce aux mécanismes de coopération mis en place par l'alliance avec les États-Unis, le Quad et la Asian Security Diamond. À partir de **2017**, à l'occasion du sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), Donald Trump annonce le ralliement des États-Unis à cette stratégie japonaise du FOIP afin de contrer la BRI. Celle-ci s'articule autour de quatre fils conducteurs : le respect de la souveraineté et de l'indépendance de toutes les nations, le règlement pacifique des différends, la promotion du commerce libre, équitable et réciproque basé sur des investissements ouverts, des accords transparents et la connectivité, et l'adhésion aux règles et normes internationales, notamment celles relatives à la liberté de navigation et de survol¹⁵. Si le Japon a recours à des accords bilatéraux et multilatéraux, les États-Unis inscrivent leur action dans une logique de réseaux de partenariat bilatéraux, avec leur légitimité basée sur des valeurs comme le Japon, mais aussi et surtout sur leur présence militaire à travers la région¹⁶. Globalement, les stratégies japonaises

¹⁵ US Department of Defense, Indo-Pacific strategy report: preparedness, partnerships, and promoting a networked region, 1 June 2019

¹⁶ Benoît Martin, « Cartographier les discours sur l'Indo Pacifique - Atelier de cartographie - Sciences Po », 18 décembre 2019

et américaines pour l'Indopacifique se coordonnent pour s'inscrire dans une vision projective de promotion des valeurs (liberté, prospérité, ouverture économique, etc.) et de projection de leur influence dans l'espace indopacifique.

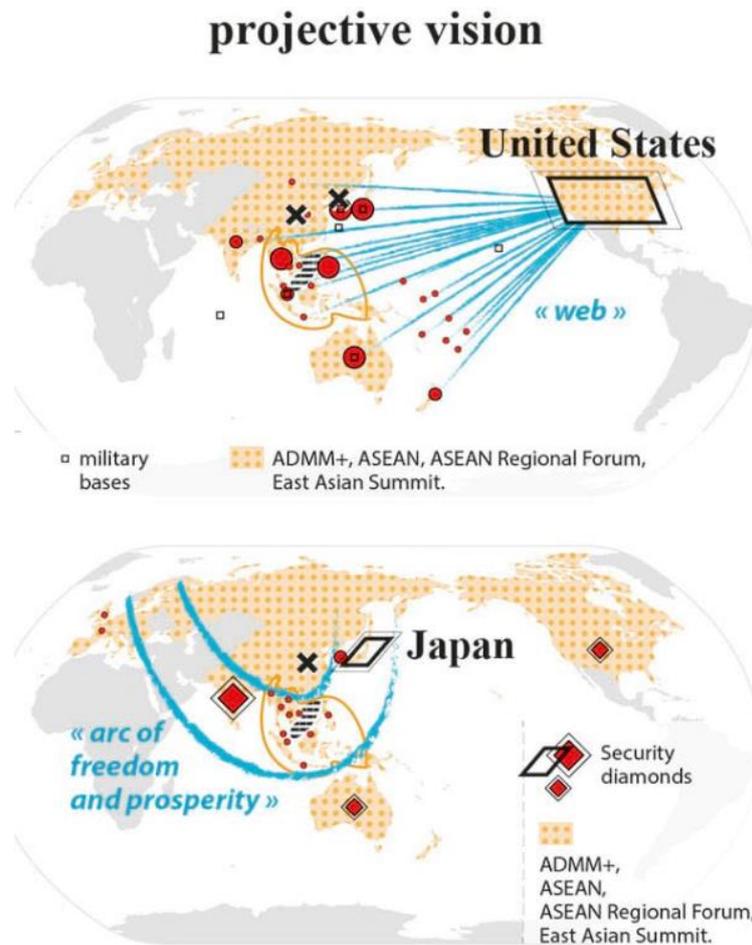


Figure 5 : Compilation par Thibault Fournol à partir de discours officiels, Atelier de cartographie de Sciences Po, mai 2019

La Belt and Road Initiative (BRI)

Ces stratégies géopolitiques nippones ont ainsi en grande partie été réfléchies afin de contrecarrer l'expansion de l'influence chinoise, dans la continuité de la projection géopolitique de Spykman. La Chine s'est en effet engagée dans une stratégie d'expansion et de projection de son pouvoir depuis la fin de la guerre froide, dynamique encore accélérée depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013. Ces dynamiques d'expansion se retrouvent dans la stratégie de la *Belt and Road initiative*, ainsi que dans les mouvements chinois en mer de Chine méridionale, ses revendications sur Taiwan, ses disputes territoriales avec le Japon, etc., sont des projections réalisées vers l'anneau insulaire afin de tenter de protéger sa position privilégiée

dans le Rimland. La stratégie des nouvelles routes de la soie (BRI) a été lancée officiellement en 2013 à l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, avec pour objectif initial de « raviver » ce qui fut les routes de la soie, c'est-à-dire développer le commerce et les connexions entre la Chine, l'Asie de l'Est, du sud et du centre, le Moyen-Orient. La BRI se décline sous cinq axes : coordination des politiques entre les États, connectivité des transports, facilitation des échanges et des circulations frontalières, convertibilité des devises et échanges interpersonnels¹⁷. Grâce à cette stratégie, la Chine peut ainsi se permettre d'étendre son influence sur de nombreux pays à travers le monde, en finançant des projets et en se rendant parfois indispensable à leur développement, tout en continuant de s'enrichir. La BRI comprend également un volet culturel, complétant la stratégie d'ouverture d'instituts Confucius à travers le monde, en donnant notamment des bourses ou promouvant le tourisme en Chine et la culture chinoise. La BRI en est ainsi venue à constituer un élément d'influence essentiel pour la Chine¹⁸.

Les stratégies d'influence

En effet, ce qui ressort de ces stratégies chinoises et japonaises, c'est qu'elles s'inscrivent dans des dynamiques de pouvoir différentes des dynamiques de puissance issues des théories réalistes des relations internationales. En effet, ils cherchent à développer des stratégies leur permettant de se renforcer au-delà de la force militaire, composante centrale de la théorie réaliste des relations interétatiques. Bien sûr, le Japon et la Chine ont continué de développer leurs arsenaux militaires durant la dernière décennie, de manière exponentielle qui plus est : le Japon n'a jamais cessé de progressivement augmenter ses dépenses militaires depuis 1988, passant d'environ 3 700 milliards de yens cette année-ci à 5 000 milliards dès 1997 ; depuis 2012 et le mandat de Shinzo Abe, cette augmentation s'est confirmée : en 2011, les dépenses ont connu un pic avec 60 milliards de yen investi¹⁹. Depuis 1976, le Japon appliquait la doctrine Takeo, qui consistait en limiter les dépenses militaires à seulement 1% du PIB, mais Tokyo a enfin dépassé ce chiffre en atteignant des dépenses de l'ordre de 1% du PIB en 2020²⁰, se positionnant ainsi en 9^e place des pays les plus généreux en dépenses militaires, juste après la France, en 2020. Au sein de ce même classement, la Chine atteint d'ailleurs la seconde place, avec une estimation de 49,15 milliards de dollars investis en 2020²¹. Néanmoins, ces chiffres

¹⁷ Alice C. Hughes et al., « Horizon Scan of the Belt and Road Initiative », 2020

¹⁸ Małgorzata Jakimów, « Desecuritisation as a Soft Power Strategy: The Belt and Road Initiative, European Fragmentation and China's Normative Influence in Central-Eastern Europe », 2019

¹⁹ « Military expenditure (current USD) - Japan | Data », data.worldbank.org

²⁰ Junnosuke Kobara, « Japan Defense Spending Tops 1% of GDP for Fiscal Year », 2021

²¹ « Military expenditure (current USD) - Japan | Data », data.worldbank.org

en Chine ne révèlent pas qu'une augmentation des capacités militaires matérielles. L'Armée populaire de Libération est plus que le bras armé de la Chine. Initialement créée en 1927 dans le cadre de la guerre civile entre le Parti communiste et la Guomindang, elle a aujourd'hui pour mission de continuer les missions et décupler les pouvoirs du CPP, et assure ainsi le relais. Pour cela, elle fait plus qu'uniquement assurer le rôle d'armée nationale et prendre en charge la défense militaire de la Chine, elle a aussi la charge de la mise en place des « Trois guerres ». Inspirée par les stratégies d'influence de l'URSS, la Chine n'a officiellement formulé sa stratégie des trois guerres qu'en 2003²². Celle-ci se décompose en trois axes : la guerre psychologique, la guerre de l'opinion publique, et la guerre du droit. Selon les terminologies officielles de la Chine, la guerre psychologique correspond à faire usage d'informations spécifiques et de moyens affectant la psychologie et le comportement de publics ciblés, et peut ainsi passer par des stratégies de dissuasion, de tromperie, ou d'incitation. La guerre du droit concrétise l'idée de faire du droit un outil stratégique, en l'interprétant de la sorte à ce qu'elle puisse permettre de limiter la liberté d'action de l'autre et favoriser la sienne. Enfin, la guerre de l'opinion publique consiste en l'utilisation de divers médias impactant directement ou indirectement l'opinion publique, que ce soient les journaux, la radio, la télévision, internet ou tout autre média, de manière volontaire, planifiée et cibler afin de créer un environnement d'opinion publique favorisant les victoires du parti. Dans ce contexte, les termes « émotion publique » et « opinion publique » sont mobilisés pour concrétiser ces objectifs. Selon Li Changzu du département de Propagande de l'université technologique du Zhejiang, le premier correspond à l'interprétation subjective de certaines réalités sociales, émotion qui peut être individuelle ou collective, mais globalement de nature implicite ; le second se définit plus comme la concrétisation d'une attitude sociopolitique issue des interactions sociales des individus, et est quant à elle clairement plus explicite²³. Dans le cadre de ce mémoire, c'est à cet aspect en particulier que nous nous intéresserons, afin de comprendre comment la Chine exerce sa guerre de l'opinion publique sur Taiwan et Okinawa en particulier, quelles influences cela produit sur ces territoires et en matière de leadership pour Tokyo et Pékin, et comment Tokyo tente d'ores et déjà de répondre à ces dynamiques chinoises sur des territoires importants pour son rayonnement régional et pérennité nationale.

²² Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, et Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), *Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien : rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM)*, 2021.

²³ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, IBID, 2021

Le soft power

Ces stratégies s'inscrivent donc dans le contexte de prise d'importance des guerres d'influences dans le domaine des relations internationales aujourd'hui. Comme le conflit actuel en Ukraine le démontre encore, avec la Russie qui a déployé toute une stratégie de désinformation, de contrôle des médias et des informations circulant dans son territoire et en dehors, jusqu'à la mise en place de législation sur le vocabulaire autorisé pour parler du conflit, les stratégies d'influence de l'opinion publique sont aujourd'hui fondamentales pour un pays pour mener ses projets politiques internationaux à bien. C'est aussi le cas de la Chine qui a ainsi développé tout un arsenal d'outils d'influence pour l'aider à progresser dans ses objectifs internationaux. Néanmoins, les stratégies d'influence demeurent un élément complexe à définir et à saisir. Pour tenter de mener à bien une analyse de la rivalité sino-japonaise traduite en stratégie d'influence, il faut s'intéresser aux notions définies par Joseph Nye portant sur les différentes stratégies d'influence qu'un territoire ou groupement de territoire peuvent disposer pour assurer sa puissance. Il en distingue trois²⁴ : un pays peut ainsi faire le choix de la coercition (voie du bâton), de l'incitation/rétribution (pratique de la carotte), ou finalement faire le choix de l'attraction et persuasion, ce qu'il définit comme soft Power. La première mention du concept de soft Power est issue de son ouvrage portant sur le déclin de la puissance américaine alors que se finit la guerre froide, *Bound To Lead : The Changing Nature of American Power*. Si Nye peint ici le portrait de la puissance d'influence américaine, il considère que sa théorie est globale et peut être appliquée à tous les pays, groupes, ou individus cherchant à agir sur la scène internationale²⁵. Aujourd'hui, il apparaît nettement que cette notion peut être appliquée aux autres États tant la diplomatie de l'image et de l'influence a pris une place importante au sein des stratégies des États désormais et que les logiques Hobbesiennes et coercitives ne suffisent plus à expliquer les comportements des États en relation internationale²⁶. La notion de puissance, tout d'abord, est à comprendre comme un élément issu de la théorie réaliste, se basant sur l'idée qu'un territoire peut influencer d'autres nations grâce à ses ressources matérielles, et correspond à la capacité d'un État de façonner le comportement d'un autre État (Weber)²⁷ ; un État est puissant s'il est susceptible d'imposer sa volonté à d'autres États, et c'est parce qu'il a à disposition plus de ressources que ces autres États qu'il option

²⁴ Joseph S. Nye, *The Future of Power*, 1. ed (New York: Public Affairs, 2011).

²⁵ Kang H.K. Soft power leads to better ties, *Korea Times*, 2008 13 August

²⁶ Giulio M. Gallarotti, « Soft Power: What It Is, Why It's Important, and the Conditions for Its Effective Use », *Journal of Political Power* 4, n° 1 (avril 2011): 25-47

²⁷ Max Weber, *Économie et société*

cette supériorité. Cette vision de la puissance a d'abord été reprise par les grandes têtes pensantes du réalisme, comme John Mearsheimer, selon qui la puissance est basée sur les capacités matérielles particulières d'un État, ces capacités correspondant aux « biens corporels » qui déterminent la force « militaire » d'un pays²⁸. Kenneth Waltz y comprend aussi la taille de la population, du territoire, la dotation en ressources, la capacité économique, la force militaire, la stabilité politique et la compétence²⁹. En somme, selon la théorie réaliste, l'influence nationale dépend d'un complexe industrialo militaire permettant à un État de menacer ou de faire usage de sa force coercitive, dérivée de l'interprétation Hobbesiennes de l'état de nature³⁰. Nye vient donc proposer une définition de la puissance plus segmentée, avec le hard et le soft Power. Sa définition du hard Power rejoint la vision de la puissance réaliste, car il définit le hard Power comme manière d'induire les États à agir d'une certaine manière grâce à des moyens économiques ou militaires, et repose sur des incitations (carottes) ou des menaces (bâtons). Son apport est la mise en évidence d'une autre manière d'exercer sa puissance, le soft Power. Il part du constat qu'un État peut aussi obtenir des résultats dans ses stratégies politiques extérieures en influençant, inspirant un autre État qui, admirant ce dernier, aspirerait celui-ci par ses valeurs, son exemple, son niveau de prospérité et d'ouverture. Il s'agit donc d'obtenir ce que l'on veut des autres par l'influence et la coopération plutôt que la contrainte³¹. Le soft Power est ainsi la capacité d'un État d'influencer un autre ou d'autres États sur leur orientation en politique internationale par sa force d'attraction. Plus tard dans sa réflexion à ce propos, il distingue trois catégories de soft Power : la culture, les valeurs politiques internes, et la politique étrangère, auquel on peut inclure certains aspects de la politique économique et militaire, traditionnellement associés au hard Power, tant que ceux-ci sont perçus comme légitime, crédibles et attractives³².

Les stratégies d'influence du Japon : la diplomatie publique

Le Japon et la Chine ont cherché à développer une stratégie de soft Power pour améliorer leurs rayonnement et influence, mais de nature différente pour chaque cas. Néanmoins, dans les cas japonais et chinois, de telles stratégies ont toujours été complexes à appliquer. Le Japon a longtemps subi dans les décennies après la Seconde Guerre mondiale les conséquences de ses

²⁸ John J. Mearsheimer, *The tragedy of Great Power politics* (New York: Norton, 2001).

²⁹ Kenneth Neal Waltz, *Theory of International Politics*, 1979

³⁰ Dario Battistella, Jérémie Cornut, et Élie Baranets, « Chapitre 4. Le paradigme réaliste », 2019

³¹ Joseph S. Nye, *bound to lead: the changing nature of American power* (New York: Basic Books, 1990).

³² Joseph S. Nye, *Soft power: the means to success in world politics*, 1st ed (New York: Public Affairs, 2004).

actions durant la guerre, limitant son soft Power. La Chine a quant à elle longtemps été contrainte par l'image renvoyée de son modèle concurrentiel dirigé par l'État et régime politique autoritaire pour rayonner³³. Ceci les a poussés à élaborer des stratégies de soft Power particulièrement sophistiquées afin d'outre passer ces obstacles, voire de dépasser même la notion de soft Power, en y incluant des composantes telles que la diplomatie culturelle, diplomatie publique, diplomatie d'influence. Ces autres termes doivent être ainsi mobilisés afin de mieux cerner les activités d'influence de la Chine et du Japon. La différence principale entre la diplomatie publique et le soft Power, c'est le niveau d'action de l'État dans celle-ci. Dans les démocraties particulièrement, le soft Power ne découle pas d'une politique volontariste orchestrée par l'État, mais plutôt de la combinaison des actions individuelles et collectives produites par les acteurs sociaux et industries d'un État³⁴. Puisque la Chine est un pays autoritaire, la distinction est plus complexe à tracer, mais dans le cadre du Japon, nombreux experts s'accordent à dire que si le gouvernement a pu influencer à un certain degré le soft Power japonais, ils n'ont fait que promouvoir un secteur se portant déjà très bien initialement et concrétisé grâce au travail des acteurs sociaux et des entreprises de l'animation, de la cuisine, de la culture, entre autres, faisant resplendir la culture japonaise sur place et à l'international³⁵. Au Japon, on peut faire remonter l'application concrète et impulsée par l'État de telles stratégies aux années 1970, alors que la puissance économique du Japon commençait à créer des frictions avec les États-Unis et que des mouvements antijaponais se développaient à travers l'Asie du Sud-est³⁶. Ces stratégies se sont inscrites au sein de la doctrine Takeda, à l'origine de la définition du Japon en tant qu'acteur pacifiste. Dans les années 1990, après la décennie perdue, le Japon a tenté de se relever en approfondissant sa diplomatie culturelle et publique basée sur sa culture et ses valeurs libérales et pacifistes. La diplomatie publique, aussi dit diplomatie d'influence, correspond quant à elle à un acte rationnel et calculé de médiation d'un État, d'une organisation internationale ou encore d'un gouvernement intraétatiques pour tenter d'occuper l'espace de discussion et d'intérêt public d'un autre État afin d'essayer d'y étendre son influence. Ce concept est le successeur de celui de « diplomatie ouverte » formulé par Woodrow Wilson, las des diplomaties secrètes et élitistes pratiquées en Europe qui ont pu mener au conflit de la Première Guerre mondiale. C'est Edmund Guillon qui a formulé le nom de diplomatie publique,

³³ Y.-K. Heng, « Mirror, Mirror on the Wall, Who Is the Softest of Them All? Evaluating Japanese and Chinese Strategies in the "soft" Power Competition Era », 2010

³⁴ Christian Lequesne, *La diplomatie publique au service de la puissance étatique* (Presses de Sciences Po, 2021).

³⁵ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

³⁶ Koichi Iwabuchi, « Pop-Culture Diplomacy in Japan: Soft Power, Nation Branding and the Question of 'International Cultural Exchange' », 2015

pour intégrer des programmes culturels, audiovisuels, éducatifs visant les populations d'autres États afin de l'intégrer dans le cadre global de sa politique étrangère³⁷. Elle englobe des aspects des relations internationales dépassant la cadre classique de la diplomatie traditionnelle, c'est-à-dire de l'entretien des relations entre les États, comme le suivi de l'opinion publique, des interactions des groupes d'intérêts privés de plusieurs États, la communication de la politique étrangère et l'impact de celle-ci sur la politique d'un autre pays, des diplomates entre eux, et avec les correspondants de presse étrangers. Ainsi, « la diplomatie publique classique utilise plusieurs canaux ou techniques d'influence, y compris la diffusion internationale ; les échanges culturels et scientifiques d'étudiants, d'érudits, d'intellectuels et d'artistes ; la participation à des festivals et à des expositions ; la création et le maintien de centres culturels ; l'enseignement d'une langue ; l'établissement de ligues locales d'amitié et d'associations commerciales »³⁸. On voit donc que par ses stratégies visent directement les populations, et moins les États et dirigeants auprès desquels un État tente de gagner en influencent, afin de gagner en confiance et empathie, louer des liens entre les institutions et populations des États, et projeter une image positive de son pays et de son projet politique. Dans le contexte de relations très complexes, minées par un passé lourd en charge historique et émotionnel influençant leurs relations dans le présent, entre eux et aussi en particulier à Taiwan et Okinawa, on peut aisément entendre pourquoi le Japon et la Chine font le choix de telles stratégies dans le cadre de leur rivalité de leader régional. Le Japon et la Chine ont établi de nombreuses manœuvres s'inscrivant dans le cadre de telles stratégies de diplomatie publique, qu'il s'agira d'approfondir et d'évaluer dans les cadres de Taiwan et Okinawa pour en mesurer la portée et l'efficacité.

Au-delà des stratégies de soft Power, le Japon s'est ainsi engagé dans des stratégies de diplomatie publique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais ce n'est qu'à partir de 2004 que Tokyo a commencé à utiliser le terme de diplomatie publique, dans son *Diplomatic Bluebook* pour 2005, et la création d'un département de diplomatie publique au sein du ministère des Affaires étrangères en 2004³⁹. De nombreuses stratégies ont découlé, dont on ne dressera pas la liste exhaustive ici, mais il a pu s'agir de développement des moyens de diffusions comme le renforcement de NHK, la mise en place de programme d'échange scolaire et professionnels comme le JET programme (Japan Exchange and Teaching programme) ou l'investissement dans sa culture (mangas, anime, musique, etc.).

³⁷ Pierre Pahlavi, *Chapitre 24. La diplomatie publique* (Presses de Sciences Po, 2013)

³⁸ Eytan Gilboa, « Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework », 2000

³⁹ Toshiya Nakamura, « Japan's New Public Diplomacy: Coolness in Foreign Policy Objectives », 2013.

Les stratégies d'influence de la Chine : les « Trois guerres »

Du côté Chine, on fait généralement remonter les stratégies d'influence chinoises à la publication de *La Guerre hors limites*, en 1999. Cet ouvrage de deux généraux hauts fonctionnaires chinois, Qiao Lang et Wang Xianghui, décrit que la Chine doit considérer que le combat se fera hors du champ de bataille dans un espace sans limites, comprenant des espaces sociaux, naturels, et technologiques s'interpénétrant. Si ce livre a constitué un tournant dans la façon dont les Chinois ont conceptualisé leurs stratégies d'influence et de soft Power, c'est désormais plus *La science de la stratégie militaire*, manuel de l'Académie des sciences militaires, qui fait office de référence. De nombreuses stratégies chinoises ont été inspirées par la pensée de Foucault, avec la notion de pouvoir discursif qui est venue remplacer celle du soft Power en Chine. En effet, leurs stratégies de soft Power ont globalement fait face à des échecs, attribués à la domination de l'Occident et non pas au parti, et que l'on peut lier à leur attractivité culturelle minée par la nature coercitive et autoritaire du régime. Face à ces échecs, Zhang Zhizhou a théorisé une vision du pouvoir discursif pour la Chine basée selon la pensée de Foucault, en particulier autour de sa leçon sur « l'ordre du discours », qui définit les procédures de contrôle des discours dont un État peut disposer. Des stratégies russes ont aussi été une grande source d'inspiration pour les Chinois, comme avec la mise en place de campagne de désinformation, si bien que l'IRSEM Institut de Recherche stratégique de l'École Militaire parle désormais russianisations des opérations chinoises⁴⁰. Globalement, on assiste à une plus grande importance et une diversification des stratégies d'influence des États comme outil pour exercer leurs relations internationales. Le terme de guerre hybride revient souvent dans le débat pour qualifier cette tendance des conflits à pencher vers des moyens de guerre non conventionnelle et d'influence, en plus des moyens de conflits « classiques ». Le terme de guerre hybride a été intégré dans le débat stratégique au début des années 2000, dans des organes occidentaux tels que l'UE (Union Européenne) ou l'OTAN (Organisation du Traité Nord Atlantique), et cherche à définir selon James Mattis et Frank Hoffman⁴¹ l'émergence de conflits combinant à la fois des menaces, acteurs et caractéristiques de guerre conventionnels et non conventionnels, comme le terrorisme ou les stratégies d'influence. Les attaques d'opérations de guerre hybride se caractérisent par l'ambiguïté de l'origine et la nature des attaques, d'asymétrie du conflit et le brouillage entre la dichotomie classique de la paix et de la

⁴⁰ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, et IRSEM, IBID, 2021

⁴¹ Paul Charon, « Maîtriser le récit : l'enjeu de la guerre informationnelle chinoise », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 12 septembre 2021.

guerre. de manière globale, ce terme reste controversé, car plutôt heuristique, certains que les guerres ont toujours été hybrides à un certain degré, mais ce terme a le mérite d'être mentionné dans cette étude, car s'il est utilisé en Occident pour tenter de définir les stratégies russes et chinoises, il ne l'est pas en Chine, où l'APL (Armée populaire de libération) ne le mobilise pas pour définir ses opérations d'influence et de lutte informationnelle, terme auquel elle préfère les « trois guerres » pour qualifier les luttes qu'ils mènent dans le domaine cognitif. Ces opérations des trois guerres s'insèrent comme le moyen action du « front uni » chinois. Initialement, le front uni définissait l'union entre les nationalistes et les communistes pour lutter contre l'envahisseur japonais durant la Seconde Guerre mondiale. Avec le temps, le terme a évolué pour devenir l'outil permettant de « mobiliser les amis du parti pour frapper ses ennemis » (J. Mattis, 2005), une des trois « armes magiques » théorisées par Mao en 1938, avec la lutte armée et la construction du parti⁴². En somme, la Chine a mis en place un éventail de stratégies d'influence via le discours, la diplomatie publique et autres outils intelligents.

Les trois chaînes d'îles dans le Pacifique-Est

Dans le cadre de l'étude des politiques d'influence chinoise et japonaise, l'étude des cas de Taiwan et Okinawa sont particulièrement intéressante, dans le sens où ils relèvent particulièrement d'enjeux rivaux pour Tokyo et Pékin, relevant à la fois de défis et d'opportunités stratégiques. Premièrement, territoriaux : Taiwan et Okinawa, au cœur de l'Indopacifique, sont intégrées de la « première chaîne d'île ». Cette désignation géographique désigne un concept de sécurité géopolitique issue de la *Island Chain Strategy*, stratégie américaine faisant partie du plan d'endiguement, conçu par John Foster Dulles en 1951, pendant la guerre de Corée⁴³. Trois chaînes d'îles ont été identifiées, et initialement, la première chaîne d'île avait été identifiée afin de sécuriser les approches maritimes de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine. La première chaîne d'îles s'étend des îles Kouriles à l'Indonésie, en comprenant le Japon, les îles Ryūkyū, Taiwan et les Philippines. La seconde part du Japon et comprends les îles Mariannes et la Micronésie, et la dernière intègre Hawaii. Néanmoins, cette projection géopolitique est occidentale, et la Chine a proposé sa propre vision nuancée de la délimitation des trois chaînes d'îles (島鏈, *daolian*). Alors que le concept américain avait été forgé afin d'appliquer une stratégie d'endiguement du communisme en URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) et RPC (République populaire de Chine),

⁴² Paul Charon, *ibid*, 2021.

⁴³ « China's Reach Has Grown; So, Should the Island Chains », 2018

la vision chinoise des chaînes d'îles entend plutôt qu'il s'agit de barrières que la Chine doit dépasser pour obtenir sa liberté de manœuvre maritime, qu'elle doit utiliser comme tremplins de projection de puissance pour l'autorité dirigeante de chaque île, et enfin qu'elle perçoit comme des repères et relais de l'avancement de la projection maritime et aérienne de la Chine dans l'Indopacifique⁴⁴. Un point commun de ces deux visions reste la place centrale de Taiwan par son importance géographique et stratégique, au cœur de la première chaîne d'île⁴⁵. Au nord, Taiwan s'ouvre sur le détroit de Miyako avec la chaîne d'îles de Ryūkyū, la connectant ainsi à la préfecture japonaise d'Okinawa ; au sud, Taiwan est relié aux Philippines via le détroit du Luzon. Ainsi, Taiwan et les multiples îles de la préfecture d'Okinawa représentent une « barrière » à l'accès au Pacifique de la Chine.

La notion de frontière : une définition ambiguë

Taiwan et Okinawa représentent des défis pour la stabilité géographique de Tokyo et Pékin, les deux se trouvant aux extrémités des frontières réelles ou projetées des deux États. Le concept de frontière est un concept complexe essentiel à définir dans le cadre de cette étude géopolitique. Le terme de frontière comprend à la fois une délimitation physique, géographique, mais aussi culturelle. Si en français il n'existe que le terme « frontière » pour signaler le tracé entre deux États, en anglais la distinction peut être faite entre « *frontier* » et « *border* », et dans le cas de Taiwan et Okinawa, c'est ce premier terme qu'il est le plus juste d'utiliser. Alors que « *border* » comprend l'idée d'une ligne délimitant deux territoires, États ou régions, « *frontier* » définit plutôt une zone et dispose d'une connotation idéologique plus importante, marquant en plus d'une délimitation géopolitique, une division culturelle, une zone vaguement définie différenciant deux cultures et civilisations orientées vers l'extérieur⁴⁶. Enfin, la frontière peut être une zone de contentieux, de confrontation entre des idées et conceptions de chaque civilisation, pouvant mener à des litiges⁴⁷ (toutes ces catégorisations ont été bien développées par Michel Foucher dans *Fronts et frontières* ; une référence pertinente à consulter et citer). Par conséquent, si l'imaginaire géographique les perçoit comme des lignes théoriques le long d'une carte, la frontière est en réalité plus une zone en expansion, de transition entre les civilisations

⁴⁴ Andrew S. Erickson et Joel Wuthnow, « Barriers, Springboards and Benchmarks: China Conceptualizes the Pacific "Island Chains" », 2016

⁴⁵ Toshi Yoshihara, « China's Vision of Its Seascape: The First Island Chain and Chinese Seapower: China's Vision of Its Seascape », 2012

⁴⁶ LADIS K. D. KRISTOF, « The Nature of Frontiers and Boundaries », 1959

⁴⁷ Hugh R. Clark, « Frontier Discourse and China's Maritime Frontier: China's Frontiers and the Encounter with the Sea through Early Imperial History », 2009

et leurs cultures distinctes⁴⁸. Se situant aux frontières des territoires chinois et japonais, Taiwan et Okinawa sont ainsi au cœur de ces zones de transition culturelles, complexifiant leur rapport avec la partie principale du territoire des deux pays. Si dans les faits, la République de Chine se considère et agit *de facto* comme une entité politique distincte et indépendante de la République Populaire de Chine, elle fait partie *de jure* du territoire de la RPC et devrait tomber sous son autorité, la majorité de la communauté internationale reconnaissant la RPC comme Chine officielle⁴⁹, et selon le principe de la *One China Policy* promue par Pékin comme définit dans l'article du *Taiwan Affairs Office (TAO)* issu du *White Paper* du 21 février 2000⁵⁰. Clark propose ainsi une conception des frontières basée sur trois modèles différents : la frontière continentale en expansion, la frontière continentale statique, et la frontière maritime. La Chine dispose ainsi d'une frontière continentale statique, au nord, au niveau des steppes, là où s'élève désormais la grande muraille de Chine. Au sud, on peut identifier une frontière continentale en expansion vers le Vietnam communiste sur laquelle la Chine exerce une influence significative. Enfin, à l'est se déploie la frontière maritime chinoise, sur la mer de Chine méridionale et la mer de Chine orientale. Elle s'étend de sa frontière avec la Corée du Nord jusqu'au golfe de Tonkin, sur plus de 14,000 kilomètres. Contrairement aux deux autres types de frontières terrestres, la frontière maritime représentait dans l'imaginaire chinois une délimitation au-delà de laquelle n'était possible aucune migration. Cet océan joua éventuellement le rôle de point de contact comme le commerce, mais aussi pour les échanges culturels. Alors que ses frontières terrestres représentaient une zone de transition progressive des cultures, la frontière maritime fonctionnait comme une interface, où se rencontraient et cohabitaient chinois et commerçants étrangers, et où départaient les navires chinois. On retrouve des traces de cette expansion chinoise au-delà des océans dès le III^e siècle, et au XII^e siècle des références à Taiwan et Okinawa, en se référant au « Grand Liuqiu » pour l'île d'Okinawa et « Liuqiu inférieur » pour l'île de Taiwan⁵¹.

Le cas de Taïwan

Finalelement, cette vision chinoise de la frontière maritime comme zone de délimitation plutôt que zone d'expansion se retrouve bien dans son histoire avec l'île de Taiwan. En effet,

⁴⁸ Hugh R. Clark, *ibid*, 2009

⁴⁹ Resolution 2758, In: Resolutions adopted by the General Assembly during its 26th session, 21 September-22 December 1971. - A/8429. - 1972. - p. 2. - (GAOR, 26th sess., Suppl. no. 29).

⁵⁰ Taiwan Affairs Office, Information Office of the State Council, "The One-China Principle and the Taiwan Issue", (février 2000)

⁵¹ Tanaka Fumio, *Kodai no Amami Okinawa shotō to kokusai shakai* 古代の奄美・沖縄諸島と国際社会, 2008

ce ne sont que de vagues relations qui s'installeront entre la Chine continentale et l'île limitrophe de Formose, si bien que lorsque les Hollandais s'installent le long des côtes chinoises au début du XVIIIe siècle, les Ming les font s'établir à Taiwan, territoire qu'ils considèrent hors de la civilisation chinoise, afin de protéger les côtes du Fujian de présence étrangère⁵². Lors du passage à la dynastie des Qing, Taiwan est encore plus aux frontières de l'Empire chinois, l'empereur Kangxi déclarant alors que : « Taïwan se trouve au-delà de l'océan. Elle est sans rapport avec nous. Nous ne l'avons envahie qu'à cause de ces gens non civilisés qui n'avaient cessé de harceler la côte chinoise »⁵³. C'est l'amiral Shi Lang qui (convainquit) le pouvoir d'occuper Taiwan afin de renforcer ses côtes en cas d'attaques et la sécuriser ses intérêts maritimes, des arguments en résonance avec ceux d'aujourd'hui⁵⁴. Simultanément, la faiblesse de la souveraineté de la dynastie Qing sur Taiwan, et la place de l'île au sein de la rivalité entre la Chine et le Japon apparurent évidentes. Alors que la Chine faisait face à sa puissance en déclin et le Japon gagnait en puissance, l'incident de Mudan vint en effet catalyser les tensions entre les deux acteurs. Cet incident correspond au massacre de 54 marins des îles Ryūkyū se font tuer par les populations aborigènes de Taiwan, alors sous contrôle de la dynastie Qing. Ryūkyū disposait d'un statut spécial, à la fois dans la sphère d'influence chinoise et japonaise, le Japon, sous l'impulsion de Soejima Tanoemomi, fit usage de cet épisode et du flou autour de la souveraineté chinoise sur Taiwan et Ryūkyū afin de justifier une intervention militaire à Taiwan en 1874 d'une part, et servit d'argument à l'annexion totale des îles Ryūkyū en 1879 d'autre part⁵⁵. La guerre sino-japonaise de 1894-95, et surtout le traité de Shimonoseki sur laquelle elle se conclut ne viendront ainsi que confirmer la place centrale de Taiwan dans le cadre de la rivalité entre le Japon et la Chine, mais surtout la disparition du Taiwan de l'imaginaire géographique de la Chine, confiné aux recoins de ses frontières, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale où l'expansionnisme japonais faisait craindre pour l'intégrité du territoire continental chinois⁵⁶. Cette île qui ne fut jusqu'alors perçue que comme un territoire lointain des terres et de la civilisation chinoises, et vient alors prendre un rôle important pour la Chine, intégrant ses délimitations frontalières en tant que zone tampon garant de la sécurité du continent ; ce rôle et cette importance seront finalement confirmés alors que le KMT (Kuomintang) fuira se réfugier sur l'île à la suite de la victoire des communistes en 1949. Le

⁵² Alan Wachman, *Why Taiwan? geostrategic rationales for China's territorial integrity*, 2007

⁵³ Hugo Tierny, « Taïwan vue de Chine : une vulnérabilité autant qu'une opportunité stratégique », 2022

⁵⁴ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

⁵⁵ Edwin Pak-Wah Leung, « The Quasi-War in East Asia: Japan's Expedition to Taiwan and the Ryukyus Controversy », 1983

⁵⁶ Alan Wachman, *ibid*, 2007

14 juin de la même année, Mao Zedong déclarait d'ailleurs que « Si Taïwan n'est pas libéré et que les bases aériennes et navales du Kouo-Min-Tang ne sont pas détruites, Shanghai et les zones côtières continueront à être menacées. »⁵⁷. Depuis 1949, Taiwan et Pékin se sont divisés au long des lignes de deux systèmes politiques différents, la République de Chine d'une part et la République Populaire de Chine de l'autre, les deux clamant être la légitime autorité sur le territoire chinois dans son intégralité. En 1958, de premières offensives sur Taiwan avaient été lancées par Pékin, mais les difficultés internes ont poussé la Chine à se reconcentrer sur ses Affaires intérieures durant les 20 prochaines années, alors qu'un régime martial se mettait en place de l'autre côté du détroit de Taiwan. En 1979, Deng Xiaoping formule le concept de « Chine unique » en lançant une politique de réunification pacifique du territoire, selon le concept de « un État, deux systèmes ». Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la réunification du territoire est devenue un enjeu central, ce dernier annonçant affirmant retrouver le territoire chinois unifié et dans son intégralité à l'occasion de la célébration du 110^e anniversaire du parti communiste. Les tensions se sont encore intensifiées depuis 2016 avec l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-Wen, leader montrant ouvertement ses réticences envers Pékin, et le glissement de l'opinion publique taiwanaise plus favorable au maintien du statu quo qu'à la réunification, se traduisant par plus de pressions coercitives de Pékin sur les plans militaires, économiques, diplomatiques, ainsi que d'influence et de diplomatie publique, comme nous l'approfondirons dans le cadre de ce mémoire.

Le cas des îles Ryūkyū et d'Okinawa

Pour revenir à la question de l'appréhension des frontières, mais du côté du Japon cette fois, la période d'expansion impériale japonaise est particulièrement intéressante. Le Japon se lance dans l'aventure coloniale durant l'ère Meiji, qui s'ouvre à la suite de l'ère Edo durant laquelle le Japon avait verrouillé ses frontières par la politique du *Sakoku* (鎖国) et s'était complètement refermé sur lui-même. Si la situation insulaire du Japon peut porter à croire que le pays dispose de frontières statiques et géographiquement déterminées, les frontières japonaises ont en réalité considérablement évolué au cours du temps en fonction de facteurs politiques principalement, si bien que les frontières actuelles du Japon ne sont pas plus vieilles que deux siècles⁵⁸. Avant la période de Nara, les populations Yamato se concentraient sur les îles de Kyushu, Shikoku et Honshu, jusqu'à la limite de l'actuel Tohoku, où les populations

⁵⁷ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

⁵⁸ Bruce Batten, « Frontiers and Boundaries of Pre-Modern Japan », 1999

Emishi ne se soumettaient pas au pouvoir impérial nippon. Durant l'ère Nara, l'administration d'un État centralisé se confirmait et améliora la distinction entre les « territoires intérieurs » (*kenai* 家内) et les « territoires extérieurs » (*kegai* 家外). Simultanément, on assistait à la mise en place d'une dynamique d'expansion territoriale pour intégrer ces territoires extérieurs, jusqu'à l'affaiblissement du pouvoir central durant le 'Moyen-âge japonais' à partir de l'ère Heian. Durant l'ère Nara, Tohoku est intégré au territoire japonais avec la création de la province de Mutsu en 712 qui s'étendait progressivement à tout le nord de Honshu. Des Japonais s'établissent à Hokkaido à partir du XVIIe siècle uniquement, et ce n'est qu'à partir de la restauration du Meiji en 1688 que l'île est intégrée à l'empire japonais⁵⁹; cette intégration suite un schéma similaire à celui de l'intégration de Taiwan aux frontières chinoises, en tant que « *frontier* » et plus seulement « *border* » : en effet, les Japonais craignent pour leur sécurité face aux dynamiques d'expansion russe en Extrême-Orient⁶⁰. Similairement, les îles Ryūkyū sont intégrées au territoire japonais pour motifs géopolitiques et par la fièvre impérialiste de l'ère Meiji : le Royaume de Ryūkyū, fondé en 1429, était un royaume autonome vassal des empires chinois Ming puis Qing, jouant un rôle très important dans le réseau commerce régional entre les côtes chinoises, la Malaisie, le Japon et la Corée. Mené par les seigneurs de la province de Satsuma en 1609, le Japon envahit les îles Ryūkyū, en fait un État vassal de cette province, et durant l'ère Edo, les îles de Ryūkyū étaient considérées comme un État partenaire diplomatique (*tsūshin no kuni*, 通信之国) durant l'ère Edo. Durant cette période, le royaume de Ryūkyū est à la fois tributaire du système chinois tout en étant vassal du Japon. Ce n'est qu'en 1879 que l'annexion totale a lieu, suite à l'épisode de l'incident de Mudan, et motivé par les ambitions expansionnistes et coloniales des dirigeants du Japon de Meiji, créant ainsi la préfecture d'Okinawa⁶¹. Ainsi, la conquête progressive des territoires consistants le Japon moderne met en lumière l'évolution de la conception japonaise de ses frontières⁶². On voit ainsi les étapes effectuées, de territoire vaguement défini sans idée d'État nation, à une vision centralisée du territoire et des frontières statiques orientée vers l'intérieur durant la période médiévale et l'ère Edo, pour finalement atteindre une vision d'expansion pour protéger son territoire à partir de l'ère Meiji, ayant mené à la conquête coloniale de l'Asie Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale, et dont des traces peuvent être retrouvées dans les politiques

⁵⁹ Christophe Sabouret, « Pourquoi les Japonais n'ont-ils pas colonisé plus tôt le Hokkaidō ? », 2011

⁶⁰ Jacques Pezeu-Massabuau, « Hokkaidō. Etude de géographie humaine d'une région japonaise », 1969

⁶¹ Huanxin Luo, « Territorial Status and Self-Determination of the Ryukyu Islands », 2019

⁶² Bruce Batten, *ibid*, 1999

nationalistes du Japon contemporain⁶³. La vision actuelle des limites territoriales s'inscrit dans le cadre de la résurgence nationaliste : tout en souhaitant conserver son autorité sur les territoires reconnus comme siens par la convention de Traité de San Francisco de 1952, les gouvernants cherchent à pousser les limites de l'archipel autour des territoires disputés. Il s'agit des territoires du Nord (côté japonais) / îles Kouriles (côté russe), contentieux entre le Japon et la Russie sur 4 îles au nord d'Hokkaido, et des îles Takeshima (côté Japon) / Dokdo (côté coréen) / rochers Liancourt, disputés entre Séoul et Tokyo. Concernant le contentieux autour des îles Senkaku-Diaoyu, revendiquées par Taipei et Pékin également, le Japon considère tout bonnement qu'il ne s'agit pas d'un contentieux territorial et qu'il est évident que ces îles reviennent au Japon, et qu'il n'existe aucun problème de souveraineté territoriale les concernant. Enfin, Tokyo précise que le « Le Japon agira fermement et calmement pour maintenir son intégrité territoriale. »⁶⁴. Ces positions sur les frontières s'inscrivent dans l'idéologie du LPD, mais surtout du *Nippon Kaigi* (日本会議), lobby d'extrême droite dont étaient membres Koizumi Jun'ichirō et Abe Shinzo, et revendiquant près de 40,000 membres dans l'archipel⁶⁵. Pour en revenir au cas d'Okinawa, la préfecture dispose de relations singulières avec Tokyo. Selon l'article 8 de la déclaration de Potsdam⁶⁶, définissant les conditions de la reddition japonaise, la souveraineté territoriale japonaise se limite aux îles de Honshu, Hokkaido, Kyushu Shikoku et « des îles mineures que nous déterminons ». Selon ces termes, le Japon perd non seulement le contrôle sur tous les territoires acquis dans le cadre de son expansion impériale, dont Taiwan, mais également sur les îles de Ryūkyū, passant sous commandement américain jusqu'en 1972. Alors que le Japon et Ryūkyū disposaient d'ores et déjà d'un historique relationnel complexe, comme nous aurons l'occasion de l'expliquer plus en détail, ces 27 années de séparation politique, d'administration américaine et d'installation militaires étrangères sur le territoire auront des effets clivant sur la préfecture d'Okinawa et sa relation avec la gouvernance centrale à Tokyo. Alors que la « clef de voute du Pacifique », comme surnommé durant la Seconde Guerre mondiale⁶⁷, relève déjà significativement d'une importance géostratégique grâce à sa position sur la première chaîne d'île au nord de Taiwan, mais aussi, car elle supporte plus de 50 000 militaires américains stationnés au Japon et environ

⁶³ McNeill David, « Nippon Kaigi and the Radical Conservative Project to Take Back Japan », 2015

⁶⁴ « Senkaku Islands », Ministry of Foreign Affairs of Japan, consulté le 17 mars 2022

⁶⁵ Tawara Yoshifumi, « What Is the Aim of Nippon Kaigi, the Ultra-Right Organization That Supports Japan's Abe Administration? », 2017

⁶⁶ "Potsdam Declaration, July 26, 1945, The Ministry of Foreign Affairs "Nihon Gaiko Nenpyo Narabini Shuyo Bunsho: 1840-1945" vol.2, 1966), National Diet Library

⁶⁷ Chizuru Saeki, « The Perry Centennial of 1953 in Okinawa: U.S. Cultural Policy in Cold War Okinawa », 2012

70 % de toutes les installations des forces américaines au Japon⁶⁸ sur 0,6% du territoire japonais. Ainsi, en 2012, le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda rappelait à l'occasion du 40^e anniversaire de la réversion d'Okinawa au gouvernement japonais, que "C'est Okinawa qui sera la force motrice du Japon dans son ensemble, en se créant un rôle à l'avant-garde de l'ère Asie-Pacifique. C'est nous qui sommes responsables de la création de cet avenir. Il ne fait aucun doute que les aspirations des habitants d'Okinawa à la paix et leur esprit ouvert sur le monde en tant que "pont entre les nations" seront un atout considérable pour le développement et la croissance d'Okinawa au 21^e siècle. »⁶⁹.

Problématique

Ainsi, Taiwan et Okinawa représentent des territoires stratégiques pour la Chine et le Japon, à la fois dans le cadre de leurs politiques internes, dans le cadre de leurs politiques extérieures pour l'Indopacifique, et enfin dans le cadre de leur rivalité grandissante. Dans ce contexte où la diplomatie publique et les stratégies d'influence prennent une place majeure dans les politiques étrangères des États, où la Chine et le Japon s'inscrivent dans un contexte de rivalité grandissante, que Pékin revendique de façon plus assertive ses ambitions sur Taiwan et Tokyo ses objectifs de puissance, il apparaît pertinent d'étudier les stratégies d'influence japonaise et chinoise sur Taiwan dans le cadre de leur rivalité.

Dès lors, il conviendra de se demander dans quelle mesure les stratégies croisées de diplomatie publique et d'influence engagées par Tokyo et Pékin sur les territoires de Taiwan et d'Okinawa permettent-elles au Japon de renforcer son leadership en Asie ?

Dans un premier temps, nous étudierons en quoi ces territoires sont effectivement stratégiques pour la Chine et le Japon dans leurs projections Indopacifique et internationale. Dans un second temps, nous détaillerons les stratégies de diplomatie publique, de soft power et d'ingérence internes mobilisées par Tokyo et Pékin pour tenter d'influencer ces deux territoires-cibles. Enfin, nous tirerons des conclusions en termes de leadership pour la Chine et le Japon dans l'Indopacifique.

⁶⁸ Emma Chanlett-Avery, Christopher T Mann, et Joshua A Williams, « U.S. Military Presence on Okinawa and Realignment to Guam »

⁶⁹ « Speech by Prime Minister Yoshihiko Noda on the Occasion of the Commemoration Ceremony for the 40th Anniversary of Okinawa's Reversion to Japan (Speeches and Statements by Prime Minister) | Prime Minister of Japan and His Cabinet », consulté le 12 mars 2022

CHAPITRE 1 : Les enjeux des stratégies de soft power et de diplomatie publique chinoises et japonaises

Section 1 : Enjeux nationaux pour la Chine et le Japon : la problématique de l'unité territoriale

1. Contextualisation des relations actuelles de tensions entre la Chine et le Japon

Les tensions que l'on observe aujourd'hui entre la Chine et le Japon sont la résultante des différentes étapes d'une relation complexe, progressivement issue de l'alternance entre des hauts et des bas. Le Japon entretient des relations officielles avec la République Populaire de Chine (RPC) depuis 1972, date avant laquelle le Japon entretenait des relations officielles et diplomatiques avec la République de Chine (ROC) basée à Taiwan. La normalisation des relations entre la RPC et le Japon a immédiatement donné lieu au développement rapide des relations économiques bilatérales entre les deux États. Après la mort de Mao Zedong en 1976, les réformes capitalistes et la libéralisation de l'économie chinoise ont permis d'accélérer ce processus de développement des relations économiques et d'investissements japonais en Chine. Ainsi, en 1978, le Japon lançait un programme d'aide publique au développement (Official development Assistance, ODA) en Chine. Le Japon s'était lancé dans un programme d'attribution d'aides publiques au développement d'abord à travers l'Asie à partir de la seconde moitié des années 1950, puis en Afrique à partir des années 1970. Les ODA (Official development Assistance) deviennent rapidement un véritable outil de politique étrangère pour le Japon de l'après-guerre, qui tente littéralement de se 'racheter' en renouant d'abord des relations avec les États contraints par son joug expansionniste durant la période impérialiste du Japon. L'établissement d'un programme d'aide avec Pékin représente ainsi une importante étape dans le développement des relations entre Tokyo et Pékin. Cette formalisation des relations avait également permis d'aboutir à un changement du statut de Taiwan, le Japon s'accordant sur le statut de Taiwan proposé par Pékin. D'ailleurs, le choix d'une formulation assez ambiguë pour l'époque est fait, permettant à Tokyo de jouer sur ces termes aujourd'hui alors que Pékin reproche le rapprochement avec Taiwan. La formulation est la suivante : « Le gouvernement de la République populaire de Chine réitère que Taïwan est une partie inaliénable du territoire de la République populaire de Chine. Le gouvernement du Japon comprend et

respecte pleinement cette position du gouvernement de la République populaire de Chine, et il maintient fermement sa position en vertu de l'article 8 de la Proclamation de Potsdam. »⁷⁰.

Vient ensuite ce qu'on considère comme « l'Age d'or » des relations sino-japonaises, de la période s'étalant des années 1980 à la crise asiatique de la fin des années 1990. Le Japon confirme sa participation dans la modernisation économique chinoise engagée par l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir, ces investissements bénéficiant *in fine* à l'économie japonaise tout en permettant d'éviter le retour de politique étrangère provocative de la part de Pékin. Après une baisse des échanges économiques suite à la régression économique des années 90, les échanges avec Pékin reprennent dans les années 2000, suite à l'entrée de Pékin à l'organisation mondiale du commerce (OMC). Des rapprochements diplomatiques se poursuivent également, avec la venue du Premier ministre Aso Taro à Beijing en 2008 pour célébrer les 30 ans du Traité de paix et d'amitié entre le Japon et la République Populaire de Chine, où il a promu des "relation mutuellement avantageuse basée sur des intérêts stratégiques communs."⁷¹. Si cette période laisse apparaître un rapprochement entre les deux États, portant les décideurs japonais à mettre en avant qu'ils « brisent la glace » (« ice-breaking ») et « réchauffent » (« ice-melting) les relations entre la Chine et le Japon, en réalité, aucun des problèmes historiques et territoriaux qui seront à l'origine d'un renouveau des tensions entre les deux ne sont réglés, laissant à voir un véritable « iceberg » caché de la surface.⁷²

En 2013, Xi Jinping arrive à la tête de la RPC, un an après qu'Abe Shinzo soit devenu le Premier ministre du Japon. Abe avait déjà exercé poste durant un an de 2006 à 2007, mais c'est véritablement sa mandature à partir de 2013 qui va marquer la politique du pays, autant national qu'étrangère, pour 7 années durant. Sa mandature sera particulièrement marquée par le dépassement chinois du Japon au classement des puissances économiques mondiales en 2010, faisant passer la Chine deuxième derrière les Etats-Unis et le Japon troisième⁷³. Cette tendance de croissance économique chinoise et de recul relatif du Japon se poursuit durant toute la décennie, le BIP chinois étant déjà 1,4 fois plus important que le japonais au moment de l'accession au pouvoir d'Abe en 2012. De fait, la relation Xi-Abe, déterminante durant cette décennie de relation Chine-Japon, sera marquée au début par l'animosité après s'être fait

⁷⁰ « MOFA: Joint Communiqué of the Government of Japan and the Government of the People's Republic of China », 29 septembre 1972.

⁷¹ « MOFA: Remarks by H.E. Mr. Taro Aso, Prime Minister of Japan, at the reception to Commemorate the Thirtieth Anniversary of the Conclusion of the Treaty of Peace and Friendship between Japan and the People's Republic of China "My Personal Conviction regarding Japan-China Relations" (October 24, 2008) », 2008

⁷² Linus Hagstrom, « Sino-Japanese Relations », *International Journal* 64 (2009 2008) : 223.

⁷³ Joe McDonald, « China surges past Japan to No. 2 economy – The Denver Post », août 2010,

détrôner la place de seconde économie mondiale que l'archipel entretenait depuis 1968. Cette décennie, décisive dans le développement de la stratégie d'influence du Japon et de la Chine, va donc commencer sur les chapeaux de roues à cause de ce facteur économique. d'autres facteurs de tensions marquent aussi leurs gouvernances. Après des années de tensions sur des contentieux territoriaux, Xi et Abe commencent leurs mandatures à l'apogée des tensions autour des territoires des îles Senkaku / Diàoyú⁷⁴. Situées à l'ouest de l'archipel japonais d'Okinawa, ces îles inhabitées sont administrées par le Japon depuis la seconde moitié du XIXe siècle. Les intérêts et tensions autour de ces territoires ont débuté à la fin des années 1960 suite à une publication de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient annonçant avoir trouvé d'importantes réserves pétrolières et d'hydrocarbures dans les eaux territoriales adjacentes aux îles. La RPC a alors réclamé les îles comme faisant partie de son territoire, selon l'argument qu'elles constituent une partie historique du territoire taiwanais durant les dynasties Ming et Qing, en se basant sur des cartes et des rapports impériaux datant du 16^e siècle, revendiquant ainsi que celles-ci tombent sous la juridiction de la République Populaire de Chine. La République de Chine revendique également ses îles. En ce qui concerne Tokyo, la revendication de ces îlots est un peu plus complexe. Comme nous le détaillerons dans une partie ultérieure, l'archipel de Ryūkyū a subi des influences politiques et des dynamiques de souveraineté alternant entre la Chine et le Japon depuis le XIIe siècle, néanmoins lorsqu'en 1885 les îles de Ryūkyū sont intégrées au Japon, et les îles Senkaku / Diàoyú sont intégrées au passage au sein de la préfecture d'Okinawa créée à l'occasion. Depuis la découverte de ces ressources naturelles, Tokyo et Pékin se font face à coup de cartes historiques, documents juridiques, installation d'un phare japonais, passage de flotte de centaine de navires de pêches chinois... globalement, les îles ont abrité un flux de tensions constant entre la Chine et le Japon depuis les années 1960, et en ce sens sont une bonne représentation des flux ascendants et descendants de tensions entre la Chine et le Japon. En 2010 cependant, la collision d'un chalutier de pêche chinois avec deux navires garde-côtes japonais réveille les tensions autour de ce contentieux. Alors que les îles étaient jusqu'alors la propriété privée de la famille Kurihara, tout en étant louée par le ministère des Affaires étrangères japonais depuis 2002 pour 25 millions de yen, le prédécesseur d'Abe, Noda Yoshihiko décide de les racheter afin de les nationaliser et d'appuyer la souveraineté japonaise sur celles-ci. Cette nationalisation provoquera la plus importante hausse de tensions concernant les îles atteint jusqu'à lors, avec

⁷⁴ Yoichiro Sato et Astha Chadha, « Understanding the Senkaku/Diaoyu Islands Dispute: Diplomatic, Legal, and Strategic Contexts” 2022

notamment le ministère chinois des Affaires étrangères répondant que Pékin ne « resterait pas les bras croisés et ne verrait pas sa souveraineté territoriale violée »⁷⁵, et le déploiement de manifestations civiles devant les représentations diplomatiques japonaises à travers la Chine. Si ces événements autour des îles Senkaku / Diàoyú nous permet de voir qu'elles ont servis de catalyseur de tensions entre le Japon et la Chine, ils nous enseignent surtout beaucoup sur le comportement chinois face aux contentieux territoriaux, données fondamentales pour la compréhension des contentieux autour des territoires de Taiwan et Okinawa. En effet, durant cet épisode de disputes, la Chine a su montrer une approche particulièrement agressive. Le Premier ministre chinois de l'époque, Wen Jiabao, avait ainsi déclaré que « les îles Diàoyú sont une partie inaliénable du territoire de la Chine, et le gouvernement chinois et son peuple ne feront absolument aucune concession sur les questions concernant sa souveraineté et son intégrité territoriale »⁷⁶. Au-delà des déclarations, cette dispute a aussi permis de constater que la Chine pouvait mettre les moyens sur ces déclarations, avec l'envoi régulier de navires gardes côtes de la part de la Chine comme de Taiwan depuis 2012. Cet épisode a ainsi débouché sur une véritable crise diplomatique. En Chine continentale, Taiwan et Hong Kong, elle a donné suite à d'importantes manifestations anti-Japon, les manifestants accusant Tokyo de perpétuer son impérialisme en Asie de l'Est⁷⁷. La gestion de la discorde à peu près maîtrisée de façon bilatérale jusqu'à lors périlite, ouvrant sur une décennie d'incursion de bateaux de pêche et garde-côtes des deux parts, donnant parfois lieu à des accrochages assez impressionnants. Encore récemment, en juin de cette année, un épisode similaire a eu lieu alors que deux navires garde-côtes chinois ont stationné dans les eaux territoriales des îles pendant 64h, la plus longue incursion réalisée dans la dernière décennie⁷⁸. Le conflit autour de la souveraineté des îles Senkaku / Diàoyú demeure d'ailleurs l'un des seuls points de tension entre le Japon et Taiwan. Si Taipei continue d'affirmer que les îles Diàoyú font parties du territoire nationale de la République de Chine⁷⁹, ils sont néanmoins parvenus à un accord concernant les règles de pêche

⁷⁵ Louise Watt, « Japan says it will purchase disputed islands from private owner, angering China - The Washington Post », 2012

⁷⁶ « "Absolutely no concession" on Diaoyu Islands: Wen - China - Chinadaily.com.cn », 2012.

⁷⁷ Alan Taylor, « Anti-Japan Protests in China, 2012

⁷⁸ Junko Ogura et Simone McCarthy, « Japan says Chinese coast guard ships in longest violation of its territorial waters in a decade - CNN », 2022

⁷⁹ « Ministry of Foreign Affairs, Republic of China (Taiwan)-R.O.C. (Taiwan) Government Position and Strategy », consulté le 30 juin 2022

dans les eaux autour des îles avec Tokyo en 2014⁸⁰. Les tensions se maintiennent de façon passive entre Tokyo et Pékin actuellement.

Si l'arrivée au pouvoir des deux dirigeants chinois et japonais s'est donc faite sur les chapeaux de roues avec la rapide montée des tensions liées aux conflits sur les îles Senkaku / Diàoyú, cette dégradation des relations se confirme durant la première moitié de la décennie 2010. Quatre facteurs principaux expliquent cette détérioration : la montée rapide en puissance de la Chine, l'influence des politiques nationales, l'impact sur le présent des mémoires de guerre, et la personnalité des deux dirigeants⁸¹. Cette détérioration va entraîner des répercussions sur de nombreux aspects de la relation sino-japonaise. Ce rapprochement se fait d'abord dans le cadre d'enceintes de dialogues multilatérale, comme lors d'une réunion de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-est) et de du Sommet de l'Asie de l'Est (EAS), ou encore lors d'une réunion de l'APEC en 2017, où Xi Jinping avait clairement exprimé son intérêt à améliorer les liens avec le Japon⁸², appelant à « une amélioration du niveau de coopération pragmatique ». En effet, un rapprochement entre les deux partis fait sens dans le cadre de leurs stratégies régionales respectives : le Japon veut s'assurer de ne pas avoir un rival belligérant dans le cadre de sa stratégie diplomatique du FOIP, promouvant le dialogue, la paix et le commerce basé sur les valeurs libérales, alors que Pékin souhaite promouvoir l'intégration économique régionale et la coopération dans le cadre de la BRI (Belt and Road Initiative, nouvelles routes de la soie). ce rapprochement avec la Chine était également un moyen pour Tokyo de d'affirmer sa légitimité comme pôle de stabilité régional, plus uniquement dans la réactivité mais dans l'initiative proactive également, afin de faire face efficacement à la montée en puissance de la Chine⁸³. Ces améliorations ont permis des progrès dans la relation bilatérale entre la Chine et le Japon, comme multilatérale avec les autres États de la région, permettant notamment de faire avancer les négociations du RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), qui sera finalement signé en 2020. En 2018, le dialogue économique sino-japonais a été relancé après près de 8 ans de hiatus, amenant les deux leaders à parler de « nouvelle ère » des relations entre la Chine et le Japon.⁸⁴ Le Japon a également enfin commencé à montrer des signes d'intérêt pour la BRI après s'être toujours montré sceptique, annonçant son soutien au projet sous certaines conditions spécifiques. Si les gouvernements tendent à se rapprocher sur

⁸⁰ Satoshi Ukai, « Japan, Taiwan agrees on fishing rules in waters around Senkakus - AJW by The Asahi Shimbun », 25 janvier 2014

⁸¹ Xiaoming Zhang, « China's Perceptions of and Responses to Abe's Foreign Policy », 2015

⁸² Charlotte Gao, « China-Japan Relations Move Toward a 'New Start' »

⁸³ Céline Pajon, « Le Japon : un acteur majeur à l'ère de la rivalité sino-américaine ? », 2019

⁸⁴ Pajon, Ibid

cette période, ce n'est pas le cas des individus : le Japon continue de jouir d'une mauvaise réputation auprès de la population chinoise, avec 62 % d'entre eux ont une « mauvaise » ou « plutôt mauvaise » image de l'archipel, et 84% des japonais estimaient que l'image de la Chine était « mauvaise » ou « plutôt mauvaise », selon un sondage de l'institut de recherche Genron NPO⁸⁵.

La pandémie de COVID-19 viendra marquer le coup d'un nouveau revirement dans la dynamique de ces rapprochements. Au début de la pandémie, les deux pays faisaient preuves de coopération, dans l'attribution de la part du secteur privé japonais de plus de 3 millions de masques et de 6,3 millions de dollars début 2020, amplement remercié par le ministre chinois des Affaires étrangères Geng Shuang⁸⁶, ce à quoi la Chine a répondu avec le don de 12,500 kits de test covid, accompagnée d'une déclaration du porte-parole du gouvernement chinois affirmant que « la Chine et le Japon sont des pays voisins séparés par une étroite bande d'eau. Il n'y a pas de frontières dans la lutte contre la propagation du virus »⁸⁷. Malgré ce réchauffement, Tokyo a continué en parallèle son rapprochement avec Taipei, tout en s'engageant dans une dynamique de dénonciation des violations des droits de l'homme par la RPC à Hong Kong ou dans le Xinjiang, alors que les scandales sur les violations des droits de l'homme se multipliaient en Chine⁸⁸.

Finalement, la relation complexe entre le Japon et la Chine est aussi la résultante directe de la confrontation entre leurs ambitions individuelles, poussées par des leaders particulièrement motivés et ambitieux. Concernant le Japon d'Abe, il s'agit d'une vision ancrée dans le réalisme, cherchant à obtenir une place de « pays normal »⁸⁹ en relations internationales, en modifiant sa posture de stratégie de sécurité bloquée par son article 9, mais aussi d'atteindre un stade de puissance légitime leader de la région asiatique et pouvant siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies, et surtout s'éloignant de la posture pacifiste arborée par le Japon depuis la fin de la Seconde guerre mondiale⁹⁰. Pour la Chine, il s'agit d'obtenir une place centrale en relation internationale, et atteindre le stade de première puissance mondiale⁹¹. Cette ambition implique donc d'augmenter ses capacités militaires, de développer son économie, son influence sur la région Indopacifique et au-delà, et enfin récupérer ce qu'il projette comme le territoire national

⁸⁵ « Public opinion of Japan drastically falls among Chinese people in the previous year », 2021.

⁸⁶ CNN World, Emiko Jozuka, « China and Japan's budding relationship in the time of coronavirus 2020

⁸⁷ « Chinese Government Gives Japan 12,500 Coronavirus Test Kits for Free », 2020

⁸⁸ Benoit Hardy-Chartrand, « International : La renaissance du Japon en Indo-Pacifique », 2022

⁸⁹ Xiaoming Zhang, 2015

⁹⁰ Michael Auslin, « Japan's New Realism: Abe Gets Tough », *Foreign Affairs* 95, n° 2 (2016): 125-34.

⁹¹ François Bougon, *Inside the Mind of Xi Jinping* (Oxford University Press, 2018).

chinois légitime dans son intégralité, impliquant la « réalisation de la réunification avec Taiwan »⁹². Ces deux projets de puissance nationale viennent donc entrer en collision, à l'origine de nombreuses tensions s'additionnant aux tensions issues de querelles du passé jamais résolues. Ainsi, il devient aisé de comprendre le rôle de pivot que peuvent jouer Taiwan et Okinawa dans les dynamiques de rivalités entre la Chine et le Japon, à la vue de leurs ambitions respectives.

2. Lien historique de Taiwan à la Chine et au Japon, « l'île dissidente » de l'Empire chinois, ou la première étape stratégique de l'Empire japonais.

Du point de vue de Pékin, Taïwan représente autant une vulnérabilité qu'une opportunité stratégique, pour reprendre la formulation d'Hugo Tierny⁹³. Mao portait initialement peu d'intérêt à Taïwan. Ainsi, en 1936, il déclarait que le PCC (Parti communiste chinois) aiderait les Taïwanais à obtenir leur indépendance, selon son projet de libération des peuples du joug impérialiste. Néanmoins, à l'occasion de la conférence du Caire de 1943, les alliés qui cherchent à raviver l'ardeur combattante de Tchang Kai-chek pour éviter que la Chine devienne communiste, lui promettent de restituer Taïwan à la Chine des mains des Japonais. La réponse de Tchang Kai-chek sera finalement en avant-garde du projet territorial chinois poursuivi quelques 75 ans plus tard, en déclarant que « Formose, le Tibet, la Mongolie, le Xinjiang, constituent toutes des régions stratégiques pour assurer l'existence de la nation »⁹⁴. Mao réalise l'importance stratégique de l'île de Taïwan pour la protection des côtes chinoises une fois qu'il accède au pouvoir et après que le KMT s'y soit réfugié. Néanmoins, en 1949, la Chine est très loin de disposer des moyens économiques et militaires pour lancer une opération sur Taïwan⁹⁵. A partir de cette date, Taïwan revêt une importance nouvelle pour la République populaire de Chine : c'est l'île où se sont réfugiés les leaders de la République de Chine à l'issue de la guerre civile en 1949, ennemis de la RPC. Taïwan vient donc d'abord représenter un enjeu de politique interne pour Pékin : le contrôle de cette île relève par le régime relève d'une symbolique majeure, traduisant que le parti communiste chinois dispose de la capacité de maîtriser ce qu'il estime être son territoire national dans son intégralité. Bien que selon les lignes officielles de Pékin, Taïwan est une partie historiquement inaliénable de la Chine, l'histoire de l'île relève

⁹²« China-Taiwan Tensions: Xi Jinping Says "reunification" Must Be Fulfilled », *BBC News*, 9 octobre 2021

⁹³ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

⁹⁴ Kai-shek Chiang, *China's Destiny* (Westport, Conn : Greenwood Press, 1985).

⁹⁵ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

d'une complexité amenant à cette confusion sur son statut. L'île de Taïwan suscite de l'intérêt pour la Chine et le Japon depuis le VIIe siècle, durant l'expansion du commerce de l'argent et de la soie entre la Chine et le Japon⁹⁶. L'île servait de zone de transit pour le commerce entre la Chine, l'Asie du Sud-Est puis l'Europe. Le régime Ming avait toujours regardé de loin l'île, tout en se sentant menacé par cette présence étrangère, et décide au XVII^e siècle d'étendre leur civilisation au-delà du continent et d'y installer une base militaire. Taïwan devient rapidement un bastion de résistance politique, lorsqu'elle accueille une base de résistance d'un chef de guerre Ming lors que la dynastie se retrouve renversée par les Mandchous, qui mettent en place la prochaine dynastie des Qing. 300 ans avant aujourd'hui, Taïwan se retrouve déjà le lieu d'une résistance politique, de la part d'un parti se revendiquant comme le représentant légitime et héritier des dynasties chinoises. De fait, durant les trois siècles qui composent la dynastie Qing, Taïwan incarne un territoire de renfort pour la civilisation chinoise face au régime mandchou, différent des Hans et de la dynastie Ming, qui ont d'abord considérait Taïwan comme un élément inutile dans son rayonnement politique⁹⁷. Entre autres, à la fin du XVII^e siècle, l'empereur Kangxi (mandchou) déclare que la position de Taïwan, au-delà des océans, justifie d'abandonner l'île : « elle est sans rapport avec nous. Nous ne l'avons envahie qu'à cause de ces gens non civilisés qui n'avaient de cesse de harceler la côte chinoise »⁹⁸. Des arguments en faveur du maintien de Taïwan au sein de l'Empire se font entendre auprès de l'amiral Shi Lang, demeurant véridique aujourd'hui : selon Shi, Taïwan occupe une position stratégique qui permet à la Chine continentale de protéger ses côtes et d'assurer ses intérêts maritimes. Les Qing recommencent à porter de l'attention à l'île, sans pour autant le considérer avec autant d'intérêt que le reste du territoire continental. Taïwan sera ainsi administré de façon partielle par Pékin, tout en demeurant au cœur des convoitises, notamment de la part de Tokyo, qui perçoit Taïwan comme une extension d'un autre territoire qu'il ne contrôle que partiellement : les îles Ryūkyū. Lorsque la Chine perd la guerre contre le Japon à la fin du 19^e siècle, c'est Taïwan qui sera cédé à Tokyo à l'issue du traité de Shimonoseki, traduisant l'intérêt stratégique de Tokyo pour cette île. Finalement, au cours de son histoire, Taïwan a aussi bien constitué un couloir d'invasion, pour les Portugais, puis les Hollandais, les Chinois de la dynastie Ming, et le Japon impériale, qu'un moyen de pression, par les Japonais puis les états-uniens auprès des Chinois.

⁹⁶ Lin Man-houng, « The Ryukyus and Taiwan in the East Asian Seas : A Longue Duree Perspective », 2006

⁹⁷ William T Rowe et Timothy Brook, *China's Last Empire : The Great Qing*. 2010

⁹⁸ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

Du côté japonais, Taïwan aussi est un territoire historiquement stratégique. Les Japonais s'y installent donc à Taïwan à partir de 1895 à l'issue de la première guerre sino-japonaise et de la signature du traité de Shimonoseki. L'article 2 de ce traité assure que : « La Chine cède au Japon à perpétuité et en pleine souveraineté le groupe Pescadores, Formose (Taïwan) et la partie orientale de la baie de la péninsule de Liaodong (Dalian) ainsi que toutes les fortifications, les arsenaux et la propriété publique »⁹⁹. L'objectif du traité pour le Japon était de défier le pouvoir de l'Empire Qing dans la région. L'Empire Qing est l'un des plus puissants de l'histoire chinoise, mais aussi le plus étendu de tous les Empires chinois. L'Empire disposait du contrôle de Taïwan, mais aussi de la péninsule coréenne, qui entretenaient une relation tributaire avec l'Empire mandchou. L'objectif du Japon, en plus d'affaiblir l'Empire rival, et d'implanter les bases pour le développement de son propre Empire. Pour cela, il fait le choix de commencer par la Corée et de Taïwan, deux territoires faibles car soumis à un régime tributaire du régime Qing pour le premier, territoire officiellement sous contrôle de l'Empire Qing pour le second. Malgré la domination des Qing, Taïwan subsistait d'un caractère particulier, en raison des influences étrangères qui continuaient de s'y exercer, de sa population indigène qui ne se mélangeait pas avec les différentes vagues d'immigration Han de Chine continentale, et dont Pékin n'a jamais réussi à contrôler les régions montagneuses au cœur de l'île où ces populations vivaient. Le territoire n'est jamais réellement tombé sous le contrôle intégral de Pékin : de nombreuses révolutions populaires ont eu lieu à Taïwan durant le règne Qing, comme la révolte des Zhu Yigui au début du XVIIIe siècle, la révolte Lin Shuangwen à la fin du même siècle ; les attaques indigènes sur les bateaux étrangers ; le territoire a été au cœur des convoitises étrangères, durant les guerres de l'opium, la guerre sino-française, et enfin la guerre sino-japonaise qui aboutit au passage de l'île sous contrôle japonais. Pour reprendre, le Japon s'était intéressé à Taïwan étant donné sa position stratégique, lui permettant de faire un point de relais pour le développement de son Empire colonial, et pour affaiblir la Chine. Taïwan se trouvait aussi juste à côté des îles Ryūkyū, contrôler l'île suivait une logique de continuité géographique. Directement après la signature du traité de Shimonoseki, une certaine résistance s'exprime à Taïwan face à la domination japonaise. Les 2,5 millions de résidents Han à Taïwan ont la possibilité de retourner sur le continent, et finalement seul 10,000 d'entre eux partiront. Réticent à la domination japonaise, une résistance Taïwanaise se met en place en 1895 avec la formation de la République de Formose. Après quelques mois de luttes, la révolte s'écrase et laisse place à 5 décennies de domination japonaise. L'île sert d'abord de bastion de défense territoriale pour

⁹⁹ « Treaty of Shimonoseki » (1895), Britannica, T. Editors of Encyclopaedia.

le Japon : durant la Seconde guerre sino-japonaise de 1937 à 1945, le Japon fait usage de sa colonie Taïwanaise pour rapprocher ses bombardiers du territoire chinois, puis lui sert de relais dans sa conquête des territoires d'Asie du Sud-Est durant la Seconde guerre mondiale. Puis, en tant que première colonie, le Japon investit énormément à Taïwan, dans l'objectif de faire une colonie modèle. Beaucoup d'investissements seront effectués pour améliorer l'économie, l'industrie, l'éducation du pays, entre autres. Le Japon cherche à donner à sa colonie Taïwanaise un statut similaire à celui de Hong Kong au sein de l'Empire britannique, c'est à dire un port de transbordement pour son commerce. On peut noter un effort particulier de « japonisation » culturelle, c'est à dire d'influencer la culture locale en insufflant des éléments de culture japonaise. Ce processus de japonisation a ainsi pu être observé à Taïwan, en Corée, mais aussi à Okinawa, et nous l'étudierons plus en détail ultérieurement dans ce mémoire. En ce sens, Taïwan n'est considéré que comme une extension du territoire japonais lorsque l'île passe sous domination coloniale.

3. S'assurer de l'intégration d'Okinawa, territoire à l'histoire écrite entre la Chine et le Japon, et réintégré au Japon depuis seulement 50 ans.

Au même titre que Taïwan pour la Chine, Okinawa est un territoire particulier pour le Japon. Dernier territoire intégré au Japon, ou premier territoire intégré à l'Empire colonial japonais, les îles de Ryūkyū disposent d'un caractère et d'une identité singulière, distincte de celle du Japon. L'archipel de Ryūkyū se situe au sud du Japon, dans la continuité de l'île japonaise de Kyūshū. Les premiers contacts établis entre les habitants des îles Ryūkyū et ses voisins datent du VII^e siècle. Les Chinois et les Japonais découvrent ces îles et populations à peu près simultanément, à cette période. Les Japonais nomment ces îles *Nantou* (南島 îles du sud), et les Chinois *liuqiu*, qui sera l'origine du nom *Ryūkyū* adopté plus tard. Les Japonais vont avoir un intérêt pour ces îles qui sont dans la continuité de leur archipel, afin de protéger leur frontière sud d'une potentielle invasion chinoise et d'empêcher l'installation de bases de pirates. Les îles *Nantou* connaissent une première vague d'influence japonaise, simultanément à une influence chinoise, mais parviennent à développer une langue et culture distincte. Au VII^e siècle, les îles se retrouvent dans le tracé des routes commerciales entre le Japon et la Chine de l'Empire Tang, et entament une première relation tributaire avec le Japon. Cette première relation tributaire ne sera néanmoins que de courte durée, et sera rompue dès le IX^e siècle. Au

passage du premier millénaire après Jésus-Christ, le développement des technologies maritimes chinoises et japonaises et du commerce intrarégional font augmenter l'intérêt pour les îles Ryūkyū, au carrefour des routes commerciales. Cette position stratégique permit au royaume de Ryūkyū de fortement s'enrichir, mais nourrit aussi une rivalité interne pour le pouvoir et de déstabilisation politique. Du X^e au XVII^e siècle, c'est finalement avec la Chine que le royaume de Ryūkyū entretiendra le plus de relations économiques et culturelles. À partir du XIV^e siècle, cette relation se solidifie lorsque le royaume de Ryūkyū développe une relation tributaire avec la Chine. En parallèle, au XIV^e, le Japon rentre dans une période de conflits internes entre les provinces du Nord et du Sud, affaiblissant le pays, et éloignant Ryūkyū de ses priorités. Au XIV^e siècle, un groupe de pirates issus de Kyūshū vient menacer les côtes chinoises. Au passage de la dynastie Yuan à la dynastie Ming en Chine, ces pirates s'associent aux forces anti-ming en Chine, et leurs actions sur les côtes chinoises ne manquent pas de menacer le nouveau régime. Pour répondre à cette menace et sécuriser ses côtes, l'Empire de Ming établit un système tributaire avec Ryūkyū¹⁰⁰. Cette association arrange la Chine puisque les îles étaient sur le chemin des pirates en route pour attaquer ses côtes, et pour Ryūkyū s'engager dans le commerce tributaire avec l'Empire Ming leur permettaient d'obtenir un moyen d'éliminer les pirates de leurs eaux et de sécuriser leurs côtes et commerce¹⁰¹. Après des décennies de conflit interne entre trois clans se disputant l'île d'Okinawa, le territoire morcelé est unifié sous le seul royaume de Ryūkyū par Chūzan en 1429, tout en continuant la relation tributaire avec la Chine, enrichissante culturellement et économiquement. Le royaume de Ryūkyū envoyait des représentants à Pékin, ainsi que des élèves pour y étudier la langue chinoise, sa littérature, ses arts et sa philosophie. La présence proéminente de la Chine a eu plusieurs implications clés pour le peuple Ryūkyū. Il a donné une légitimité à la monarchie de Ryūkyū, et y a également établi l'éthique chinoise et des coutumes culturelles. Plus important encore, son statut d'État tributaire lui a permis au royaume d'accéder au commerce avec la Chine, ce qui servirait à renforcer le statut de Ryūkyū en termes d'Affaires commerciales.

La période *sengoku* au Japon, de 1467 à 1615 (戦国, États belligérants) coïncide avec la plus grande période de prospérité du royaume de Ryūkyū. En 1609, le clan japonais des Satsuma envahit les îles Amami, et y établit leur souveraineté, sans rompre leur relation

¹⁰⁰ Steve Rabson, « Assimilation Policy in Okinawa : Promotion, Resistance, and "Reconstruction" », 1996

¹⁰¹ Lin Man-houng, « The Ryukyus and Taiwan in the East Asian Seas : A Longue Duree Perspective », 2006

tributaire à la Chine¹⁰². Ce double statut leur permet de maintenir des éléments de souveraineté malgré la domination des Satsumas, tout en maintenant leurs relations économiques avec la Chine grâce à son statut tributaire¹⁰³. Durant la période de *Sakoku* (鎖国, *État renfermé*, de 1650 à 1842), le Japon se renforce tandis que le royaume de Ryūkyū est affaibli au contact des Portugais et Hollandais qui tentent de s'insérer dans les routes commerciales de la région. Ce ne sera finalement qu'en 1872 durant la période d'expansion du Japon de l'ère Meiji que Tokyo obtient un contrôle concret du royaume de Ryūkyū, et deux ans plus tard, en 1874 s'achève la relation d'État tributaire du royaume de Ryūkyū avec l'Empire Qing, des suites de l'accident de bateau avec la tribu Botan. L'annexion complète des îles au territoire japonais s'effectue finalement en 1879, et le royaume de Ryūkyū est aboli. La préfecture d'Okinawa est créée, passe sous juridiction du ministère de l'intérieur, et impose au roi de Ryūkyū à quitter son trône et venir à Tokyo¹⁰⁴. La Chine abandonne toutes ses revendications sur Ryūkyū après la signature du traité de Shimonoseki en 1895.

Après l'annexion du royaume de Ryūkyū en 1879 commence alors le processus de japonisation, en japonais *dōka seisaku* (assimilation culturelle, 同化政策) des îles Ryūkyū. Une forme de processus de japonisation des îles avait déjà commencé lorsque le clan Satsuma avait pris le contrôle des îles. Néanmoins, en réaction à cette soumission au clan Satsuma et tentative d'assimilation, les Ryūkyūiens avait incorporé de plus en plus d'éléments de culture chinoise pour mettre en avant leur différence du Japon. A cause de l'influence de la culture et du système éducatif chinois sur l'archipel, ce processus de japonisation fut complexe à ses débuts. La défaite de la Chine dans la guerre sino-japonaise de 1895 joue en faveur du processus de japonisation, les Ryūkyūiens perdant confiance et la valorisation qu'ils portaient à la Chine. Ayant subi ce processus d'annexion puis d'assimilation, Okinawa peut être considérée comme la première victime de l'impérialisme japonais. Le processus de japonisation d'après 1879 commence par l'éducation, avec la promotion du japonais comme langue pour les Ryūkyūiens, et le statut de dialectes est imposée pour les langues des îles. Sous l'égide d'une standardisation linguistique, le japonais « standard » est promu dans les écoles. En termes politiques, le roi du royaume de Ryūkyū perd ses pouvoirs, et l'image de l'empereur du Japon

¹⁰² « Early History of The Ryukyu Kingdom and its Relationship with China and Japan », Okinawa Peace Network of Los Angeles

¹⁰³ Edwin Pak-Wah Leung, « The Quasi-War in East Asia : Japan's Expedition to Taiwan and the Ryūkyū Controversy », 1983

¹⁰⁴ Lin Man-houng, *ibid*, 2006

est affichée dans toutes les écoles et lieux publics. Avant 1895, la politique d'assimilation était imposée presque entièrement par les administrateurs et les éducateurs du continent. Il comprenait des efforts pour décourager les tatouages, réprimer les guérisseurs spirituels yuta, réduire l'influence des prêtresses nuru locales, envoyer les divinités locales dans le panthéon hiérarchique de l'État continental Shinto, et censurer kumi-odori drames de danse pensé pour contenir du matériel « dangereux pour la politique nationale » ou « préjudiciable à la morale publique » ; en somme, de censurer tous les éléments culturels proprement okinawaïens. Mais la langue était la question cruciale. ce processus d'assimilation linguistique ne fut pas des plus aisés à cause des familles n'envoyant pas leurs enfants à l'école, et la mauvaise perception du japonais par les Okinawaïens, comme une langue de l'extérieur et d'une bureaucratie étrangère imposée à leur pays. Face à ces résistances, le gouvernement Meiji commence une campagne pour consolider et étendre son autorité. cela se traduit par des tentatives d'éliminer tous les vestiges politiques du royaume, réels et symboliques. Le contrôle effectif de cette nouvelle préfecture est essentiel, car en tant que territoire non accommodé à la frontière méridionale du Japon, il pourrait servir de point d'arrêt pour les forces extérieures menaçant le Japon, comme le commodore Perry l'avait déjà démontré lorsque sa flotte de « navires noirs » a fait un appel non invité à Naha en 1853, alors qu'elle se rendait à la baie d'Edo. Pour renforcer la défense et l'intégration de la préfecture d'Okinawa, un système de conscription se met en place, forçant les jeunes Okinawaïens à intégrer l'armée japonaise. Durant l'ère Taishō et Shōwa qui ont suivi, on considère cette politique d'assimilation comme un succès, on en vient à considérer que les Okinawaïens peuvent être compris au sein de la nation japonaise, contrairement aux Coréens ou Taïwanais. La guerre du Pacifique et la bataille d'Okinawa ont été l'occasion de prouver l'assimilation des Okinawaïens à la nation japonaise ; en effet, dans le contexte de l'impérialisme japonais et du Japon se tenant comme grande puissance régionale dans la première partie du XIX^e siècle, les Okinawaïens en sont graduellement venus à désavouer les facettes sinisées de leur culture pour progressivement chercher à « faire leur preuve » en tant que Japonais ; ce aussi pour éviter les discriminations qu'ils subissent en tant que « non-japonais » de l'Empire¹⁰⁵.

Durant l'occupation américaine, de 1945 à 1972, les militaires américains ont fait des campagnes de « désassimilation » du Japon, de peur de la mise en place du succès potentiel d'un mouvement citoyen de demande de retour à la souveraineté japonaise, ce qui aurait

¹⁰⁵ Steve Rabson, « Assimilation Policy in Okinawa : Promotion, Resistance, and "Reconstruction" », 1996

contraint grandement les militaires américains dans leur marge de manœuvre militaire. Ce processus passait notamment par de la propagande américaine rappelant aux Okinawais la chance qu'ils avaient d'avoir été « libéré de l'oppression du Japon impérial », de la censure dans la presse ou auprès des leaders politique promouvant la rétrocession au Japon, les traitant de « communiste ». Au contraire, durant cette période d'occupation, une opposition locale s'était formée face à ce processus de « Ryūkyūisation », par résistance à l'occupation américaine et souhait de réintégrer le Japon plutôt que rester sous le joug américain. Ce mouvement fut particulièrement important au sein des écoles. Après avoir réintégré le Japon en 1972, Okinawa fut « réassimilé » de nouveau au Japon, avec de nouvelles mesures japonaises pour intégrer symboliquement et culturellement la préfecture.

Okinawa demeure victime d'un double standard, à la fois pas assez intégré au Japon, souffrant toujours d'une occupation disproportionnée de son territoire par les militaires américains, et trop intégré, si bien que les procédures d'assimilation post-réintégration sont considérées comme trop exigeantes pour être en conformité politique, idéologique et culturelle avec le reste du Japon. Alors qu'en 1972 le Japon représentait pour les Okinawais le gouvernement de la prospérité et liberté, dès les années 1990 cette perception a commencé à se complexifier, rappelant aux populations locales les agressions du passé, procédures d'assimilation et surtout connivence de Tokyo avec les États-Unis pour le maintien des bases militaires¹⁰⁶. L'histoire d'Okinawa en fait donc un territoire particulièrement complexe au sein du Japon, et influence grandement le sentiment actuel de l'archipel vis-à-vis de pouvoir central. Dernier territoire à avoir réintégré l'archipel, en 1972, on y trouve toujours des poches de résistance à Tokyo, qui s'expriment en particulier via le prisme du rejet des bases américaines et de l'assimilation forcée. Ce faisant, Okinawa est un territoire de potentielles tensions et vulnérabilité pour le Japon.

En somme, on peut voir que Taïwan comme Okinawa sont deux territoires aux histoires complexes et imbriquées dans des alternances de domination et d'influence entre la Chine et le Japon au travers de leurs histoires respectives.

¹⁰⁶ Gavan McCormack et Satoko Oka Norimatsu, *Resistant islands : Okinawa confronts Japan and the United States*, 2012

Section 2 : Les enjeux géopolitiques dans l'Indopacifique : Taïwan et Okinawa, deux territoires au sein des projections géostratégiques de la Chine et du Japon

1. La première chaîne d'îles, un rempart pour Tokyo, une limite pour Pékin

Okinawa et Taïwan constituent effectivement des territoires stratégiques, et ce à la fois dans les stratégies globales du Japon et de la Chine, et dans le cadre de leur rivalité.

Tout d'abord, la position géographique de ces archipels est fondamentale. Taïwan et Okinawa sont en plein cœur de la première chaîne d'îles. Comme décrit en introduction, la première chaîne d'îles comprend les îles s'étendant des îles Kouriles à l'Indonésie, en comprenant le Japon, les îles Ryūkyū, Taïwan et les Philippines. Pour Pékin, cette chaîne d'îles est autant un obstacle dans ses ambitions qu'une menace pour sa sécurité. Historiquement une puissance continentale, la Chine a cherché à se projeter vers l'océan au-delà des limites imposées par la géographie de sa façade maritime. Cette première chaîne d'îles est ainsi une limite géographique naturelle à l'expansion vers l'océan de la Chine. La position de Taïwan et d'Okinawa, au centre de cette première chaîne d'îles, en fait des points névralgiques des stratégies géopolitiques du Japon et de la Chine. Cette première chaîne d'îles constitue autant une opportunité qu'une vulnérabilité, en termes de stratégie géopolitique et commerciale. À moins de 100 miles marins des côtes chinoises pour Taïwan, et 200 pour Ishigaki et Miyakojima, ces archipels sont des véritables verrous de la première chaîne d'îles. Pour reprendre les mots du ministre des Affaires étrangères chinois Joseph Wu du 15 septembre 2021, « Taïwan fait figure de forteresse maritime bloquant l'expansion de la Chine dans le Pacifique »¹⁰⁷. Taïwan est perçue par Pékin comme un pivot de l'encerclement naval qu'il suppose que les États-Unis entreprennent à son encontre. Le colonel de l'armée de l'air chinoise Dai Xu décrit cette situation comme « un encerclement en arc de cercle »¹⁰⁸. Il décrit un arc de cercle s'étendant du Japon jusqu'à l'Afghanistan en passant par la mer de Chine méridionale et l'Inde, et comprenant tout de son long un déploiement de systèmes antimissiles déployés par Washington. Les Chinois se sentent coincés au sein de ce « blocus insulaire », provenant d'une stratégie s'inspirant de la théorie de Nicholas Spykman de contrôle du Rimland pour contrôler le heartland, encercler pour limiter la potentielle apparition d'un rival. Cet encerclement crée

¹⁰⁷ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

¹⁰⁸ John W. Garver et Fei-Ling Wang, « China's Anti-encirclement Struggle », 2010

une vulnérabilité que Pékin cherche à dépasser, car « livrer bataille à domicile près du rivage et en mer peu profonde revient à laisser l’initiative à l’adversaire »¹⁰⁹. Okinawa est aussi une pièce clef de cet encerclement stratégique, l’île abritant la plus importante partie des bases militaires américaines. Sur ces 0,6% du territoire japonais sont installés 75% du personnel militaire américain. De plus, sous Abe, le Japon a adopté une posture de défense d’un réalisme proactif de « contribution proactive aux efforts internationaux pour la paix et la stabilité », pour reprendre les termes officiels¹¹⁰. Ce virage stratégique s’est notamment traduit par les tentatives d’Abe de révision de l’article 9 de la constitution, ou encore par les nouvelles lois sur la paix et la sécurité de 2015, octroyant au Japon le droit à l’autodéfense collective. Ces initiatives ont permis au Japon d’élargir ses partenariats dans la zone Indopacifique, et par conséquent font d’Okinawa un nœud encore plus important des stratégies régionales¹¹¹.

Si Pékin répond à cette menace avec la mise en place une stratégie d’influence et de soft power sur Taïwan, cela n’empêche pas le géant chinois de continuer de vouloir impressionner Taïwan avec des moyens militaires. En plus de sa dimension « défensive », la maîtrise des verrous de la première chaîne d’îles présente aussi un intérêt offensif¹¹². Pékin y fait appel à des moyens correspondants traditionnellement au hard power, comme il l’illustre en mer de Chine méridionale avec le déploiement de bases et de navires militaires, ou tout simplement autour des îles Senkaku / Diàoyú avec le Japon où Pékin n’hésite pas à envoyer des navires gardes côtes pour se confronter avec les navires japonais. Dans le cas de Taïwan, Pékin a su se montrer tout autant intrusif mais de façon agressive. Ainsi, des cas d’agressions peuvent être relatés dans les 70 ans d’histoire sino-Taïwanaise depuis l’installation du KMT sur l’île : des missiles avaient été lancés par Pékin vers des ports de Formose en 1996 puis en 2005¹¹³, et cette année a été particulièrement riche en intrusions chinoises dans la zone d’identification de défense aérienne Taïwanaise. Pékin a commencé à faire passer des avions dans la zone aérienne de façon beaucoup plus sérieuse depuis 2020 : on comptabilisait 380 incursions pékinoises en 2020, 969 en 2021¹¹⁴ et déjà 456 incursions à la fin du mois de mai de 2022¹¹⁵. Ces intrusions

¹⁰⁹ Hugo Tierny, *ibid*, 2022

¹¹⁰ « National Security Strategy (NSS) », Ministry of Foreign Affairs of Japan

¹¹¹ Marianne Peron-Doise, « Le Japon de l’ère Reiwa, une puissance militaire indo-pacifique de premier plan », 2020

¹¹² Yves-Heng Lim, Alan M. Wachman, « Why Taiwan ? Geostrategic Rationales for China’s Territorial Integrity », 2009

¹¹³ Alexandre Sheldon-Duplaix, « Les enjeux stratégiques de l’Indopacifique », 2019

¹¹⁴ « Taïwan dénonce une nouvelle intrusion d’avions chasseurs chinois dans son espace aérien », 2022

¹¹⁵ *The Guardian*, « Taiwan Scrambles Jets after China Makes Largest Incursion into Air Defence Zone since January », 2022

consistent en des vols de circumnavigation autour de Taïwan, des intrusions de l'ADIZ (zone d'identification de défense aérienne) et des violations de la ligne médiane du détroit. Ces vols consistent aussi bien en des vols de reconnaissance que de provocation pour Pékin, qui les décrit comme des « patrouilles d'encerclement des îles »¹¹⁶, terme auparavant utilisé pour définir les patrouilles chinoises envoyées dans les îles Senkaku / Diàoyú¹¹⁷. Depuis le début de l'année 2022, ces intrusions ont pris une dimension encore plus importante, Pékin faisant valoir l'argument que cette démarcation du territoire aérien de Taïwan n'existe pas, puisque Taïwan fait partie du territoire de la RPC. Ces intrusions s'inscrivent donc dans l'objectif de repousser la ligne de front le plus loin des côtes de la Chine continentale possible. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la question d'une potentielle attaque de la RPC sur Taïwan s'était posée, mais cette option demeure peu envisageable aujourd'hui¹¹⁸.

D'un autre côté, s'en prendre à Taïwan représente plus qu'une vulnérabilité et une nécessité de défendre sa façade maritime pour Pékin, l'île constitue aussi une opportunité. En obtenant le contrôle de Taïwan, Pékin disposerait d'un territoire pivot lui permettant d'assurer une présence et une capacité de projection vers toutes les directions : le Japon et la Corée du Sud au nord, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie au sud et à l'est, et les États-Unis à l'ouest. La possession du territoire Taïwanais permettrait à Pékin d'étendre sa présence maritime et d'affaiblir les positions des États-Unis et du Japon et leur présence dans les eaux de l'océan Pacifique, d'installer son influence sur l'Asie maritime et se projeter dans l'Indopacifique au-delà de la barrière de cette première chaîne d'îles. Cette position géographique stratégique permet de voir un troisième aspect expliquant l'importance de Taïwan pour Pékin : l'île se trouve en plein dans les voies du commerce maritimes. Depuis son envol économique, la Chine est devenue extrêmement dépendante des voies maritimes pour assurer l'exportation de ses produits et la prospérité de son commerce. Pour faire face à l'encerclement maritime qu'il subit, Pékin a cherché à diversifier ses voies commerciales, vers l'intérieur notamment, avec la BRI. Néanmoins cette initiative est insuffisante pour répondre aux demandes du commerce chinois, pour cela assurer sa prospérité sur sa façade maritime demeure fondamental. Les infrastructures portuaires à Okinawa font aussi de la préfecture un relais majeur pour le commerce régional.

¹¹⁶ « China Conducts "island Encirclement" Patrols near Taiwan », *Reuters*, 12 décembre 2017

¹¹⁷ *The Guardian*, *ibid*, 2022, ,

¹¹⁸ Nathalie Guibert, « Si la Chine envahissait aujourd'hui Taïwan, elle subirait le même échec logistique que la Russie en Ukraine », 2022

Okinawa, pour sa part représente plus une opportunité qu'une vulnérabilité pour le Japon, en termes de sécurité territoriale et de défense militaire. La présence des bases militaires en fait un point stratégique dans la géopolitique de la région de l'Indopacifique et pour la défense japonaise. Lors d'un discours donné à l'occasion du 40e anniversaire de la réversion d'Okinawa au Japon en 2012, le Premier ministre Noda Yoshihiko a rappelé le poids d'Okinawa dans la stratégie japonaise avec la formulation suivante : « C'est Okinawa qui sera la force motrice du Japon dans son ensemble, en se créant un rôle à l'avant-garde de l'ère Asie-Pacifique. C'est nous qui sommes responsables de créer cet avenir. » et « je crois que le développement et la croissance d'Okinawa contribueront au développement du Japon et de la région Asie-Pacifique dans son ensemble. »¹¹⁹. En 2022, Kishida Fumio s'est rendu à Okinawa après qu'il ait été élu Premier ministre. Cette première visite officielle avait une connotation singulière, puisqu'ayant eu lieu après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans le contexte des tensions dans la région Indopacifique concentrées sur Taïwan, Okinawa, juste au-dessus, sur retrouve de nouveau sur la ligne de front. Pour le gouvernement japonais, les bases américaines sont des atouts car elles permettent une défense immédiate du Japon en cas d'attaque, situées à l'extrémité du reste du territoire japonaise, et sont un élément central de la stratégie géopolitique du Japon. Pour la population locale en revanche, ces bases militaires relèvent plus d'une vulnérabilité, pensant qu'elles font au contraire d'Okinawa une cible privilégiée. Tokyo a récemment installé des nouveaux systèmes de missiles antinavires à longue portée sur les îles de Miyako et Yonaguni¹²⁰, les plus proches de Taïwan. Ces projets de missiles ont été initiés en 2017 dans le cadre des conflictualités autour des îles Senkaku / Diàoyú, néanmoins dans le contexte des tensions grandissantes autour de Taïwan ces missiles relèvent d'une toute autre dimension stratégique.

La priorité pour Pékin est donc de briser cette digue en récupérant Taïwan pour renverser ses vulnérabilités et profiter des opportunités qu'elle représente. Okinawa, au nord du détroit de Miyako, rejoint ainsi cette stratégie de briser la digue, justifiant les stratégies chinoises de déstabilisation à Okinawa. En contrôlant ces territoires, Pékin peut conserver sa primauté sur la zone Asie Pacifique, en plus de se constituer une zone tampon stratégique en éloignant un potentiel front de ses frontières. Le perçage de la première chaîne d'îles lui offre aussi une meilleure opportunité de développer son commerce, de pérenniser ses positions

¹¹⁹ « Speech by Prime Minister Yoshihiko Noda on the occasion of the commemoration ceremony for the 40th anniversary of Okinawa's reversion to Japan (Speeches and Statements by Prime Minister) | Prime Minister of Japan and His Cabinet »

¹²⁰ « Japan Confirms New Missile Deployments to Ryukyu Islands | The Diplomat », 2021

militaires dans les mers avoisinantes et de déstabiliser le Japon et les États-Unis. Pour le Japon, maintenir la stabilité de Taïwan et Okinawa est un moyen au contraire de consolider la stabilité dans la région.

2. Taïwan et Okinawa, deux territoires au cœur des défis d'unité territoriale de la Chine et du Japon

Le deuxième aspect qui explique l'importance singulière dont dispose Okinawa et Taïwan, après les questions géopolitiques de protection des frontières et de projections stratégiques dans l'Indopacifique, est celui de l'unité territoriale. Le maintien de la stabilité à Okinawa est essentiel pour Tokyo dans la perspective de garantir son unité territoriale, et le maintien du statut indépendant de Taïwan lui bénéficie en termes commerciaux. Pékin de son côté a intérêt à trouver des moyens de déstabilisation interne au Japon via des stratégies d'influence à Okinawa. Concernant Taïwan, l'île revêt en plus de l'intérêt géopolitique, un véritable intérêt de puissance au sein du discours politique de la RPC.

Dans le cas de Taïwan, tout d'abord : pour Pékin, réintégrer Taïwan au sein de son territoire représente un critère fondamental pour son unité et récit politique. Le régime du PCC est construit sur le mythe d'unité et de prospérité d'une grande et puissante Chine. Il clame que la Chine doit retrouver les frontières de quand elle était au plus grand de sa puissance, avant l'arrivée des européens et japonais, durant « le siècle d'humiliation ». Ce mythe se base donc sur les limites territoriales dont la Chine disposait sous l'Empire Qing, c'est à dire la plus grande extension territoriale de l'histoire millénaire de l'Empire chinois. Ce mythe fondateur de la RPC est basé sur le nationalisme chinois, théorisant l'existence d'un peuple chinois unique, homogène et uni au sein d'un territoire dominant le continent asiatique¹²¹. S'il existe plusieurs branches théoriques du nationalisme chinois, au sein de la Chine continentale comme à Taïwan, un point sur lequel ces variantes retombent toujours d'accord est la politique de Chine unique. Cette politique affirme qu'il n'existe qu'une seule Chine réunissant la Chine continentale et Taïwan, revendiquée à la fois par les gouvernements de la RPC et de la ROC, et vise à la réunification totale de tout le territoire sous une seule et unique autorité politique. Cette affirmation demeure valide parmi les différents mouvements nationalistes au sein de la RPC, et fut longtemps vrai des deux côtés du détroit de Taïwan ; néanmoins, depuis la fin de la Guerre

¹²¹ Peter Gries et Tao Wang, « Taiwan's perilous futures : Chinese Nationalism, the 2020 Presidential Elections, and U.S.-China Tensions Spell Trouble for Cross-strait Relations », 2020

froide, et surtout depuis l’alternance politique en République de Chine en 2000, le nationalisme chinois à Taïwan se différencie de plus en plus de celui du continent. La politique du « One country, two systems » avait d’abord trouvé un certain écho à Formose après la rétrocession de Hong Kong et Macao à la fin des années 1990, mais les événements de reprise de Hong Kong en 2019 et d’annulation du pacte conclu avec le Royaume-Uni ont pratiquement retiré cette option de l’esprit des Taïwanais. Les Taïwanais sont désormais bien plus sceptiques de la RPC, et par conséquent, d’une potentielle réunification, que celle-ci ait lieu sous l’égide de la RPC ou de la ROC. En 2022, 63% des Taïwanais avait une vision négative de la Chine¹²². Cette hostilité s’est encore accrue avec l’augmentation des initiatives agressives chinoises, comme les tentatives d’ingérence politique ou les intrusions militaires dans l’ADIZ. Si la perspective de réunification avec le continent perd en popularité du côté Taïwanais, elle est plus que jamais inscrite à l’ordre du jour du côté de Pékin. La RPC continue de défendre fermement son principe de One China Policy, assurant que Taïwan est une partie inaliénable de la Chine. Ceci faisant, Taïwan est une pièce centrale du récit nationaliste et du pouvoir chinois, et pour cela, Pékin n’est pas près de renoncer à ses ambitions sur Taïwan¹²³. Ce mythe est d’ailleurs mobilisé pour justifier ses nombreuses tentatives d’expansion en dehors de Taïwan, comme en mer de Chine méridionale, à Hong Kong, au Tibet ou bien encore dans le Xinjiang. Par exemple, dans le cas de Hong Kong, le mythe de l’unité territoriale permet au gouvernement de justifier la reprise de la péninsule avant l’issue du terme de 50 ans avant la rétrocession comme établi avec le Royaume-Uni, comme le recouvrement de sa souveraineté sur un territoire qui leur avait été dépossédé par les Anglais 170 ans plus tôt. Pour Tokyo au contraire, s’assurer du maintien Taïwan indépendant de la Chine continentale est en son avantage, bien conscient qu’il s’agit là d’un facteur dérangeant Pékin. Le Japon a intérêt à défendre Taïwan pour contrarier son rival chinois, mais aussi un intérêt personnel, de démonstration publique de son intérêt à défendre les valeurs que les deux États insulaires partagent, de démocratie, liberté d’expression et de navigation, de prospérité économique, du droit, de paix et de stabilité, comme explicité dans la FOIP¹²⁴. Si Taïwan, avec qui le Japon n’entretient pas de relations diplomatiques officielles, n’est pas inscrit dans les pays visés par la FOIP, l’association de Taïwan et du Japon transparait quand même dans les documents stratégiques officiels japonais et Taïwanais : Taïwan est « un

¹²² Shelley Rigger Chan Lev Nachman, Chit Wai John Mok, and Nathan Kar Ming, « Why Is Unification so Unpopular in Taiwan ? It’s the PRC Political System, Not Just Culture », *Brookings* (blog), 7 février 2022

¹²³ « White Paper--The One-China Principle and the Taiwan Issue », consulté le 29 juillet 2022

¹²⁴ Hidetaka Yoshimatsu, *Japan’s Asian Diplomacy : Power Transition, Domestic Politics, and Diffusion of Ideas*, 2021

partenaire extrêmement crucial et un ami important, avec lequel [le Japon] partage des valeurs fondamentales comme la liberté, la démocratie, les droits fondamentaux de la personne et la primauté du droit »¹²⁵ ; dans le *Diplomatic bluebook* de 2022 apparaît clairement l'importance de Taiwan pour les Affaires étrangères japonaises, soulignant « l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan » répétée à de nombreuses occasions depuis la déclaration conjointe Japon-États-Unis 2+2 en mars 2021¹²⁶. Pour le Japon, défendre Taïwan est une clef de la cohérence de sa politique régionale et nationale.

Dans le cas d'Okinawa, une logique similaire de stabilité régionale s'applique, les îles de Ryūkyū étant au même titre que Taïwan un nœud de la première chaîne d'îles. Mais il s'agit aussi d'une question de stabilité nationale. La préfecture d'Okinawa fait exception dans le paysage japonais, étant donné de son éloignement géographique et culturel du reste du pays, mais aussi et surtout des nombreuses tensions liées à son histoire singulière et la présence de bases militaires, provoquant un isolement du reste du pays. Comme vu précédemment, l'archipel n'a été intégré au territoire japonais qu'à la fin du XIXe siècle, après des siècles d'influences croisées sino-japonaise et de relations tributaires, avant de devenir le siège d'une bataille clé de la Guerre du Pacifique, de se retrouver sous domination états-unienne, pour ne finalement être réintégré au Japon qu'en 1972. Cette complexité historique d'identification et de ralliement a été à l'origine de mouvements indépendantistes Okinawaïens. Le *Ryūkyū Independence movement* est apparu après la seconde guerre, au début de l'occupation des États-Unis, clamant qu'Okinawa devrait obtenir l'indépendance plutôt que retourner sous le contrôle du Japon à l'issue de la période de « gouvernement militaire des États-Unis des îles Ryūkyū », comme en était le nom officiel. Après 1972 et la rétrocession au Japon, ces requêtes indépendantistes ne se sont pas atténuées. Au contraire même, puisque que le Traité de rétrocession d'Okinawa de 1971 et le Traité de sécurité prévoyant le maintien de bases et présence militaire américaine sur l'archipel, et que les mouvements indépendantistes y sont fermement opposés. Cette présence militaire est à l'origine de nombreuses frustrations à Okinawa, offrant le cadre idéal pour le développement de tels mouvements indépendantistes¹²⁷. À ce jour, près de 20% du territoire de l'île d'Okinawa est occupé par des installations militaires états-uniennes. La présence de ces bases militaires, les nombreux crimes sur les populations locales qui y sont directement corrélés (affaire de viol à Okinawa en 1995, agression à Michael Brown en 2002, pour ne citer que ces affaires-ci) nourrissent des tensions à l'égard de Tokyo au sein de la population locale et des

¹²⁵ « Japan diplomatic bluebook 2020

¹²⁶ Victor Lin, « What the 2022 Diplomatic Blue Book Reveals About Japan's Taiwan Policy », 2022

¹²⁷ Jeff Kingston, *Critical Issues in Contemporary Japan*, 2013

vellités indépendantistes. Le sujet de l'autodétermination demeure un sujet central au sein de la politique locale et des intellectuels des universités de la préfecture¹²⁸. De nombreux groupes de réflexion sur le statut d'Okinawa comme l'Association d'études complètes pour l'indépendance depuis 2013, ou le *Study group on Okinawa self-governance* en 2002. le sujet de l'autodétermination ou a minima de la décentralisation est au cœur des campagnes électorales locales, comme avec le gouverneur Takeshi Onaga élu en 2014 grâce à son programme pro-autodétermination, ou l'actuel gouverneur Denny Tamaki, fervent opposant à la présence militaire américaine. Des groupes citoyens existent également, des réseaux de femmes notamment, luttant contre les crimes d'agressions sexistes et sexuelles induites par la présence des bases américaines. Bien conscient de la sensibilité avec laquelle Tokyo doit s'adresser à Okinawa, le gouvernement a pris des mesures spécifiques pour s'assurer de l'intégration d'Okinawa dans le territoire national. En effet, Tokyo ne peut pas se permettre le risque d'avoir une province sécessionniste, autant en termes de légitimité de sa souveraineté interne, qu'en terme géostratégique. A la vue des valeurs que Tokyo promeut dans ses projections diplomatiques de liberté et autres valeurs libérales, perdre une partie de son territoire pour motif d'autodétermination d'un peuple ayant le sentiment d'être victime de néo-impérialisme attaquerait grandement la crédibilité du discours japonais. D'un point de vue géostratégique, Tokyo ne peut se permettre de perdre ce territoire disposant de 75% des installations militaires essentielles à sa défense se trouvant sur l'archipel, et encore moins d'ouvrir une brèche au sein de la première chaîne d'îles qui serait très favorable à Pékin. Pour cela, Tokyo a implanté des directives et mesures politiques spécifiques pour répondre à la condition singulière d'Okinawa. La constitution du Japon est rédigée de telle sorte qu'elle n'autoriserait même pas à Okinawa de déclarer son indépendance¹²⁹. Depuis les années 1990, Tokyo a fait de l'intégration d'Okinawa au sein de la dynamique nationale une priorité, et pour cela, le gouvernement a engagé des politiques d'intégration d'Okinawa aux flux régionaux du Pacifique une priorité : dans son 5e Plan de développement national global (« Grand design pour le 21e siècle ») de 1998, l'intégration d'Okinawa aux flux est une priorité pour assurer l'amélioration régional, sous le mot d'ordre de faire de la préfecture le « carrefour du Pacifique », c'est à dire « une base pour des échanges pacifiques sur l'océan Pacifique »¹³⁰. Tokyo espère que ces initiatives vont permettre une meilleure intégration d'Okinawa au territoire japonais, et éviter des risques de scission.

¹²⁸ Huanxin Luo, « Territorial Status and Self-Determination of the Ryukyu Islands », 2019

¹²⁹ Glen D. Hook et Richard Siddle, *Japan and Okinawa : Structure and Subjectivity*, 2003

¹³⁰ « The 5th CNDP "Grand Design for the 21st Century" -part II Chapter V », consulté le 27 juillet 2022,

En somme, maintenir le territoire d'Okinawa sous souveraineté japonaise pour Tokyo, et assurer le « retour » de Taïwan sous souveraineté chinoise pour Pékin, sont des priorités aussi en termes d'enjeux internes aux pays, la stabilité interne et unité territoriale du Japon et de la Chine venant ensuite influencer la rhétorique de leur rivalité.

3. Taïwan et Okinawa, des territoires portant des enjeux majeurs dans le cadre de la rivalité contemporaine entre la Chine et le Japon

Comme nous avons pu le voir précédemment, Taïwan et Okinawa sont des territoires au cœur de confrontations et enjeux entre Tokyo et Pékin depuis plusieurs siècles déjà. Néanmoins, on peut voir qu'aujourd'hui dans le contexte mondialisé des enjeux de puissance, de la montée de puissance de la Chine au niveau international, et de la rivalité sino-japonaise, ces conflictualités autour de ces territoires prennent une valeur encore plus importante, en particulier lorsque l'on s'intéresse aux stratégies d'influence respective de Tokyo et Pékin.

L'histoire de Taïwan et Ryūkyū, passant de domination japonaise à chinoise à occidentale et vice-versa à travers toute leur histoire, inscrit ces territoires au cœur de rivalités entre Tokyo et Pékin depuis longtemps déjà. Conscient de l'emplacement stratégique du royaume de Ryūkyū, les deux puissances y ont exercé leur rivalité à coup d'alternance de domination et de souveraineté, devenant un véritable nœud géopolitique à partir de la fin du XVI^e siècle¹³¹. Taïwan, juste au sud de l'archipel convoité de Ryūkyū, n'est devenu un élément d'attention que depuis les années 1870, mais est certainement le nœud de tensions le plus important aujourd'hui. Si le Japon et la Chine ont connu des périodes d'apaisement et plus ou moins de pondération de leur relation de rivalité, ils traversent actuellement une phase ascendante de tensions depuis avant la pandémie environ. Si Taïwan et Okinawa sont un nœud de ces tensions entre le Japon et la Chine depuis la dernière décennie déjà, les archipels ont pris une dimension encore plus importante au cœur de cette vague de tensions actuelle. Globalement, depuis l'arrivée de Xi Jinping et d'Abe Shinzo au pouvoir, la dimension sécuritaire a encore pris un élan supplémentaire, Xi faisant de l'unification territoriale l'un de ses objectifs pour l'anniversaire des 100 ans du régime. Déjà en 2011, dans son livre blanc, son livret diplomatique annuel, Xi Jinping avait fait inscrire que la réunification avec Taïwan était

¹³¹ Gavan McCormack, Satoko Oka Norimatsu, *Resistant islands : Okinawa confronts Japan and the United States*, 2012

dans les intérêts vitaux de Pékin. Comme vu précédemment, tout au long de son histoire, Taïwan a à la fois été un couloir d'invasion qu'un moyen de pression. Cette double facette de Taipei, couloir d'invasion potentiel et moyen de pression, reste aujourd'hui les éléments justifiant que Pékin perçoit Taïwan comme un axe de vulnérabilité pour sa sécurité. C'est cet aspect de moyen de pression qui pousse la Chine dans son comportement de plus en plus assertif envers Taïwan. Ainsi, en octobre 2021, à l'occasion d'une cérémonie de commémoration du 110e anniversaire de la révolution de 1911, Xi Jinping annonçait une « réunification inéluctable » avec Taïwan, réalisée par des moyens « pacifiques ». Cette utilisation de moyens dits « pacifiques » est également l'une des raisons pour laquelle le cas de Taïwan dans l'étude des stratégies d'influence chinoises relevé d'un intérêt particulier. De son côté, le Japon déclare désormais haut et fort que la défense de son territoire nationale est corrélée à la défense de Taïwan : en 2021, le vice-Premier ministre Taro Aso a déclaré que « si un problème majeur survenait à Taïwan », son pays « devrait envisager sérieusement » que l'île japonaise voisine d'Okinawa « pourrait être la prochaine » sur la liste des cibles de Beijing¹³². Cette position japonaise s'accorde toujours à ce double aspect de Taïwan, à la fois couloir d'invasion du territoire japonais et moyen de pression sur Pékin, sans pour autant être enclin au déclenchement d'un conflit : en avril 2021, le Japon et les États-Unis publiaient une déclaration commune mettant l'accent sur l'importance du maintien de la stabilité dans la région¹³³. Alors que la Présidente Tsai Ing-wen appelle à plus de coopération entre le Japon et Taïwan¹³⁴, Tokyo entend bien que la défense de son territoire est directement reliée à celle de Taïwan. Puisque Pékin accuse le Japon et les États-Unis de saboter les tentatives d'unification territoriale chinoise, la question du positionnement vis-à-vis de Taïwan est devenue un enjeu majeur de la relation de rivalité entre ces deux puissances. Pareillement, Tokyo soupçonnant Pékin d'ingérence politique à Okinawa, ces îles ne sont plus uniquement un point de verrou de la première chaîne, mais un véritable enjeu de rivalité entre les deux de nouveau. De par leur position sur la première chaîne d'îles, Taïwan et Okinawa sont stratégiquement positionnés et deviennent ainsi une pièce centrale de la rivalité sino-japonaise. La protection de ces territoires est ainsi essentielle pour Tokyo. Comme formulé par Xichang Zhu, « bien que les Américains soient les plus actifs sur la question de Taïwan, ce sont les japonais qui s'inquiètent le plus »¹³⁵.

¹³² Prakash Nanda, « Xi Jinping Wants To Achieve The Ultimate “Chinese Dream”, 2021,

¹³³ The White House, « U.S.- Japan Joint Leaders' Statement : U.S.-Japan Global Partnership for a new era », 2021

¹³⁴ INC SANKEI DIGITAL, « 蔡英文總統、日本に安保対話要請 本紙インタビューで初明言, 2019

¹³⁵ Xichang Zhu, « Sur la position géostratégique de Taïwan », 2001.

Bien conscient de la sensibilité de Tokyo sur la préfecture d'Okinawa et de sa coopération grandissante avec Taiwan, et de l'opportunité stratégique qu'une brèche peut entraîner dans la première chaîne d'îles, Pékin tente de jouer sur cette corde sensible, avec des stratégies d'influence notamment. Similairement, Tokyo comprend bien l'importance que défendre Taïwan, un territoire partageant ses valeurs et au cœur des rivalités entre la Chine et son allié les États-Unis, peut représenter, et le potentiel de déstabilisation interne et du récit national chinois qu'il peut provoquer.

CHAPITRE 2 : Les méthodes mobilisées par Tokyo et Pékin pour influence Taiwan et Okinawa en leur faveur.

Taiwan et Okinawa sont donc des territoires stratégiques pour les stratégies Indopacifique et dans le cadre de la rivalité entre le Japon et la Chine. En termes de politique extérieure, les États ont plusieurs outils à disposition. Globalement, on peut les distinguer en trois catégories, définies par Joseph Nye dans son ouvrage *Soft Power : The Means to Success in World Politics*¹³⁶ : on retrouve le hard, soft et smart power. Le hard power correspond aux attributs « traditionnels » de la puissance soit les capacités militaires, le poids démographique, la géographie du territoire, les ressources stratégiques ; en somme, la capacité de changer le comportement des autres par la menace. Le soft power correspond à la force d'attraction permettant de changer les envies et intentions des autres États, notamment via ses institutions, son éducation, sa technologie ou culture¹³⁷. Enfin, Joseph Nye et Suzanne Nossel distingue le smart power, qui prend des ressources des deux côtés, disposant d'une approche combinant la nécessité d'une force militaire, avec des investissements massifs dans les alliances, les partenariats et les institutions¹³⁸. Dans le cadre de cette étude portant sur les moyens d'actions et d'influence sur Taïwan et Okinawa effectués par Tokyo et Pékin dans le cadre de leur relation de rivalité, ce sont donc majoritairement aux éléments de soft power auquel on va s'intéresser. Si le concept de soft power a originellement été conçu pour définir des stratégies occidentales, il s'applique finalement plutôt bien à l'Asie, si bien que ce concept initialement issu d'une théorie libérale, nourrie désormais aussi bien une vision réaliste des relations internationales, au service de l'intérêt national¹³⁹. Dans le cadre de la Chine et du Japon, ces stratégies se diversifient sous la forme de diplomatie publique, de mobilisation de la mémoire et de l'histoire, d'utilisation de la culture, et des interventions d'ingérence politique ciblées.

¹³⁶ Joseph S. Nye, *Soft power*, 2004

¹³⁷ Barthélémy Courmont, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre, « Les soft powers asiatiques », 2022

¹³⁸ Jan-Philipp N E Wagner, « The Effectiveness of Soft & Hard Power in Contemporary International Relations »

¹³⁹ Barthélémy Courmont, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre, *ibid*, 2022

Section 1 : La diplomatie publique, un éventail d'actions au cœur des stratégies japonaise et chinoise

Le premier élément à considérer lorsque l'on cherche à étudier les stratégies d'influence de Tokyo et Pékin à Taïwan et Okinawa, c'est leur diplomatie publique. Selon Nye, la diplomatie publique s'inscrit dans une longue histoire de moyen de promotion du soft power d'un pays et a été un facteur essentiel pour gagner la Guerre Froide¹⁴⁰. La diplomatie publique, *public diplomacy* en anglais, est un outil fondamental de l'arsenal du soft power, complexe et stratégique car faisant appel à une compréhension des rôles et de la crédibilité de chaque acteur, à de l'autocritique, et à une fine compréhension et appréhension de la société civile, afin de produire ce soft power. La paternité du terme revient à Edmund Gullion, qui définit la diplomatie publique ou encore la diplomatie d'influence en 1965 comme un « acte rationnel et calculé de médiation, la construction volontariste d'une autorité publique d'un acte de médiation par un État, une organisation internationale, ou bien encore une autorité gouvernementale infra-étatique »¹⁴¹. Contrairement au soft power qui ne découle pas forcément d'une volonté politique menée par un État, mais peut aussi être issue des actions produites par d'autres acteurs de la société civile, la diplomatie publique est le produit direct d'ambitions politiques du pouvoir. La définition exacte de Guillon est : « l'influence des attitudes du public sur la formation et l'exécution des politiques étrangères »¹⁴². la diplomatie publique englobe les dimensions des relations internationales au-delà de la diplomatie traditionnelle : le suivi de l'opinion publique dans d'autres pays ; l'interaction des groupes et intérêts privés d'un pays avec ceux d'un autre ; la communication de la politique étrangère et son impact sur la politique d'un autre pays ; la communication entre les diplomates et les correspondants de presse étrangers ; et le processus de communication interculture. Enfin, si la diplomatie publique peut aussi s'apparenter à de la propagande, selon Joseph Nye, c'est le régime politique de l'État dans lequel elle s'exécute qui définit s'il s'agit d'influence ou de propagande¹⁴³ : la diplomatie publique dans un régime autoritaire penchera vers la propagande. de plus, la diplomatie publique cherche à engranger de l'attractivité, alors que la propagande donne lieu à un sentiment d'hostilité envers l'État et à des logiques de polarisation et de division au sein de l'État visé par ces mesures. la diplomatie publique est fortement centrée autour de la question de la communication et du rayonnement.

¹⁴⁰ Joseph S. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », 2008

¹⁴¹ Christian Lequesne, *ibid*, 2021

¹⁴² Christian Lequesne, *ibid*, 2021

¹⁴³ Joseph S. Nye, *ibid*, 2008

Lequesne différencie trois pratiques principales de diplomatie publique¹⁴⁴ : une autorité publique peut engager dans une stratégie de communication dans la presse et réseaux sociaux pour promouvoir ses décisions de politique étrangère ; il peut activer un discours anticipatif, en amont de l'exécution des politiques publiques en question, afin d'engager de l'empathie et de simplifier les négociations avec les partenaires ; mettre en place des actions matérielles et concrètes à travers les pats ciblés, comme la mise en place d'un réseau scolaire ou de cours de langue, l'attribution de bourse, transformer le diplomate et la communauté nationale installée dans le pays cible en relais de l'influence de l'Etat. L'objectif de ces mesures *in fine* est de renforcer le soft power d'un État et son nation branding. A notre ère, les stratégies de diplomatie publique se font de plus en plus via les réseaux sociaux. Le Japon et la Chine se sont de fait tout deux engagés dans des stratégies de diplomatie publique.

Pour revenir sur l'avertissement de C. Lequesne sur la différence de d'application des stratégies de diplomatie publique entre les États démocratiques et non-démocratiques, dans le cadre d'un régime autoritaire, comme la Chine, on fait de la diplomatie publique en se rapprochant de la propagande. Les récits sont altérés, les informations falsifiées, et les réseaux sociaux sont instrumentalisés pour relayer efficacement ces informations biaisées. La Chine a su se montrer particulièrement efficace sur ce terrain en déployant un éventail de stratégies de diplomatie publique. On note depuis quelques années un durcissement et une affirmation de la diplomatie publique chinoise, Pékin s'engageant plus féroce dans la compétition d'influence politique et idéologique¹⁴⁵. En effet, Xi Jinping a acté la fin de la doctrine « profil bas » de la Chine en termes d'influence, pour s'engager dans un « grand renouveau de la nation chinoise »¹⁴⁶. Pour cela, Pékin s'est lancée dans un programme d'investissement dans le bras armé du PCC, l'Armée populaire de libération¹⁴⁷, qui en plus de disposer d'une armée militaire physique, dispose de départements spécialisés dans la diplomatie publique, l'influence et la propagande, comme la base 311, ainsi qu'un bureau uniquement dédié à Taiwan, le TAO. L'année de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, en 2013, elle avait déjà atteint une augmentation de 10,7% de son budget, pour atteindre \$191 milliards¹⁴⁸. Depuis, le budget de l'APL continue d'augmenter ; en 2021, il atteignant \$209 milliards, soit une augmentation de 6,8 pour cent par

¹⁴⁴ Christian Lequesne, Ibid, 2021

¹⁴⁵ Cyrille Pluyette, « Alice Ekman : « Le soft power chinois se durcit » », 2018,

¹⁴⁶ Sophie Hanck, « À l'ère de la Covid-19, l'affirmation de la diplomatie chinoise des « loups guerriers », 2021

¹⁴⁷ Hugues Eudeline, « Vers une défense active de Taïwan pour contrecarrer une agression de la Chine populaire ? », 2022.

¹⁴⁸ « Et 10% de plus pour le budget de l'armée populaire de libération chinoise... : Lignes de défense », 2013

rapport à l'année précédente¹⁴⁹ et en mars 2022, près de 230 milliards, si ces investissements ont surtout visé la marine de l'APL¹⁵⁰, une autre branche qui profite de ces investissements est celle du Front Uni. Le Front Uni, comme vu en introduction, est la branche « psychologique » de l'APL, servant à la mise en place de diverses stratégies d'influence. Il est chargé de la mise en place de *mesures actives* d'influence ; ce terme, issu du champ lexical du KGB (Comité pour la Sécurité de l'État), correspond aux actions permettant d'influencer sur la vie politique d'un pays afin de préserver son pouvoir¹⁵¹, en visant la politique étrangère, de défense, l'économie, ou encore les diasporas d'un État. Cet éventail d'actions se traduit par une stratégie de communication sur les réseaux sociaux, du soutien financier à des politiques pro-Pékin, la prise de contrôle et diffusion de médias sinophones ou pro-Pékin, de *similitantisme*, la création d'ONG (Organisation non-gouvernementale) biaisées en défaveur des États-Unis, etc... La Chine a pris parti d'une diplomatie publique plus agressive, après l'effondrement de l'image positive de la Chine. En effet, Pékin avait d'abord tenté de mettre en place une stratégie de diplomatie publique « positive » et de soft power, avec la mise en valeur de la culture chinoise. Ces initiatives découlent d'une mesure officielle prise en 2007 lors du 17e congrès du PCC, de mise en place d'une stratégie de revalorisation et diffusion d'une image positive de la Chine, avec l'objectif *in fine* de faire la Chine une « puissance symbolique », comme imaginée par Bourdieu¹⁵². La diplomatie publique positive de Pékin a d'abord connu un relatif succès. Dans un article dédié au pouvoir d'attraction du Japon et de la Chine, Uee-Kuang Heng va même jusqu'à dire que La Chine « excelle dans la coordination centrale des activités de diplomatie publique et est un leader dans ce domaine »¹⁵³. Néanmoins, cet objectif de soft power et de promotion d'une vision positive de la Chine n'a été que de courte durée. En effet, cette stratégie n'a pas atteint les effets escomptés, en particulier auprès de pays occidentaux, à cause de la contradiction entre l'image promue et la réalité politique chinoise¹⁵⁴. Nye disait à ce propos que « si les gouvernements deviennent trop autoritaires, leurs efforts sont perçus comme de la propagande et repoussent plutôt qu'en attirent d'autres »¹⁵⁵. C'est ce qui s'est produit en Chine : dans le cadre d'un régime autoritaire, les actions chinoises ne sont perçues que comme de la propagande, alors qu'en parallèle durant la dernière décennie la Chine a fait preuve de

¹⁴⁹ Yun Li, « China's Defense Expenditure Hike Is for Own Security and World Peace », 2021

¹⁵⁰ Hugues Eudeline, *ibid*, 2022

¹⁵¹ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, *ibid*, 2021

¹⁵² Barthélémy Courmont, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre, *ibid*, 2022

¹⁵³ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

¹⁵⁴ Y.-K. Heng, *ibid*, 2010

¹⁵⁵ Y.-K. Heng, *ibid*, 2010

particulièrement de démonstration de violation des droits (Tibet, Hong Kong, Xinjiang), d'inégalité entre le monde urbain et rural, les dégradations de l'environnement, intrusions militaires, créant un « problème de légitimité » des politiques de diplomatie publique à l'étranger. Pékin n'a donc que pu se retourner vers l'autre tendance de la diplomatie publique, menaçante et agressive. Un autre auteur central dans la vision chinoise de la diplomatie publique est Michel Foucault, avec sa notion de *pouvoir discursif* qui a grandement inspiré le Front Uni¹⁵⁶. Cette notion a été reprise par l'APL pour définir la façon dont ils entendent modeler et manipuler l'informations, les croyances et la mentalité par la parole et l'influence. ce terme a pris de plus en plus d'influence progressivement dans la vision de l'APL au fur et à mesure que les dirigeants chinois se rendait compte que la Chine ne pourrait exercer un soft power comme il l'entendait. Selon Foucault : « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer ». il s'agit donc de maîtriser la parole afin d'obtenir le pouvoir, ce qui permet d'exclure la parole de l'autre et d'imposer la sienne¹⁵⁷.

Le Japon dispose aussi d'une stratégie de diplomatie publique. Elle se concrétise par l'entretien de relations publiques à l'étranger, des programmes de promotion de la marque Japon, des échanges culturels, la participation à des programmes de coopérations internationales, et locaux, et des subventions dans le domaine culturel notamment¹⁵⁸. L'objectif du Japon avec ses stratégies est de dépasser le frein que son histoire lui confère, en particulier en Asie Pacifique, et d'augmenter son influence afin de façonner son statut de puissance. En sachant que le Japon ne dispose pas d'armée, il se retrouve amputé d'un important potentiel de hard power. Pour contrecarrer cette faiblesse, le Japon met énormément d'effort dans son soft power et sa diplomatie publique. Depuis les années 50, quand le Japon a commencé à chercher à se refaire une place sur le devant de la scène internationale, il a produit un éventail de stratégie de diplomatie publique, centrée autour de l'idée du Japon en tant que « peace loving nation », d'objectif de paix et de stabilité dans la région Asie Pacifique puis au sein du reste de la communauté internationale¹⁵⁹. Les objectifs fondamentaux de la diplomatie publique japonaise ont donc été liés à cette histoire impérialiste : se remettre de l'image d'une nation militariste, et corriger les perceptions erronées et les malentendus des pays étrangers qui faussent la réalité du Japon d'après-guerre en tant que nation pacifiste et démocratique. Pour atteindre ces

¹⁵⁶Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, *ibid*, 2021

¹⁵⁷ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, *ibid*, 2021

¹⁵⁸ « Public Diplomacy », Ministry of Foreign Affairs of Japan

¹⁵⁹ « Japan's Orientation as a Peace-loving Nation | Ministry of Foreign Affairs of Japan »

objectifs, le Japon a utilisé les échanges, principalement axés sur la culture, ainsi que les investissements en aide publique étrangère, et les interventions dans les enceintes multilatérales et internationales pour défendre les valeurs qu'il prétend représenter. Les objectifs de la diplomatie publique japonaise ont ensuite évolué pour s'imprégner de la nouvelle marque d'un « Japon cool » et de son soft, puis pour construire des relations symbiotiques de coexistence pacifique et prospère avec la communauté mondiale, créant ainsi un environnement favorable à la diplomatie japonaise¹⁶⁰. Avec sa stratégie actuelle du FOIP, le Japon continue de se présenter comme porte-étendard des valeurs démocratiques et libérales, des droits fondamentaux de la personne et de la primauté du droit¹⁶¹. Néanmoins, certains éléments viennent aussi inhiber le bon déploiement de la diplomatie publique de Tokyo. On peut penser en particulier à l'affaire Ghosn, à la peine de mort toujours autorisée au Japon ou encore au récent retrait du Japon de la commission baleinière comme des éléments venant tacher la bonne image d'élèves pacifique du Japon¹⁶².

Section 2 : La mobilisation historique et mémorielle au service de l'influence des deux rivaux

Dans *1984*, Georges Orwell disait « celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé ». Lorsqu'un pays cherche à établir des stratégies d'influence sur un territoire-cible, prendre en compte l'histoire commune qu'il a avec ce territoire est fondamental pour comprendre quelle approche en termes de soft power et de diplomatie publique il doit adopter. Comme vu précédemment, le Japon et la Chine ont des histoires complexes et intriquées avec Okinawa et Taïwan, les deux territoires alternant sous le contrôle de l'un à l'autre. Le Japon et la Chine cherchent à rassoir leur influence sur Okinawa et Taïwan en prenant à partie l'histoire et les mémoires, rendant encore plus sensible et fondamental la bonne compréhension des enjeux historiques et mémoriels, et leur manipulation dans l'établissement de ce volet de leurs stratégies d'influence.

¹⁶⁰ Yoshihide Soeya, « The Evolution of Japan's Public Diplomacy : Haunted by Its Past History », 2015

¹⁶¹ « Free and Open Indo-Pacific », Ministry of Foreign Affairs of Japan.

¹⁶² Céline Pajon, *ibid*, 2019

1. Les enjeux de la mémoire coloniale et la manipulation de l'histoire des conflits internes par la Chine.

Le sujet des mémoires est un sujet particulièrement sensible en Asie Pacifique, en particulier pour le Japon dont le passé colonial insuffisamment et incorrectement traité continue d'entraver le présent. De surcroît, les tendances négationnistes de l'ancien Premier ministre Abe Shinzo et l'utilisation systématique et stratégique par la Chine du Japon comme bouc émissaire n'ont pas particulièrement aidé à faire progresser l'appréhension des mémoires et les peuples vers la réconciliation. Le Japon commence son expansion coloniale à partir de 1895, lorsqu'il obtient le contrôle de Taïwan à l'issue du traité de Shimonoseki. En 1905, une seconde étape est franchie lorsque le Japon étend son empire à la péninsule coréenne. À partir des années 1930, le Japon accélère son rythme de conquête coloniale, en prenant le contrôle de la Mandchourie, puis en acquérant progressivement des territoires le long des côtes chinoises durant la décennie, pour atteindre le reste de l'Asie du Sud-Est durant la Seconde guerre mondiale. Ces conquêtes ne se sont pas faites sans violence, bien au contraire : des violences sur le champ de bataille, aux violences faites aux civils, sans oublier bien sur le système d'esclavage sexuel dont ont été victimes les femmes de réconfort¹⁶³, la colonisation japonaise fut marquée par la violence et la création de nombreuses blessures. la période impériale japonaise a laissé une douloureuse trace dans les pays de la région, si bien que ces mémoires continuent de durement impacter les relations internationales entre le Japon et ses voisins, en particulier la Chine et la Corée du sud¹⁶⁴. La seule colonie ne souffrant pas de ce poids du passé est en réalité Taïwan, en faisant un territoire idéal pour le Japon pour implanter une influence en prenant à parti ce souvenir positif de la période coloniale.

Le rival chinois a su prendre à partie l'ambiguïté du positionnement japonais quant à son passé, afin d'en diffuser une image négative et contrecarrer ses stratégies d'influence et de diffusion du soft power. Pékin a ainsi mis en place une propagande centrée sur les dénis japonais comme preuve de son hypocrisie, attestant que l'archipel n'est pas sincère dans la promotion des valeurs qu'il engage, et qu'il cherche qu'à réobtenir de l'influence dans la région par ambition néo-impérialiste¹⁶⁵. Les visites de Shinzo Abe au temple Yasukuni durant sa

¹⁶³ S. C. M. Paine, *The Japanese empire : grand strategy from the Meiji Restoration to the Pacific War*, 2017

¹⁶⁴ Chris Deacon, « (Re)Producing the 'History Problem' : Memory, Identity and the Japan-South Korea Trade Dispute », 2021

¹⁶⁵ Franck Michelin, « Géopolitique du Japon du XXIe siècle face aux cicatrices de l'Histoire », 2020

mandature, ou le manque de mention des femmes de réconfort et autres crimes de guerre dans les livres d'histoire japonais ne font que soutenir cette position mise en avant par Pékin. Les liens encore très visibles du Japon avec son passé impérial, mis en valeur par la propagande chinoise, décrédibilise Tokyo. En plus de cela, la Chine prend profit de ce passé douloureux pour se mettre elle-même en avant, faisant valoir son passé de victime pour expliquer les maux subsistants actuellement en Chine¹⁶⁶. Le rôle du Japon durant et après le siècle d'humiliation qu'a subi la Chine est mis en avant dans la rhétorique de Pékin pour diaboliser le Japon aux yeux de sa population et des pays voisins¹⁶⁷. Au contraire, en Chine, l'histoire avec le Japon est manipulée afin de rappeler à sa population son passé fort et résistant¹⁶⁸. De cette même manière, la Chine va faire usage du passé japonais controversé pour influencer Taïwan et Okinawa, alors que le Japon au contraire, va faire valoir l'histoire singulière qu'il dispose avec ces deux territoires pour améliorer son image et influence.

2. La mobilisation stratégique d'une image positive du passé colonial japonais à Taïwan

Une autre raison pour laquelle le Japon et Taïwan maintiennent aujourd'hui une relation spéciale, est qu'il s'agit de la seule ancienne colonie japonaise qui n'a pas autant d'animosité envers Tokyo que d'autres ex-colonies, comme la Corée du Sud ou la Chine. Ceci se justifie par une raison historique relativement simple : Taïwan a subi un traitement différent des autres colonies durant ses 50 ans de domination impériale japonaise. Taïwan fut le premier territoire intégré au sein de l'Empire japonais en tant que *gaichi* (外地, territoire externe). Jusqu'à lors, tous les territoires qui avaient été intégrés au Japon jusqu'à la fin du XIXe siècle y étaient intégrés en tant que *naichi* (内地, territoire interne) comme les îles annexées au début de l'ère Meiji, c'est à dire l'île de Hokkaido et les archipels d'Okinawa et des Bonin. Le statut de *gaichi* confère à cette colonie un régime légal d'exception, et une administration militaire. De façon assez intéressante, les colonies *gaichi* ont pour objectif d'être intégrées *in fine* au Japon, les habitants étant forcés à apprendre le Japonais, se faisant imposer des noms japonais, et pouvant

¹⁶⁶ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

¹⁶⁷ Tracey Fallon et Nicholas Ross Smith, « How the CCP Uses History », *The Diplomat*, 1 juillet 2021,

¹⁶⁸ Samia Ferhat, « Collective Memory and Images of the Past in China and Taiwan », 2018,

aller jusqu'à disposer de la nationalité japonaise¹⁶⁹. Seule la Corée et Taïwan auront ce statut, les colonies intégrées après 1931 lors de la seconde phase d'expansion de l'Empire japonais, dite de construction de la « sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale », ne jouiront pas de ces dispositions. Néanmoins, si la Corée et le Japon entretiennent aujourd'hui des mauvaises relations, noircies par le passé et les mémoires encore à vif, ce n'est pas le cas de Taïwan, qui garde un « bon souvenir » de la période coloniale japonaise¹⁷⁰.

Quand les Japonais prennent le contrôle de l'île en 1895 et y établissent un régime militaire, Taïwan se retrouve pour la première fois avec à sa tête une forme de gouvernement compétent. En effet, durant les 300 ans précédents, l'île était passée sous contrôle progressif de la Chine, des Portugais, des Hollandais, mais qui n'ont jamais cherché à effectivement établir une gouvernance cohérente et centralisée ; avant cela l'île n'était peuplée que par des indigènes qui vivaient de façon autonome dans des tribus, sans gouvernance centrale à l'échelle de l'île non plus. Le Japon investit énormément à Taïwan, développant les infrastructures avec la construction de routes et d'un réseau ferroviaire¹⁷¹. Taïwan devient rapidement le grenier à riz et sucre du Japon, les Japonais permettant le développement d'une agriculture moderne, ainsi que d'un système éducatif, d'un système de santé, d'un système bancaire, et globalement, l'industrialisation du pays¹⁷². Concernant le traitement auprès des populations locales au sein de l'Empire, jusqu'en 1918, la vision dominante était celle de Gotō Shimpei, Chef des Affaires Intérieures, il estimait que les populations des *gaichi* ne pouvaient être complètement assimilées au peuple japonais pour raison biologique. A partir de 1918, quand Hara Takashi devient Premier ministre, sa vision qui domine, considérant les Taïwanais et Coréens comme suffisamment similaires aux japonais pour les absorber complètement dans la société japonaise. Le traitement des Taïwanais se retrouve donc d'autant plus favorisé à partir de ce moment-là. Si les premières années de la colonisation avaient été un peu périlleuse, avec certains mouvements de résistance, comme la république de Formose de courte durée en 1895, la révolte de Hoppo en 1907, ou la résistance du peuple aborigène Seediq ; à partir des années 1920, la situation se stabilise et les Taïwanais en viennent globalement à accepter l'occupation japonaise¹⁷³.

¹⁶⁹ Franck Michelin, *ibid*, 2020.

¹⁷⁰ Dennis L. McNamara, « Comparative Colonial Response : Korea and Taiwan », 1986

¹⁷¹ Tom Coyner, « A Tale of Two Ex-Colonies : Korea and Taiwan », *Asia Times*, 16 mars 2020

¹⁷² J. Bruce Jacobs, « Taiwan's Colonial History and Postcolonial Nationalism », 2008

¹⁷³ Liao Ping-Hui, « Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895–1945 : History, Culture, Memory », 2006

Les recherches empiriques montrent qu'à l'heure actuelle, les Taïwanais gardent un plutôt bon souvenir de la période colonial japonaise, la population n'ayant pas souffert et été maltraitées comme ont pu l'être d'autres territoires tombés sous le joug de l'impérialisme japonaise. De plus, les investissements du colonisateur japonais ont résulté dans le développement et l'industrialisation de l'île¹⁷⁴. Ce bon souvenir n'est pas uniquement dû au « bon » traitement que le Japon a donné à Taïwan, mais aussi à l'utilisation de la mémoire qui a été faite, autant par Tokyo que par Taipei. En effet, le KMT a su faire une ingénieuse utilisation de la mémoire coloniale japonaise pour servir ses fins politiques concernant sa relation avec la Chine et sa légitimité politique¹⁷⁵ depuis 1949. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le KMT réfugié à Taipei justifie sa souveraineté sur tout le territoire chinois en promouvant l'idée que des deux côtés du détroit « nous sommes tous chinois », et souligne une proximité évidente avec la Chine continentale en faisant usage d'une historiographie antijaponaise¹⁷⁶. Le KMT crée tout un récit basé autour de l'histoire, de la culture, et des liens historiques avec la Chine continentale afin de siniser les populations insulaires et les rapprocher des Chinois soumis au régime communiste sur le continent, dans l'objectif *in fine* de permettre une réunion des peuples chinois sous son égide. Or, à partir des années 1970 commence à s'éroder ce lien avec la Chine continentale. Le temps et l'isolation politique du continent confirme la construction d'une identité et spécificité taïwanaise qui avait commencé à apparaître sous la période d'occupation japonaise. Trois événements en particulier motive cette distanciation : la perte du siège de la ROC (République de Chine, *Republic of China*) au Conseil de sécurité de l'ONU (Organisation des Nations Unies) en 1971, la normalisation des relations Chine-Japon en 1972, puis Chine-États-Unis en 1979. En parallèle, un récit de différenciation politique avec la Chine continentale va se mettre en place, portée par des personnalités comme Shih Ming-Teh, demandant la mise en place d'un régime démocratique basé sur l'État de droit ; de son côté, le régime martial du KMT continue de faire valoir son récit d'unification des peuples Han. Durant cette période, c'est la rhétorique du « nous sommes chinois et taïwanais » qui va s'imposer. À la fin de la loi martiale et au moment de l'élection de Lee Tang-Hui au poste de Président, c'est la mentalité du « nous sommes Taïwanais et chinois » qui domine. Sous son autorité, de nouveaux manuels sont édités afin de « connaître Taïwan » en remettant Taïwan au centre du discours historique, et plus uniquement la Chine continentale. Le discours sur la colonisation japonaise change aussi, exacerbant ses apports et minimisant les violences,

¹⁷⁴ Twitter, « Taiwan Finds à Lot to like about Its Former Colonizer, Japan », 2017

¹⁷⁵ Samia Ferhat, *Taiwan, île de mémoires*, Tigre de papier, 2011

¹⁷⁶ « Historicizing "Taiwan History" : An Interview with Lung-Chih Chang (Part 1) », 2022

répressions, et le problème des femmes de réconfort qui commence à surgir dans le débat en Asie Pacifique à l'époque ; On parle beaucoup plus de la période coloniale, avec la mise en avant des apports de la colonisation japonaise, on ne parle plus de « colonisation » mais de « gestion » japonaise. Enfin, à partir des années 2000, le récit prend un dernier tournant avantageant clairement la place de la colonisation japonaise dans le développement du pays et de l'identité Taïwanaise. Le parti démocrate progressiste (PDP) qui arrive alors au pouvoir va être à l'origine de la rhétorique « nous sommes tous taïwanais », et le Japon prend une place encore plus importante, et positive, dans le discours, afin de rabaisser et se distancer de la Chine continentale. Les manuels scolaires vantent la période de gouvernance japonaise, et ses apports en termes sociaux, éducatifs, politiques... en parallèle s'effectue la restauration, conservation et régénération des structures construites à Taïwan pendant la période coloniale japonaise, ainsi que la mise en valeur de sites historiques de l'époque coloniale¹⁷⁷. Le tout diffusé allégrement dans les médias, la presse comme les réseaux sociaux, des expositions¹⁷⁸, et ainsi que dans les manuels d'éducation taïwanaise. Celui qui fut auparavant « l'ennemi japonais » pour unifier les peuples Hans est désormais mis en avant comme le bienfaiteur historique de la nation taïwanaise, pour creuser le fossé qui les sépare de la RPC. Ces initiatives Taïwanaises ont amené à la production d'un discours clairement pro-japonais, où Taïwan s'inscrit comme une nation pro-Japon, aussi dite *shinnichi kokka* (親日国家, nation pro japonaise)¹⁷⁹. Le Japon jouit donc de cette image positive promue par Taipei, lui permettant de diffuser son soft power et sa diplomatie plus aisément, et *in fine* son influence à Taïwan.

De son côté, Pékin diffuse des images de diabolisation du Japon impériale à Taïwan, via les réseaux sociaux, la presse, ou le relais de certaines populations Taïwanaise ayant maintenu des liens avec le continu. Cependant, ces tentatives ont moins d'impact car Pékin jouit d'une mauvaise image à Taïwan. De plus, le gouvernement de la ROC continue de contribuer à la bonne image du Japon à Taïwan, dans les programmes scolaires entre autres, souhaitant disposer de liens les plus solides possible avec Tokyo. En somme, la diffusion par

¹⁷⁷ Chih-hung Wang, « Heritage Formation and Cultural Governance : The Production of Bopiliao Historic District, Taipei », 2013

¹⁷⁸ « Exhibiting "Taiwan History" : An Interview with Lung-Chih Chang (Part 2) », 2022

¹⁷⁹ 天江喜久 (Yoshihisa Amae), « ポストコロニアル台湾の「親日言説」と帝国の記憶の再生 - 主体性と共犯性のはざままで [Le "discours pro-japonais" post-colonial de Taiwan et la renaissance de la mémoire de l'empire - entre le principe et la complicité] », 2022

Taipei d'une image positive de l'histoire des relations Japon-Taïwan bénéficie autant à Taipei qu'à Tokyo, et entrave les initiatives d'influence par méthode historique de Pékin.

3. La complexité d'identification des Ryūkyūiens à la nation japonaise liée à leur singularité historique

Quant à Okinawa, plusieurs épisodes historiques ont laissé des marques et nourrissent des difficultés d'intégration aujourd'hui encore. Après des siècles de relation tributaire avec la Chine, l'assimilation culturelle forcée avec le Japon, la domination américaine pendant 27 ans, cette complexité historique rend difficile l'intégration d'Okinawa au Japon. En plus des conséquences en termes de relations internationales dans la région de l'Asie de pacifique mentionnées plus tôt, pour Glenn D. Hook, la Seconde Guerre mondiale a aussi laissé un héritage « colonial » moins connu à l'intérieur des frontières légales et territoriales du Japon. Dans le cas d'Okinawa, il parle du « problème d'Okinawa », définissant la combinaison de la géographie et de l'importance stratégique, pouvant s'aggraver précisément à des moments clés et provoquer des crises au sein de l'État moderne japonais¹⁸⁰. Pour cette raison, l'intégration effective d'Okinawa au Japon est fondamentale. La Chine tente de prendre à parti ce défaut mémoriel afin de déstabiliser son rival japonais, en le prenant comme argument dans ses diffusions de propagande et stratégies d'influence. La Chine tente de manipuler le récit historique et la mémoire à Okinawa via diverses méthodes : par exemple, la RPC a courtisé activement des membres de la famille royale d'Okinawa, et a accueilli l'arrière-petit-fils du dernier roi Ryūkyū lors d'une visite en Chine en 2018. Pékin vante notamment les liens historiques qui unissent Ryūkyū et Okinawa. Pékin affirme que la famille royale d'Okinawa trouverait ses racines en Chine, si bien qu'en 2018 une délégation de 22 individus s'est rendue dans la région de Fujian durant quatre jours pour retrouver leurs « racines » et suivre une conférence sur les liens historiques entre Okinawa et la Chine. Pékin finance également des think tanks et chercheurs chinois et Okinawaïens et les invite en Chine, pour approfondir et diffuser cette histoire commune¹⁸¹. En somme, la Chine ainsi l'histoire et les mémoires complexes à Okinawa pour y développer un réseau d'influence.

¹⁸⁰ Glen D. Hook, Richard Siddle, *ibid*, 2003

¹⁸¹ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, *IBID*, 2021

Section 3 : Le soft power, un outil fondamental pour le déploiement de l'influence chinoise et japonaise

Un des volets les plus importants des stratégies d'influence est le soft power. Ceci est d'autant plus vrai pour Tokyo dont l'article 9 de la constitution l'empêche de disposer d'un hard power à proprement parler, puisque le Japon n'a pas le droit de disposer de moyens de défense offensifs. Comme vu en introduction, le soft power est la capacité à influencer d'autres pays au sein du système international par sa force d'attraction. Joseph Nye, à l'origine de ce concept, distingue trois sources principales de soft : la culture, les valeurs politiques internes et la politique étrangère. Puisque le volet de la politique étrangère a été abordé lors de l'étude de la diplomatie publique de la Chine et du Japon, nous amenant à nous concentrer sur l'utilisation stratégique de leur culture. Nous étudierons les méthodes d'ingérence politique à Taiwan et Okinawa dans la 4^e section de ce travail.

1. L'utilisation du soft power par Pékin et Tokyo

La Chine commence à développer de l'intérêt pour le soft power à l'issue de la Guerre froide. D'abord sceptique de ce « concept occidental », préférant parler de « pouvoir national global »¹⁸², Pékin finit par s'y intéresser, notamment à la suite de la publication d'un article de Wang Huning en 1993 posant la question de l'interprétation chinoise du soft power. Alors à la tête du Bureau central chinois de recherche sur les politiques de l'université de Fudan, le chercheur met en avant que ce soit la culture qui doit être la principale source de soft power pour la Chine¹⁸³, affirmant « si un pays a une culture et une idéologie admirables, les autres pays auront tendance à le suivre. [...] Il n'a pas besoin de faire usage d'un hard power coûteux et moins efficace ». Néanmoins, c'est vraiment à partir de 2007, quand le volet culturel du soft power est inscrit comme priorité nationale lors du 7^e congrès national du CPP. Durant les deux dernières décennies, la Chine a ainsi cherché à mettre en avant sa culture via divers mécanismes, dont l'établissement de centres Confucius pour diffuser sa langue et culture ; l'organisation monumentale des jeux Olympiques à Pékin en 2008 puis en 2022 ; l'exposition mondiale en 2010 ; la mise en valeur de la culture et des traditions chinoises, comme le maoïsme, les valeurs

¹⁸² Jacques deLisle, « Soft Power in a Hard Place : China, Taiwan, Cross-Strait Relations and U.S. Policy » 2010

¹⁸³ WU You, « The Rise of China with Cultural Soft Power in the Age of Globalization », 2018

bouddhistes et taoïstes, à travers le monde et via le relais des diaspora¹⁸⁴, ainsi que de valeurs propres à la RPC, comme l'anticolonialisme, défendu depuis la conférence de Bandung en 1955 déjà¹⁸⁵. les centres Confucius sont présents sur les cinq continents, le nouvel an chinois est célébré à travers le monde entier¹⁸⁶, la diffusion du patrimoine gastronomique et architecturale à travers les grandes métropoles dans les China towns... jusqu'à la fin des années 2000, les initiatives chinoises de soft power avait un focus sur la culture, les valeurs de politiques étrangères et les institutions¹⁸⁷. Néanmoins, le soft power chinois ne connaît pas les retombées attendues : la diffusion d'une image positive de la Chine grâce à son soft power a été limitée par les mêmes motifs que la diplomatie publique chinoise : les politiques publiques et valeurs du pays limitent l'influence de l'attraction culturelle¹⁸⁸. dans le cas de la Chine, il s'agit des scandales sur les violations des droits de l'homme, le poids du sentiment menaçant de la Chine, son rôle dans l'instabilité politique régionale... En 2013, une nouvelle étape est alors franchie avec deux initiatives distinctes : le lancement du programme Belt and Road Initiative, la Chine intégrant plus sérieusement l'économie et la capacité d'investissement à son soft power, et l'ambition de faire converger son approche du soft power de la « puissance symbolique », décrite par Pierre Bourdieu. Le pouvoir symbolique est un concept avancé par Bourdieu en 1977 et qui correspond à l'institution d'une violence symbolique, c'est à dire une violence s'exprimant par le biais des normes sociales et s'observant au sein des structures sociales, et à une hiérarchisation stratégique des rapport sociaux. À partir de 2010, la Chine est bien consciente de son incapacité à établir un soft power positif et basé sur la diffusion de valeurs soutenue par son régime, Pékin a adopté ce modèle de soft power pour tenter d'avoir un rayonnement international sur ce volet¹⁸⁹. On perçoit donc bien que la Chine considère l'exercice du soft power comme une « concurrence directe en termes de grande puissance »¹⁹⁰. Le virage vers le multilatéralisme chinois s'inscrit dans cette dynamique, tout comme la promotion du principe de non-ingérence et les programmes d'investissement pour le développement économique à l'international, afin de lui donner une image plus bienveillante et inscrite dans la dynamique globale. En 2020, Pékin a tenté de profiter de la crise covid pour avoir un rebond de son soft power, avec la diplomatie des masques et des vaccins notamment.

¹⁸⁴ Barthélémy Courmont, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre, *ibid*, 2022.

¹⁸⁵ Jacques deLisle, *ibid* », 2010

¹⁸⁶ « Beijing Uses Chinese New Year to Push China's Soft Power » 2015

¹⁸⁷ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

¹⁸⁸ Joseph S. Nye, « Soft Power Matters in Asia », 2005

¹⁸⁹ Barthélémy Courmont, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre, *ibid*, 2022

¹⁹⁰ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

Si celle-ci a contribué à l'amélioration de l'image de la Chine dans les pays en développement, elle n'a pas rencontré les résultats espérés en Occident, ou à Taiwan et au Japon. Ainsi, en 2019, avant la pandémie, le classement *Soft power 30* de l'USC Center on Public diplomacy classé la Chine à la 27^e place, le Japon à la 8^e¹⁹¹. Dans le *Global Soft Power Index 2021*, la Chine atteint la 8^e place, le Japon la seconde¹⁹², laissant apparaître une nette amélioration du soft power des pays asiatiques à l'issue de la crise covid, qui ont eu une gestion plus efficace que les pays occidentaux. Néanmoins, la gestion très stricte de la crise covid en Chine en 2022, et la réponse belliqueuse à la visite de Nancy Pelosi à Taïwan au mois d'août 2022 vont certainement contribuer à la détérioration de l'influence du soft power chinois.

Le Japon de son côté dispose de stratégie de soft power depuis plus longtemps que la Chine. Depuis les années 1960, le Japon exerce une forme de soft power non déclarée¹⁹³, avec la diffusion de la culture populaire japonaise. Joseph Nye disait du Japon qu'il disposait de l'un des plus importants potentiels d'attraction de son soft power¹⁹⁴. Yee Kuang Heng, professeur à l'université de Tokyo, définit trois facettes du soft power japonais : l'attractivité culturelle, les normes internationales et les valeurs partagées, et ses forces d'auto-défense non offensives. En 1972, on assiste à la création de la *Japan Foundation*, dont le but est de diffuser la langue et culture japonaise, puis dans les années 1980 à l'établissement de la stratégie *Cool Japan*, qui "englobe tout, des jeux, manga, anime, et d'autres formes de contenu, la mode, les produits commerciaux, la cuisine japonaise, et la culture traditionnelle aux robots, les technologies écologiques, et d'autres produits industriels de haute technologie"¹⁹⁵. Ces initiatives permettent de donner un véritable axe de direction au soft power japonais¹⁹⁶. Après la « décennie perdue » des années 1990, le Japon réinvestit d'autant plus dans cet aspect de son soft power, réalisant l'importance que la diffusion de culture, produits et normes japonaises peut avoir dans le contexte où l'économie n'est plus l'unique point fort du Japon¹⁹⁷. Ainsi, en 2004, le département de diplomatie publique du ministère des Affaires étrangères japonais est scindé entre la division de prévision de Diplomatie publique, et la division aux Affaires culturelles, dont le but est de « promouvoir les relations publiques et les échanges culturels de manière plus

¹⁹¹ USC Center on Public diplomacy, Portland, « The soft power 30 »

¹⁹² Brand Finance, « Global Soft Power Index 2021 ».

¹⁹³ WU You, « The Rise of China with Cultural Soft Power in the Age of Globalization », 2018

¹⁹⁴ Yee-Kuang Heng, « Three Faces of Japan's Soft Power », 2017

¹⁹⁵ « Cool Japan Strategy Public-Private Collaboration Initiative, Cool Japan Strategy Promotion Council, Cabinet Office, 2015 »

¹⁹⁶ Toshiya Nakamura, « Japan's New Public Diplomacy : Coolness in Foreign Policy Objectives », 2013

¹⁹⁷ McGray`Douglas, « Japan's Gross National Cool », 2002

systématique », et fournit une « structure qui permet la coopération entre les secteurs public et privé »¹⁹⁸. Autre point fort du soft power japonais identifié par Yee : sa diffusion de normes et de valeurs. La position pacifiste du Japon est l'une de ses facettes les plus influentes, rassurant les pays de la région face à la montée de la Chine belliqueuse. Une des raisons pour lesquelles les tentatives de réformes de l'article 9 de la constitution menées par Abe n'ont pas été reçues avec beaucoup d'enthousiasme, est que le public japonais demeure réticent à l'idée de renoncer à l'identité pacifiste du Japon, centrale dans le soft power et auquel les Japonais sont très attachés¹⁹⁹. L'alignement des normes et la promotion de valeurs libérales sont au cœur du soft power japonais, le Japon se basant sur la promotion ses valeurs fondamentales d'harmonie et de coexistence pour se faire une place sur le devant de la scène politique internationale. A partir des années 2010, le Japon a ressenti un potentiel « Japan-passing », liée à la montée en popularité d'autres pays comme la Corée du Sud et les tentatives de soft power chinois. Pour cela, des nouvelles stratégies ont été créées, comme des « partenariat public-privé » pour « vendre le rêve japonais » pour reprendre les mots de l'ancien Premier ministre Aso²⁰⁰, l'investissement massif dans des programmes tels que le JET pour amener plus d'étudiants étrangers au Japon, la diffusion de la culture populaire comme le manga²⁰¹, l'animation, dans les sciences et technologies²⁰²...

Si en Chine, ce sont les violations des droits de l'homme et les valeurs politiques qui limitent le soft power, au Japon, il s'agit de son histoire, son passé impérial non-résolu, qui décrédibilise complètement sa capacité d'être une figure démocratique soutenant les Droits de l'Homme dans certains pays²⁰³. La Chine utilise l'attention portée au passé du Japon pour favoriser sa propre image : elle nourrit délibérément une image de Japon belliqueux à cause de son passé, menaçant d'une potentielle renaissance militaire, alors qu'en réalité, c'est la Chine qui augmente nettement ses capacités militaires et initiatives belliqueuse de son côté. Des arguments comme les tentatives de révision de l'article 9 de la constitution, ou bien les visites au sanctuaire Yasukuni sont utilisées par Pékin²⁰⁴. Le Japon de son côté, met en avant le caractère menaçant de Pékin et ses divers exercices militaires dans la région pour ternir son image et diminuer son soft power.

¹⁹⁸ Ministry of Foreign Affairs of Japan, « MOFA : Diplomatic Bluebook 2005 », 2005,

¹⁹⁹ Marianne Peron-Doise, *ibid*, 2020

²⁰⁰ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

²⁰¹ Joe Keener, « Shakespeare, Manga and the Pilfering of Japan's Soft Power », 2015

²⁰² Ministry of Foreign Affairs of Japan, « Diplomatic Bluebook 2016 »

²⁰³ Toshiya Nakamura, « Japan's New Public Diplomacy : Coolness in Foreign Policy Objectives », 2013

²⁰⁴ Toshiya Nakamura, *ibid*, 2013.

2. La mobilisation de la culture japonaise comme outil d'attractivité à Taiwan

Le soft power chinois n'étant pas plus des plus efficace dans la zone Asie pacifique. Pékin avait lancé des initiatives culturelles pour tenter d'augmenter sa capacité d'attraction. Taïwan est une cible immédiate de certains aspects du soft power de la RPC²⁰⁵. Des débuts discrets du soft power chinois sous Deng Xiaoping, à la version plus offensive actuelle, en passant par les années 90 et le plan chinois du 7e congrès du parti de rayonnement culturel, Taïwan est toujours resté une considération centrale dans le développement et déploiement du soft power chinois. Pékin a un temps fait usage de sa culture pour exercer un soft power sur Taïwan, grâce à la proximité culturelle avec Taïwan²⁰⁶ ; Néanmoins depuis les années 2010, la montée du nationalisme Taïwanais et anticontinentale a réduit la capacité d'influence de ce facteur, amenant les Taïwanais à l'identification d'une culture taïwanaise propre, basée à la fois sur le maintien des valeurs traditionnelles chinoises (religions, caractère traditionnels, etc.) et l'identité propre taïwanaise développée au fur et à mesure de son histoire complexe²⁰⁷. Selon un sondage de 2019 réalisé par le Pew Research Center en 2019, la majorité des Taïwanais s'identifient comme Taïwanais uniquement (66%). 28% s'identifient comme Taïwanais et Chinois, les 6% restant, comme Chinois uniquement, ou autre. Par ailleurs, seul 35%, des Taïwanais ont une opinion favorable de la Chine²⁰⁸. Si 52% des Taïwanais défendent des liens commerciaux avec la Chine, la majorité d'entre eux ont au-delà de trente ans ; seuls 39% des jeunes défendent les liens économiques avec la Chine, contre 89% de jeunes favorables aux liens économiques avec les États-Unis. La Chine a cherché à déployer du soft power pour peser en influence sur Taïwan, ainsi contre Taïwan : pour concrétiser la logique de la Chine Unique incarnée par Pékin, la RPC a besoin de mettre en valeur son régime communiste et ses valeurs pour justifier être le seul représentant légitime²⁰⁹. Selon Jacques de Lisle, ce sont en réalité les échanges économiques qui sont la plus grande source de soft power dans les relations transdétroit, que nous approfondiront ensuite.

²⁰⁵ Jacques deLisle, *ibid* », 2010

²⁰⁶ Jacques deLisle, *ibid* », 2010

²⁰⁷ Liao Da-chi, Liu Cheng-shan, et Chen Bo-yu, « Taiwanese nationalism in the age of cross-Strait integration : Predominance and pragmatism in the Ma Ying-jiu era », 2018

²⁰⁸ Kat Devlin et Christine Huang, « In Taiwan, Views of Mainland China Mostly Negative », 2020

²⁰⁹ Jacques deLisle, *ibid*, 2010

Globalement le volet culturel du soft power japonais s'exerce très bien à Taïwan. Les Taïwanais sont friands de la culture japonaise, dont l'appréciation n'est pas limitée par le poids de l'histoire japonaise comme c'est le cas en Corée du Sud notamment, où la popularité de la culture japonaise est entravée par le poids des mémoires et les divers conflits diplomatiques entre leurs gouvernements respectifs²¹⁰. Depuis les années 1990, on parle même de « Japan-mania » pour décrire l'appréciation des Taïwanais pour la culture japonaise. déjà avant cela, la culture japonaise disposait d'une importante présence sur l'île, Taïwan ayant gardé de nombreux héritages culturels de la période coloniale japonaise ; le contexte socio-politique taïwanais l'a rendu particulièrement poreux aux influences culturelles japonaises, créant des conditions avantageuses pour les importations de médias japonais. L'introduction de drama, manga, et autres éléments de culture japonaise à Taïwan a connu un grand succès et contribué au soft power japonais²¹¹. En 2014 déjà, un sondage réalisé par la Interchange Association Japan, l'organe diplomatique *de facto* japonais à Taïwan, révélait que 65% des Taïwanais se sentaient proches du Japon, et 43% des interviewés répondait que le Japon était leur pays préféré. Parmi les jeunes, groupe cible des exportations culturelles japonaises, ce score atteint même 54%²¹². De nouvelles initiatives se poursuivent depuis, comme l'établissement en novembre 2017, du Centre culturel japonais à Taipei, 7 ans après l'établissement du Taipei cultural center à Tokyo. De surcroît, Tokyo et Taipei sont conscient qu'ils sont tous deux menacés par la Chine de la même manière, ils partagent un objectif commun d'empêcher la Chine d'annexer Taïwan et de poursuivre le développement²¹³.

3. La langue comme vecteur d'influence

Si la Chine et le Japon disposent d'amples stratégies de soft power, certains éléments sont plus pertinents que d'autres dans le cas de Taïwan et Okinawa. Par exemple, si la culture japonaise est un bon vecteur d'influence à Taïwan, ceci est moins vrai pour la Chine, alors que l'économie chinoise lui permet bien de s'exercer une influence à Taïwan comme à Okinawa. Quoiqu'il en soit, un facteur efficace dans ces deux territoires cibles est la langue.

²¹⁰ Joseph S. Nye, « Soft Power Matters in Asia », 2005.

²¹¹ Shuling Huang, « Nation-branding and transnational consumption : Japan-mania and the Korean wave in Taiwan », 2011

²¹² Michal Thim, Misato Matsuoka, « The Odd Couple : Japan & Taiwan's Unlikely Friendship », 2014

²¹³ Shane Lee, « A New Interpretation of "Soft Power" for Taiwan », 2005

La Chine, dont le mandarin est la langue parlée par le plus de natifs au monde, a compris l'importance de sa langue comme facteur de diffusion de sa culture, idées, soft power et *in fine* influence, à une échelle globale. A partir de 2004, la Chine commence à implanter des Centre Confucius à travers le monde. La Chine ne se cache pas des objectifs clairs de relais de propagande de ces centres, comme confirmé par Li Changchun, secrétaire du département de l'information du Comité central du Parti communiste chinois, selon qui les instituts Confucius assument « une part importante du dispositif de propagande de la Chine à l'étranger »²¹⁴. Cette implantation à travers le monde a permis d'atteindre près de 200 millions de personnes qui ont appris le chinois en moins de 20 ans²¹⁵. Néanmoins, Taïwan et Okinawa ne disposent pas d'institut Confucius. L'opinion taiwanais sur les instituts Confucius est qu'ils contribuent à l'objectif de leadership régional de la Chine en projetant le pouvoir national d'une manière plus subtile et « servent à faire progresser l'objectif de la politique étrangère de la Chine de marginaliser l'influence internationale de Taïwan »²¹⁶. On pourrait concevoir que le partage d'une langue est un vecteur facilitant la diffusion du soft power, grâce à la facile transférabilité des émissions, littérature ou musique chinoises. En réalité, pour Taïwan, le mandarin est presque un élément faisant défaut au soft power chinois : en effet, Taïwan utilise la simplification de la langue effectuée en Chine continentale pour mettre en valeur le fait que la ROC utilise la version traditionnelle de la langue chinoise, et se présente comme le « gardien » du standard linguistique chinois, voire de la culture chinoise, à l'international. A l'aide d'une politique de « désinisation »²¹⁷ engagée au début des années 2000 par le DPP (Democratic Progressive Party) en parallèle du rapprochement avec le Japon, Taïwan est parvenu à détacher le mandarin de la Chine continentale et a perçu l'intérêt que la valorisation du mandarin pouvait avoir pour son propre rayonnement²¹⁸. La Chine utilise donc le mandarin pour déployer ses stratégies d'influence à Taïwan d'une autre manière. depuis 2016, le Front Uni prend à profit le partage d'une langue commune pour tenter de pénétrer le réseau d'information Taïwanais. La Chine réalise des attaques informationnelles à Taïwan pour tenter d'influencer la pensée des Taïwanais. Néanmoins, ces stratégies de se sont pas montrées très efficaces, ces messages ou

²¹⁴ Yves Schaëffner, « A message from Confucius », 2022,

²¹⁵ « Over 70 Countries Incorporate Chinese into National Education Systems »

²¹⁶ Bates Gill et Yanzhong Huang, « Sources and Limits of Chinese 'Soft Power' », 2006

²¹⁷ Mathieu Duchâtel, « Une politique active de « désinisation », 2007

²¹⁸ Hongying Wang et Yeh-Chung Lu, « The Conception of Soft Power and Its Policy Implications : A Comparative Study of China and Taiwan », 2008

tweet pouvant contenir des erreurs de syntaxes ou d'idéogrammes, Pékin utilisant des idéogrammes simplifiés et Taipei les traditionnels²¹⁹.

Le Japon aussi prend à parti sa langue comme vecteur de soft power à Taïwan : le succès de ses exportations culturelles, manga, musique, drama, a amené la population à s'intéresser de nouveau à la langue japonaise. En effet, étant donné son histoire coloniale, le Japon avait déjà linguistiquement influencé Taïwan. Jusqu'en 1945, le japonais était la langue officielle et la langue enseignée dans les écoles²²⁰, si bien qu'en 1943, plus de 80% de la population à Taïwan parlait japonais. L'objectif du gouvernement colonial japonais était d'assimiler au plus possible les peuples colonisés, et de les aliéner autant que possible de leur culture propre, facilitant le processus de colonisation et de domination, tout en exerçant une influence culturelle²²¹. On retrouve ainsi des influences japonaises dans le mandarin taïwanais, avec beaucoup de mots d'emprunts japonais notamment. La région de Yilan, au nord-est du pays, dispose même d'un créole japonisant, fait à 70% de japonais et de 30% d'Atayal, une langue des peuples indigènes de Taïwan²²². La langue des signes Taïwanaise a également été développée à partir de la langue des signes japonaise durant la période coloniale²²³. Aujourd'hui, la majorité des Taïwanais ont des membres de leur famille ayant grandi en apprenant et parlant le Japonais, et une portion importante de la population active parle japonais, dans le milieu du business notamment, ou chez les jeunes, influencés par l'attrait du Japon et de ses produits culturels. Si bien qu'aujourd'hui, la langue japonaise est utilisée à Taïwan comme un outil marketing pour faire vendre des produits culturels japonais²²⁴. Bien conscient de l'appréciation des Taïwanais pour les produits culturels japonais, la stratégie marketing d'entreprises japonaises fait usage de la langue japonaise, d'idéogrammes uniquement japonais sur les packagings ou publicités, ou des idiomes spécifiques comme « kawaii » pour attirer les clients Taïwanais. Le japonais peut avoir une portée politique également. la Présidente Tsai Ing-wen ne tweet jamais en chinois, mais toujours en japonais et en anglais, afin de se distancer de Pékin et réaffirmer son soutien proactif à la coopération Taiwan-japon²²⁵, geste absolument inconcevable de la part de n'importe quel leader politique d'une ancienne colonie japonaise.

²¹⁹ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, 2021

²²⁰ E. Patricia Tsurumi, « Education and Assimilation in Taiwan under Japanese Rule, 1895—1945 », 1979

²²¹ Kate McDonald, « Speaking Japanese », 2017

²²² Peng Qiu, « A Preliminary Investigation of Yilan Creole in Taiwan : Discussing Predicate Position in Yilan Creole », 2015

²²³ Susan Fischer et Qunhu Gong, « Variation in East Asian Sign Language Structures », 2010

²²⁴ Shuling Huang, *ibid*, 2011

²²⁵ 蔡英文 Tsai Ing-wen (@iingwen) / Twitter [蔡英文 Tsai Ing-wen \(@iingwen\) / Twitter](https://twitter.com/iingwen)

Section 4 : L'ingérence politique, méthode au cœur des problématiques contemporaines à Taiwan et Okinawa

Un autre moyen d'influencer une cible stratégique, c'est en mettant en œuvre des stratégies d'inférences politiques, vers un public cible, afin de changer sur opinion sur un sujet spécifique, et le tourner à son avantage. Parmi le répertoire d'action du Front Uni, les actions d'ingérence s'inscrivent dans le registre des mesures actives. Les mesures actives se concentrent sur l'influence de la vie politique d'un pays, via des outils de désinformation, de contrefaçon, de discréditation, de déstabilisation politique ou de fragilisation de la cohésion sociale²²⁶.

1) Taiwan et Okinawa, des territoires à fortes identités politiques

Taiwan et Okinawa sont deux territoires disposant d'identités politiques particulièrement prononcées, justifiant la mise en place d'opération d'ingérence politiques complexes par Pékin. Le Japon ne réalise pas d'opérations d'ingérence politiques dans les mêmes conditions que Pékin, il s'agit plus d'opérations d'influence culturelle et de coopération économique, faisant usage de son soft power, alors que Pékin fait recours de son potentiel menaçant et de l'infiltration menée par l'ALP.

Au-delà de l'intérêt sécuritaire de protection de ses frontières, et de l'enjeu national de récupérer son territoire national « dans son intégralité », une autre raison fondamentale pour laquelle Pékin souhaite intégrer Taiwan sous sa domination, c'est aussi car l'île présente un modèle alternatif au régime politique chinois, en accord avec les valeurs de la majorité des puissances mondiales rivales à Pékin qui plus est. Le modèle démocratique taiwanais est en opposition directe au modèle communiste et autoritaire chinois. Depuis la fin de la loi martiale, Taiwan dispose d'une démocratie fonctionnelle (avec un score de 8,99 sur 10 au *Democracy index* de 2021, qualifié de « démocratie à part entière » et à la 11e place du classement²²⁷), d'une économie ouverte et capitaliste, et faisant place à la défense de valeurs fondamentales comme la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, la primauté du droit. Stéphane Corcuff

²²⁶ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, IBID, 2021

²²⁷ Matthew Strong, « Taiwan most democratic country in East Asia », 2021

définit même la démocratie taïwanaise comme « une frontière géopolitique » à part entière²²⁸. C'est d'ailleurs à ce titre que Taïwan reçoit le soutien des États-Unis et du Japon, et depuis cette année de l'Union Européenne. En effets, ces États font de la défense de la démocratie et des valeurs libérales des piliers de leur soft power. Ce soutien à Taïwan de la part de ces grandes puissances sur le devant de la scène internationale, nuit évidemment à Pékin et à ses stratégies d'influence globale²²⁹. Depuis la présidence de Donal Trump, premier à dénoncer les pratiques commerciales chinoises, les puissances démocratiques se retrouvent dans la dénonciation des violations des droits de l'homme à Taïwan et pour la défense de Taïwan et de ses valeurs démocratiques. Depuis environ deux ans et le début de l'intensification des tensions entre la Chine et Taïwan, on note une plus grande présence du sujet taïwanais dans la presse occidentale, allant jusqu'à défendre le soutien à la démocratie taïwanaise face à la Chine illibérale et menaçante²³⁰. En 2021, une délégation de l'Union européenne est venue à Taïwan, en 2022, la visite de Nancy Pelosi a envoyé un fort symbole du soutien américain à la démocratie taïwanaise... la démocratie taïwanaise permet à l'État insulaire de se trouver des soutiens internationaux, et de décrédibiliser la Chine en mettant en avant ses manquements aux droits de l'homme et à la démocratie sur le devant de la scène internationale. Pour S. Corcuff, ce positionnement politique peut permettre à Taïwan d'assurer un rôle de pivot géopolitique global, de frontière entre l'Occident et le monde illibéral et autoritaire dont la Chine assure le rôle de chef de file. Avec ces soutiens, Pékin ne peut pas se permettre de voir Taïwan déclarer unilatéralement son indépendance, déployant pour cela son arsenal de stratégies d'influence.

Okinawa pour sa part est aussi un territoire avec une identité politique forte, étant donné le poids de son histoire et de sa culture différente du reste du territoire japonais. L'archipel de Ryūkyū dispose d'une forte identification régionale, et souffre d'un sentiment d'insularité par rapport au Japon. Les différentes occupations, puis la Seconde guerre mondiale, aux conséquences toujours perceptibles aujourd'hui, complique l'assimilation de la préfecture au reste du Japon et sont le vivier de mouvements indépendantistes. Comme vu précédemment, ces mouvements indépendantistes soutiennent la singularité culturelle d'Okinawa par rapport au reste du Japon, et dénoncent la présence des bases militaires américaines sur leur territoire.

²²⁸ Stéphane Corcuff, « Le pivot taïwanais ou la démocratie comme frontière géopolitique », 2020

²²⁹ Nele Noesselt, « Strategy Adjustments of the United States and the European Union Vis-à-Vis China : Democratic Global Power Identities and Fluid Polygonal Relations », 2022

²³⁰ Claude Leblanc, « Taïwan apparaît aujourd'hui comme le défenseur de la démocratie. Et cela mérite d'être soutenu », 2020

Okinawa dispose également de problématiques politiques qui lui sont propres²³¹, comme un taux de criminalité plus élevé que dans le territoire métropolitain, le statut de préfecture la plus pauvre du pays, un retard économique important, des problèmes liés aux bases militaires, de pollution visuelle, sonore, d'insécurité, notamment autour de la base de Futenma, jugée l'une des plus dangereuses du monde²³². Le territoire d'Okinawa se distingue sensiblement de la métropole par son activisme : le gouverneur actuel d'Okinawa Denny Tamaki est un fervent activiste contre les bases militaires, des réseaux militants de femmes luttant contre les violences dont elles sont spécifiquement victimes, des réseaux de lutte contre la présence militaire, la tenue annuelle de marche pour la paix, dont l'édition de 2022 a par ailleurs débuté à la base de Futenma. Pékin tente de tirer profit de cette singularité d'Okinawa pour tenter d'y développer des stratégies d'influences et d'ingérence politique, si bien qu'en 2015, un responsable chinois est allé jusqu'à affirmer que les îles Ryūkyū appartenaient autant à Pékin qu'au Japon²³³. L'enjeu pour Tokyo est donc d'assurer que les stratégies d'influences de Pékin à Okinawa ne prenne pas le dessus et ne compromette pas sa cohésion nationale. Pour cela, Tokyo fait des efforts pour maintenir la cohésion nationale et le sentiment d'intégration de la préfecture d'Okinawa, afin d'assurer son unité territoriale, et ne pas perdre ce territoire stratégique pour sa défense nationale et pour maintenir l'encerclement chinois avec ce territoire verrou de la première chaîne d'île.

2) Un éventail d'outils chinois pour l'ingérence politique : la mobilisation de la presse, des réseaux sociaux, de sa diaspora et des cercles internationaux et intellectuels.

Les mesures actives de l'ALP se déploient donc sous forme de stratégies d'influence, qui passe par de nombreux vecteurs à Taïwan et Okinawa, notamment la mobilisation de mouvements politiques, de la presse, et des réseaux sociaux. Ces stratégies s'inscrivant dans une logique de guerre hybride sont notamment développées dans le rapport de 2021 de l'IRSEM sur les stratégies d'influence chinoises²³⁴. Si l'APL est globalement chargée du déploiement des stratégies d'influence chinoises à travers le monde grâce à son département de la

²³¹ « 50 Years After US Occupation, Okinawa Continues to Resist Military Bases », *The Diplomat*, 2022

²³² « Futenma : 'The Most Dangerous Base in the World' », 2018

²³³ Russel Hsiao, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Japan », 2019

²³⁴ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, IBID, 2021

propagande, l'armée dispose aussi du Bureau des Affaires Taïwanaises (BAT), chargée uniquement de la diffusion de la propagande à destination de Taïwan.

L'un des aspects les plus centrales de l'action de Pékin est l'ingérence électorale. Cette méthode est déjà appliquée depuis près de 10 ans par Pékin, la campagne Présidentielle de 2022 ayant été particulièrement marquée par des ingérences car Pékin voulait autant que possible éviter la réélection de Tsai Ing-wen. Pour se protéger des infiltrations chinoises, Taïwan s'est doté en 2019 d'une loi « anti-infiltrations » pour faire face aux menaces sur l'élection présidentielle de 2019²³⁵. Plus globalement, la lutte contre les ingérences numériques devient un sujet central pour les grandes puissances internationales, encore plus depuis le début de la guerre en Ukraine. Inquiétée par Moscou autant que Taïwan par Pékin, l'Union européenne en est venue à appeler à plus de coopération avec Taïwan concernant la lutte contre l'ingérence numérique étrangère et la désinformation²³⁶.

L'utilisation des médias par Pékin se fait dans l'idée d'établir un « nouvel ordre mondial des médias », comme rapporté en 2019 dans une enquête de Reporters sans frontières²³⁷. Depuis 2008, ce sont \$1,3 milliards qui ont été investis dans l'achat de médias, la formation ou corruption de journalistes, afin d'intégrer la chaîne mondiale de l'information et de ses divers médias, numériques, télévisés, presse. Le BAT a la charge de la supervision des médias à Taïwan, et dispose de son propre site d'information et de propagande chinoise destinée aux Taïwanais, *Taiwan.cn*²³⁸. Enfin, Pékin investit dans les médias Taïwanais afin de maîtriser la ligne éditoriale²³⁹. À Okinawa aussi la Chine déploie son influence sur le monde des médias. ; en 2013, Pékin a engagé une vague de propagande dans les médias chinois posant la question de la souveraineté d'Okinawa et la légitimité du Japon à le comprendre dans son territoire. Bien conscient des tentatives d'ingérence dans les médias Okinawais, l'Agence japonaise de renseignement de sécurité publique a soulevé la question de l'influence potentielle de la Chine pour diviser l'opinion publique à Okinawa. En particulier, leur rapport de 2017 citait un article d'opinion du *Global Times*, affilié au PCC, encourageant la Chine à appeler Okinawa par son ancien nom, « Ryūkyū », étant donné que « Okinawa » fait allusion à une acceptation tacite du

²³⁵ « Avant la Présidentielle, Taïwan se dote d'une loi « anti-infiltrations » visant Pékin », 2019

²³⁶ « Le Parlement européen appelle à plus de coopération avec Taïwan pour lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation », 2022

²³⁷ « Rapport RSF : « Le nouvel ordre mondial des médias selon la Chine » | RSF », 22 mars 2019

²³⁸ « 中国台湾网 民族情怀 两岸脉动 »

²³⁹ Huang Jaw-Nian, « The China Factor in Taiwan's Media », 2017

japonais²⁴⁰. L'agence mettait en avant des dangers idéologiques que de telles déclarations pouvaient avoir.

Néanmoins, aujourd'hui, les médias classiques ne représentent plus forcément le vecteur le plus efficace pour des stratégies d'influence, poussant Pékin à se diversifier, avec les réseaux sociaux en particulier. Sur les réseaux sociaux, Pékin applique sa stratégie dite « des loups guerriers », se traduisant par une offensive vague de tweets et de réponses aux critiques de la Chine sur les réseaux sociaux. Pékin procède également à la création de faux compte sur les réseaux sociaux pour diffuser sa propagande²⁴¹. Enfin, la *fifty cent army* déploie des cyberattaques sur tout le web : dernier outil de propagande chinoise, cette armée de troll a la charge de mettre en place des campagnes de désinformation et de propagande chinoise²⁴². Ces cyberattaques sont régulières mais s'intensifient généralement lors d'évènements géopolitiques marquants : une vague de cyberattaque a ainsi eu lieu à la suite de la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, bloquant les sites web d'institutions, et prenant même le contrôle d'écrans publicitaires à Taïwan pour diffuser des messages en sa défaveur²⁴³. Ces stratégies sont particulièrement probantes à Taïwan qui est le pays avec le second meilleur taux de pénétration des réseaux sociaux au monde, c'est à dire que la population est très connectée, la rendant plus menacée à la désinformation et à la manipulation de l'information. Le BAT dispose également d'un site internet à destination des « compatriotes Taïwanais » pour les aider à s'installer ou aller étudier en Chine continentale.

Les diasporas sont aussi un important relais de l'influence de Pékin. Il s'agit pour la RPC de s'assurer qu'elles ne tiennent pas un discours s'opposant au régime, mais au contraire relayant ses actions. Depuis 2018, les Chinois sont la communauté étrangère la plus importante à Okinawa, après le personnel militaire américain²⁴⁴, que Pékin valorise comme relais d'influence. À Taïwan, Pékin tente de prendre à profit les quelques pourcents de Taïwanais s'identifiant toujours comme Chinois plutôt que Taïwanais, ou ceux proches de leur famille de

²⁴⁰ Devin Stewart, « China's Influence in Japan : Everywhere Yet Nowhere in Particular » 2020

²⁴¹ Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S Chase, « Borrowing a Boat Out to Sea : The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations »

²⁴² Danny Gagné, « La Fifty Cent Army chinoise à l'assaut du web ? », 2021

²⁴³ Simon Leplatre, « En trois jours d'exercices, la Chine menace Taïwan, sans vraiment changer le statu quo », 2022

²⁴⁴ No Author, « Chinese Became Largest Foreign Community in Okinawa en 2018, Excluding U.S. Military Personnel », *The Japan Times*, 23 août 2019

l'autre côté du détroit. Le nationalisme Taïwanais et la perte d'identification des Taïwanais au continent a cependant fragilisé ce relais.

Dans les enceintes internationales aussi Pékin tente d'exercer une influence. Concernant Taïwan, la Chine parvient à empêcher son intégration à l'Organisation Mondiale de la santé, alors que des pays tel que les États-Unis²⁴⁵ ou le Japon²⁴⁶ plaide pour la participation de Taïwan aux réunions annuelles de l'OMS, argumentant que son excellente gestion du covid lui vaut cette place.

L'éducation aussi est un vecteur de stratégie d'influence pour Pékin. En plus du déploiement de centres universitaires délocalisés dans les universités étrangères, Pékin finance des think tanks afin de disposer d'une variété de relais intellectuelle de son idéologie²⁴⁷. On distingue que trois stratégies utilisées par Pékin vis-à-vis de ces thinks tanks : soit Pékin effectue des partenariats ponctuels pour donner un nouvel écho auprès de l'audience habituelle du think tank, soit il noue une alliance pour engager une collaboration régulière entre le CPP et le think tank en question, soit il s'agit de think tanks partageant consensuellement les idées de Pékin. Des organismes chinois tels que Centre de recherche des relations inter-détroit, le Centre d'échanges inter-détroit, le Centre de coopération économique et technologique inter-détroit et le Centre national de formation des cadres des Affaires taïwanaises permettent ainsi la diffusion des idées chinoises dans les cercles académiques.

Face à ses stratégies d'influence chinoises machiavéliennes et menaçantes²⁴⁸, le Japon cherche au contraire à se distinguer avec sa promotion de valeurs attirantes. Tokyo tente de projeter son soft power en présentant son système de valeur et modèle d'actions comme à l'opposé de Pékin²⁴⁹. Tokyo promeut ainsi la non-ingérence politique comme économique, la défense des valeurs libérales, la protection des droits de l'homme. Une bonne illustration de cela serait la compétition sino-japonaise en Afrique, où les deux pays investissent beaucoup de moyens introduits différemment, comme le traduit la tenue régulière des sommets TICAD et FOCAC. Pour l'heure, les valeurs promurent par Tokyo et la manière dont il projette son soft power ne laisse pas envisager des stratégies d'influence aussi frontale que celles réalisées par Pékin, à Taïwan et Okinawa notamment. Au contraire, la bonne image du Japon diffusée à

²⁴⁵ Nike Ching, « US Strongly Advocates for Taiwan to Regain WHO Status », consulté le 15/08/2022.

²⁴⁶ « Japan Backs Taiwan's Attendance at WHO Annual Meeting », 2021,

²⁴⁷ Paul Charon, *ibid*, 2021

²⁴⁸ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, *IBID*, 2021

²⁴⁹ Yee-Kuang Heng, *ibid*, 2010

Taïwan permet à Tokyo d'obtenir des relais d'influence sans s'engager dans des stratégies machiavéliennes et d'infiltration. Par exemple, les media Taïwanais relais se font relais du soft power japonais²⁵⁰, alors que 66% des Taïwanais estiment que la RPC exerce une mauvaise influence à Taïwan²⁵¹. Autre élément marquant à ce sujet, le Japon a intégré en janvier 2021 le centre d'excellence de cyberdéfense de l'OTAN, dont l'objectif est d'étudier et développer la ciblesécurité. Tokyo se positionne ainsi en direct opposition à Pékin et à ses stratégies d'influence machiavélienne par infiltration des cercles et ingérences politiques.

3) L'appui chinois aux tensions séparatistes et mobilisations antimilitaristes à Okinawa, face aux efforts japonais pour maintenir la cohésion sur ce territoire nœud de son alliance avec Washington

Une stratégie d'influence va être beaucoup plus efficace si elle s'applique sur une population perméable à une telle influence. Une population devient susceptible de la sorte lorsqu'elle est victime d'une instabilité. À Taïwan, cette instabilité se concentre sur le statut de l'île, sa reconnaissance comme entité souveraine, et la menace permanente de la RPC ; à Okinawa il s'agira des velléités indépendantistes. La RPC a su identifier ces points de tensions à Okinawa et les prendre à profit. Si le Japon parie sur le déploiement de nouveaux moyens militaires et l'approfondissement de la coopération avec les États-Unis depuis quelques années²⁵², elles sont à l'origine de tensions à Okinawa : bien qu'elles permettent de renforcer matériellement la défense du Japon, ils provoquent des reluctances de la part des Okinawais et ouvre une voie supplémentaire pour l'implémentation de l'influence chinoise à Okinawa.

À Okinawa, Pékin concentre son action sur des mouvements régionalistes Okinawais, des mouvements pro-indépendance, et des mouvements d'opposition aux bases militaires. Les bases militaires américaines sont perçues comme à l'origine de nombre de problèmes environnementaux, sociaux, de criminalités, et de nuisances sonores et visuelles. Dans un sondage de la NHK en mars de cette année, 56% ont des interrogés basés à Okinawa ont déclaré s'opposer fermement aux bases américaines ; contre 25% seulement pour les individus vivant

²⁵⁰ Shuling Huang, *ibid*, 2011

²⁵¹ Shelley Rigger Chan Lev Nachman, Chit Wai John Mok, and Nathan Kar Ming, « Why Is Unification so Unpopular in Taiwan ? It's the PRC Political System, Not Just Culture », 2022,

²⁵² Ministry of Defense, « Defense of Japan 2022 », 2022

en dehors de la préfecture²⁵³, laissant voir un véritable décalage entre la population de l'archipel japonais principale et de la préfecture d'Okinawa. De surcroît, on constate une forme de convergence des luttes entre les mouvements indépendantistes et antiaméricain, et les mouvements pro-pacifistes du Japon, qui s'oppose à la révision de l'article 9 de la constitution. Les soutenir relève donc d'un double avantage pour la RPC, qui en soutenant des mouvements déstabilisant l'unité territoriale japonaise, soutient aussi des mouvements ralentissant un potentiel réarmement du Japon²⁵⁴.

Pour répondre aux mesures d'influence pékinoise, Tokyo propose une stratégie de sécurité nationale et d'unité territoriale plus accès sur Okinawa²⁵⁵, et investit davantage sur l'archipel²⁵⁶, pour tenter de réduire les disparités économiques et ainsi de résorber une partie des tensions indépendantistes. on assiste à des Initiatives comme le 5ème Plan Global de Développement National ("Grand Design pour le 21ème Siècle"), des investissements dans des secteurs porteurs comme le tourisme et l'industrie, la définition d'Okinawa comme zone spéciale stratégique de croissance, entre autres.²⁵⁷ En somme, Tokyo s'attaque à un des aspects motivant les mouvements indépendants, celui des tensions sur les disparités économiques entre la préfecture d'Okinawa et le reste du Japon, pour éviter d'adresser les autres problèmes, de rejet des Okinawais d'être le territoire le plus militarisé du Japon et de sentiment d'insularité identitaire.

4) Du coté japonais, la nécessité de se présenter comme un partenaire commercial et politique à Taïwan, à défaut d'un allié militaire

C'est à Taïwan que Pékin engage le plus de stratégies d'influence, et que Tokyo cherche le plus à défendre ses intérêts en se présentant comme allié à Taïwan. La constitution japonaise l'empêchant de disposer d'une armée à proprement parler et de nouer des alliances militaires, Tokyo se concentre sur la mise en place de coopération politique sur les plans nationaux et internationaux pour se rapprocher Taïwan selon ses intérêts.

²⁵³ « China tensions loom as Japan's Okinawa marks 50 years since US handover - CNN », 2022

²⁵⁴ Peter Simpson, « A Brief Overview of Okinawan Separatism », 2019

²⁵⁵ MOFA Ministry of Foreign Affairs of Japan, « Section 2 : Efforts ofr peace and stability of Japan and the international community, 1. national security initiatives », in *Diplomatic Bluebook 2021*, 2021.

²⁵⁶ Moritake Tomigawa, « Le 26e Conseil de promotion d'Okinawa La promotion d'Okinawa et de la stratégie économique de la préfecture asiatique », 2014

²⁵⁷ Moritake Tomikawa, « Okinawa's Economic Future and Asia : Looking Beyond the U.S. Military Présence », 2016

En septembre 2021, le ministre de la défense japonais Nakayama Yasuhide déclarait que « Taïwan et le Japon ne sont pas amis, nous sommes membres de la famille ». Tokyo et Taipei entreprennent de nombreuses initiatives de rapprochement bilatéral depuis quelques années, correspondant à l'ambition japonaise de jouer un rôle plus important au sein de l'ordre international libéral, et un rôle de leader dans la région indopacifique. Bien que toujours non-officiels, on a donc pu constater un approfondissement des liens entre le Japon et Taïwan depuis la dernière décennie, se traduisant par une coopération significative sur des sujets économiques et politiques. Le Japon est « officieusement » représenté par la Japan-Taïwan Exchange Association depuis 1972 à Taïwan, qui fonctionne *de facto* comme l'ambassade japonaise à Taïwan, et abrite d'ailleurs le centre culturel japonais, outil clef de la diffusion de son soft power à Taiwan. Des personnalités politiques se sont également succédées lors de visites non officielles : entre 2010 et 2016, quatre anciens premiers ministres du LPD, le parti au pouvoir, se sont rendus à Taipei. Le Premier ministre de 2000 à 2001, Mori Yoshirō s'est rendu à Taïwan en août 2020, alors en pleine pandémie, avec une délégation d'une quinzaine de législateurs pour rendre hommage à l'ancien Président Taïwanais Lee Teng-hui, décédé quelques jours plus tôt. Cette visite avait été d'ailleurs relayée par le ministère des Affaires étrangères Taïwanais, qui avait souligné les efforts de Mori, « grand ami de Taïwan » et qui aurait contribué durant son mandat de façon importante aux échanges entre Tokyo et Taipei²⁵⁸. Après l'élection de Tsai Ing-wen en 2017, Présidente taïwanaise la plus pro-Tokyo à ce jour, le Japon a envoyé son plus haut représentant depuis la rupture des relations officielles en 1972. Des visites continuent d'être régulièrement effectuées, comme au mois d'août 2022, avec la visite de deux législateurs membres du PLD et du groupe bipartisan pour l'avancement des échanges avec Taipei²⁵⁹. Si elles ne provoquent pas de réactions violentes de la part de Pékin à la hauteur de celle provoquée par la visite de Nancy Pelosi ce même mois, elle permette néanmoins à Tokyo de mettre en avant son soutien politique à Taïwan. Taïwan n'est pas inscrit dans la FOIP de Tokyo, puisque n'entretenant pas de relations officielles, mais le Japon reconnaît tout de même que Taïwan joue un rôle central dans la stratégie indopacifique du Japon ; comme précise dans le *Bluebook* de 2020, Taïwan est « un partenaire extrêmement crucial et un ami important, avec lequel [le Japon] partage des valeurs fondamentales comme la liberté, la démocratie, les droits fondamentaux de la personne et la primauté du droit »²⁶⁰. De plus en plus, le Japon met en avant

²⁵⁸ Sylvia Teng, « Former Japan prime minister to visit Taiwan and pay tribute to late president » 2020

²⁵⁹ « Two Japanese Lawmakers to Visit Taiwan | NHK WORLD-JAPAN News », 2022

²⁶⁰ MOFA Ministry of Foreign Affairs of Japan, « Diplomatic Bluebook »

la nécessité de protéger Taïwan « en tant que démocratie »²⁶¹, à défaut de pays officiellement allié, ce qui lui permet de renforcer son soft power à l'international en appuyant son intérêt de pays défendant les valeurs démocratiques et libérales (face à une Chine illibérale et autoritaire), tout en assurant sa propre sécurité²⁶². Enfin, cette coopération politique pourrait continuer de se renforcer avec le nouveau Premier ministre Kishida Fumio, qui a adopté une ligne assez dure à l'égard de Pékin dès son arrivée au pouvoir, et concentré son attention directement sur Taïwan, affirmant que le détroit de Taïwan pourrait être le « prochain problème diplomatique majeur » et que le Japon devrait chercher à engager plus de coopération avec Taïwan²⁶³. En tant que ministre des Affaires étrangères de 2012 à 2017, Kishida avait déjà adopté une position de modération et l'équilibre dans les relations du Japon avec la Chine, et était considéré comme un contrepoids face à Abe qui tentait de réchauffer les relations avec Pékin pour motif économique.

Section 5 : Un volet particulièrement stratégique pour la Chine et le Japon : l'utilisation stratégique de l'économie et des échanges commerciaux

Un aspect innovant du soft power japonais et chinois, auquel Nye n'avait pas initialement fait mention dans ses premières ébauches de sa théorie du soft power, est celui de l'économie. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le Japon a su se relever de ses cendres et devenir une puissance économique, à l'issue du « miracle économique japonais », inspirant les économies asiatiques de la région à se développer selon le modèle en vol d'oies sauvages. Quant à la Chine, elle jouit d'un immense avantage en termes d'influence grâce à sa puissance économique actuelle. En l'espace de quelques décennies, la Chine a su passer d'un pays pauvre sortant d'une guerre civile et aux capacités de production régies par un modèle communiste inefficace, à la deuxième puissance économique mondiale. De fait, l'économie garde une place importante dans le soft power chinois et japonais.

De même, la posture économique de la Chine et du Japon exerce aussi une influence à Okinawa et Taïwan. Comme vu précédemment, l'économie est l'un des axes d'actions de soft power selon Nye, et cet axe est globalement très utilisé par la Chine et le Japon qui sont des

²⁶¹ « Japanese minister says Taiwan must be protected “as a democratic country” », 2021

²⁶² Richard Lloyd Parry, Didi Tang, « Japan Pledges to Defend Taiwan If China Attacks, Says Deputy Prime Minister Taro Aso », 2021

²⁶³ Isabel Reynolds, Emi Nobuhiro, « Fumio Kishida, top contender to lead Japan, warns Taiwan is ‘next big problem’ », 2021

moteurs de l'économie régionale. Alors que les projets de développement des cinq dernières décennies ont aidé l'économie d'Okinawa, le revenu moyen d'Okinawa reste le plus bas parmi les 47 préfectures du Japon. Selon le gouverneur de la préfecture Denny Tamaki, si les terres prises par l'armée américaine étaient rendues à la préfecture pour une autre utilisation, cela produirait trois fois plus de revenus pour Okinawa²⁶⁴. Dans le contexte de ces tensions économiques propres à Okinawa ayant de potentielles importantes répercussions sur l'équilibre de la sécurité locale, le Japon et la Chine ont cherché à investir économique et renforcer la coopération avec l'archipel stratégique du Pacifique, et *in fine* leur influence localement. Okinawa a donc été intégré dans des plans de développement économique tel que la Okinawa Pacific crossroads of Asia plan (The 5th Comprehensive National Development Plan "Grand Design for the 21st Century"). Le Japon y investit massivement dans certains secteurs tels que les télécommunication, pour deux raisons principales : tout d'abord pour tenter de renverser la tendance de retard économique d'Okinawa par rapport au reste du Japon, la préfecture demeurant la plus pauvre du pays et celle avec le plus haut taux de chômage ; mais aussi afin de faire de l'archipel un hub de connexion entre le Japon et le reste de l'Asie, l'intégrant d'autant plus dans la stratégie FOIP et offrant un point de relais au Japon vers le reste de l'Asie. D'un point de vue d'ensemble, Tokyo cherche à faire d'Okinawa un hub logistique international, en investissant dans des infrastructures logistiques et faisant valoir le large cercle de villes et pays atteignables en moins de 4 heures de vol depuis Naha²⁶⁵.

Avec Taïwan, les dynamiques économiques sont plus complexes. La Chine et Taïwan sont aujourd'hui interdépendants économiquement, et ce facteur a su jouer un rôle déterminant dans le développement des relations interdétroit et dans l'exercice du soft power chinois à Taïwan²⁶⁶. La Chine et Taïwan ont vu leur économie rapidement se développer en parallèle ces 30 dernières années. A partir des années 2000, le Président Chen Shui-bian issu du DPP s'est prononcé en faveur de la normalisation des relations économiques avec la RPC : en 2001, il levait l'interdiction de 50 ans de commerce et d'investissement directs avec la RPC, alors que Pékin et Taipei intégrait l'Organisation mondiale du commerce. La Chine est le plus important partenaire commercial de Taïwan depuis 2005, prenant la place des États-Unis et du Japon. Depuis 2004, il s'agit de son plus vaste marché d'exportation, et la première destination des IDE taiwanais, depuis 2002. En 2008, le retour du KMT au pouvoir avec l'élection de Ma Ying-

²⁶⁴ Mari Yamaguchi, « Japan's Okinawa urges government to reduce China tensions », 2022

²⁶⁵ Todofukenkaikan et Hirakawa-cho Chiyoda-ku, « Okinawa Prefectural Government Tokyo Office, "Okinawa Bridging Asia" »

²⁶⁶ Jacques deLisle, *ibid*, 2010

jeu, moins favorable à l'indépendance et plus favorable aux maintiens de bonnes relations avec Pékin pour favoriser l'économie, permet de poursuivre le rapprochement économique de Taïwan, si bien qu'en 2010 est signé le ECFA, Accord-cadre de coopération économique avec pour objectif de réduire les barrières tarifaires et commerciales des deux côtés du détroit. En 2013, Pékin dévoilait 31 mesures pour promouvoir les échanges économiques avec Taïwan. Les objectifs étaient clairs : rapprocher encore l'économie taïwanaise de l'économie chinoise et accroître sa dépendance, permettre la venue de touristes chinois à Taïwan et augmenter la présence chinoise sur l'île, et faciliter l'émigration de Taïwanais en recherche d'emploi ou autres en Chine²⁶⁷. Ces mesures, parmi les premières annoncées par Xi Jinping, avaient été annoncées à l'occasion d'un forum sur le détroit de Taïwan à Xiamen. Les échanges entre Taïwan et la RPC ont totalisé 160 milliards de dollars en 2018, soit une augmentation de 13,2 % par rapport à 2017. 30 % des exportations taïwanaises vont vers la Chine et les investissements taïwanais y sont à la hausse²⁶⁸. Depuis l'élection de Tsai Ing-wen, et d'autant plus depuis la crise économique mondiale provoquée par la pandémie, Taiwan s'est rendu compte des potentiels dangers de l'interdépendance avec la Chine, et cherche à diversifier ses partenaires économiques, vers le sud de l'Asie pacifique avec la South Bound Policy notamment, et aussi vers le Japon en particulier.

Tokyo et Taipei ont de leur côté montrer une coopération économique au beau fixe, en parallèle du développement global de leurs relations. Taïwan se classe parmi les économies les plus libres et ouvertes, en adéquation avec la posture économique du Japon. Le Japon est le troisième partenaire commercial de Taïwan, représentant 10,3 % du commerce total de Taïwan, tout comme Taïwan est le troisième partenaire commercial du Japon, représentant 5,7 % du commerce total du Japon²⁶⁹. Les deux pays ont fait preuves de gestes forts pour aider l'économie de l'autre ; par exemple, lors de l'épisode des "ananas de la liberté" en 2021, les Japonais se sont mobilisés pour acheter une importante quantité de la production Taïwanaise d'ananas destinée à l'export, après que la Chine continentale a imposé un embargo à l'importation²⁷⁰. De son côté, Taipei a récemment levé l'embargo sur les exportations japonaises produites à Fukushima, en février 2022, après 11 ans de restrictions, décision grandement appréciée par Tokyo²⁷¹. Cette entraide économique est un facteur important dans

²⁶⁷ Chi-kuan Huang, « China unveils 31 measures to promote exchanges with Taiwan », 2013

²⁶⁸ Nashidil Rouiaï, Laura Margueritte, « Taïwan-Chine, une relation géopolitique complexe », 2019

²⁶⁹ MIS, Bureau of Foreign Trade, MOEA, « Taiwan-Japan Economic Relations », 2022

²⁷⁰ Cheng, Ching-Tse, "Taiwanese pineapples getting extensive media coverage in Japan", 2021

²⁷¹ Shin Kawashma, « Taiwan Finally Lifts Japan Food Import Restrictions », 2022.

l'approfondissement des relations Taïwan-Japon ; dans le cas de la levée de l'embargo des produits de Fukushima, il s'agit aussi pour Taïwan d'appuyer sa candidature au CPTPP : Le 16 septembre 2021, la Chine présentait officiellement sa candidature au CPTPP, acronyme de Comprehensive and Progressive Agreement on Trans-Pacific Partnership, connu sous le nom de Partenariat transpacifique global et progressiste en français, une semaine plus tard, le 23 septembre, Taïwan annonçait faire de même. Le CPTPP est un traité multilatéral de libre échange signés en 2016 entre les pays de part et d'autre de l'océan Pacifique, l'objectif étant de créer un accord commercial "aux hauts standards" et de faciliter les échanges et l'intégration des États des régions Asie Pacifique et Amérique. Bien que la candidature officielle de Taïwan ait eu lieu 6 jours avant la candidature chinoise, elle était nettement plus préméditée : En effet, l'intégration dans les mécanismes coopératifs est l'une des priorités de Tsai Ing-wen, et depuis son élection en 2016, Taïwan a fait savoir son intérêt pour le TPP (Trans-Pacific Partnership Agreement), ancêtre du CPTPP. Le Japon soutient fortement cette candidature dans un contexte de développement de ses relations économiques et de coopération en matière de défense avec Taipei, ainsi que pour s'assurer de garder sa place de leader au sein du CPTPP. Tokyo a notamment assisté Taïwan dans son travail d'actualisation législative pour s'aligner aux exigences du CPTPP.

Les ressources halieutiques sont aussi un enjeu important de la coopération économique, notamment puisque les îles Senkaku, revendiquées par la Chine, le Japon et Taïwan, sont justement situées sur une zone de richesse halieutique majeure. En 2013, le Japon et Taïwan parviennent à un accord sur les droits de pêche autour de la zone de Senkaku, témoin de l'amélioration des relations entre les deux partenaires, cette dispute territoriale étant l'un des dossiers les plus sensibles de la région²⁷².

Enfin, le tourisme vient concentrer un volet majeur de la coopération économique et du commerce comme outil de soft power. Okinawa est spot touristique populaire, avec 3,73 millions de visiteurs en 2020, pour 1,46 millions d'habitant²⁷³. Les touristes chinois sont en augmentation à Okinawa, 20% des touristes en 2017 étaient chinois (et 30% de Taïwan, il demeure intéressant de noter)²⁷⁴. Pour répondre à l'augmentation de la demande, des agences de tourisme sinophone se développent à Okinawa, contribuant à l'augmentation sous-jacente de la présence chinoise dans l'archipel. Les Chinois restent les premiers touristes étrangers au

²⁷² Tetsuo Kotani, « The Japan-Taiwan Fishery Agreement : Strategic Success, Tactical Failure ? », 2015

²⁷³ Todofukenkaikan et Hirakawa-cho Chiyoda-ku, « Okinawa Prefectural Government Tokyo Office »

²⁷⁴ « Okinawa Tops Hawaii as a Tourist Destination », 2018

Japon par ailleurs. Les vols internationaux à destination et en provenance de la Chine et les escales des navires de croisière devraient également augmenter. À Taïwan, les Chinois étaient les premiers voyageurs, suivit par les Japonais, avant la pandémie. L'augmentation des touristes chinois à Taïwan commencé en 2008 avec l'implémentation de la *China Open-door policy*, se traduisant par un relâchement des conditions d'entrées à Taïwan pour les chinois. En 2016, à la suite de l'élection de Tsai, cette politique a été levée²⁷⁵, n'empêchant pas quelques 2,3 millions de chinois de se rendre à Taïwan en 2018²⁷⁶. Dans l'autre sens, le Japon voit un afflux de touriste Taïwanais motivés par l'influence du soft power et de la culture japonaise. Le nombre de voyageurs taïwanais à destination du Japon est passé de 500,00 en 1995 à 1 309 847 en 2008²⁷⁷.

Un autre élément économique qui justifie la rivalité de la Chine et du Japon autour de Taïwan, est son quasi-monopole sur les semi-conducteurs : ces puces de silicium sont aujourd'hui utilisées dans tous les objets électroniques du quotidien. 63% des semiconducteurs sont produits à Taïwan, ainsi que 92% des semiconducteurs les plus avancés. En annexant Taïwan, Pékin espère aussi réannexer TSMC, l'entreprise Taïwanaise en tête de ce marché. Juste avant la visite de Nancy Pelosi, son patron Mark Liu déclarait que « personne ne peut contrôler TSMC par la force. En cas d'usage de la force militaire ou d'invasion, les installations de TSMC deviendront inopérantes », dans une interview diffusée sur CNN. Pour tenter de soumettre Taïwan dans ce domaine, Pékin a arrêté les exportations de sable naturel, un composant essentiel dans la fabrication des semi-conducteurs, pour freindre la production ; néanmoins, la Chine se fait aussi du tort car elle est dépendante des semi-conducteurs taïwanais pour ses productions, avec près de 60% de la demande en semiconducteurs issue de la Chine²⁷⁸. Le cas des semiconducteurs est un bon exemple de l'interdépendance économique sino-taïwanaise de laquelle Taipei cherche à s'éloigner. Coté japonais au contraire, le rapprochement entre Taïwan et le Japon avantage bien Tokyo : début 2022, TSMC annonçait prévoir d'étendre ses activités au Japon, avec l'ouverture d'une nouvelle usine de fabrication de puces, qui devrait être opérationnelle d'ici à la fin 2024²⁷⁹. Cette nouvelle usine appuiera une position déjà bien défendue de Tokyo en tant que puissance de l'industrie électronique.

²⁷⁵ Je-Liang Liou, Pei-Chun Hsu, et Pei-Ing Wu, « The Effect of China's Open-Door Tourism Policy on Taiwan : Promoting or Suppressing Tourism from Other Countries to Taiwan ? », 2020

²⁷⁶ Chris Horton, « With Chinese Tourism Down, Taiwan Looks to Lure Visitors From Southeast Asia », 2017

²⁷⁷ Shuling Huang, *ibid*, 2011

²⁷⁸ Yimou Lee, Norihiko Shirouzu, et David League, « Taiwan Chip Industry Emerges as Battlefield in U.S.-China Showdown », 2021

²⁷⁹ Reuters, « TSMC to expand new Japan chip factory, Denso takes stake », 2022

En somme, la coopération économique et le commerce sont des facteurs de soft power important pour la Chine et le Japon sur Taïwan et Okinawa. En investissant, échangeant commercialement, ou promouvant des actes de coopération économique, Tokyo et Pékin peuvent parvenir à infléchir des rapprochements ou tensions à ces territoires stratégiques.

CHAPITRE 3 : Les conséquences du déploiement des stratégies d'influence et de soft power

En somme, les stratégies d'influence, de diplomatie publique et de soft power japonaise et chinoise ont un impact sur l'évolution de leur relation avec les territoires clés de Taïwan et Okinawa. Il s'agit donc d'étudier ces conséquences pour chacun de ces acteurs, ainsi que les évolutions qu'elles provoquent dans le contexte de la rivalité sino-japonaise, et globalement de leur course au leadership de la région indopacifique.

Section 1 : À Taïwan et Okinawa, des succès relatifs des stratégies d'influence chinoise et japonais

Dans un premier temps, on peut s'intéresser à l'impact des stratégies chinoises et japonaises au sein des pays cibles.

À Taïwan, les stratégies d'influence de la Chine permettent de donner un relais d'expression à l'opposition politique au pouvoir actuel. Si l'APL dispose du Bureau des affaires taiwanaises depuis la fin des années 1980, Pékin a intensifié ses investissements en influence à Taïwan depuis l'arrivée au pouvoir du DPP en 2000. D'un côté, les mesures d'influence chinoises provoquent de la déstabilisation politique à Taïwan, mais la compétition de la Chine et du Japon en influence permet à Taïwan de recueillir une importante quantité d'investissements. Néanmoins, ces investissements sont stratégiques, et Pékin tente généralement de viser des entreprises pouvant nuire au régime taiwanais, comme des médias, ou des entreprises favorisant la Chine, comme des entreprises importatrices des matières premières du continent. En conséquent, Taïwan a pris une mesure en 2020 pour tenter de se

protéger de ce volet d'influence chinois, en ayant interdit les investissements de la part d'entreprise appartenant au CPP ou à l'armée chinoise, et en limitant les investissements chinois dans les secteurs non sensibles, comme le commerce de détail et de gros. Cette mesure avait d'ailleurs été inspirée par une mesure prise quelques mois plus tôt par le Japon et les États-Unis. De 1952 à 2020, les IDE japonais ont atteint un montant de 48,7 milliards de dollars à Taiwan, et la coopération économique entre les deux États insulaires laisse entrevoir de belles perspectives. Cette compétition entre la Chine et le Japon de soft power sur Taiwan lui permettra potentiellement réduire son interdépendance économique à la Chine en développant des liens économiques avec le Japon ; l'épisode des « ananas de la liberté » a d'ailleurs confirmé à Taipei comment Tokyo pouvait constituer un potentiel substitut économique à Pékin. Taiwan gagne aussi une certaine visibilité sur la scène internationale, et parvient à se présenter comme une « victime » des tentatives d'impérialisme chinois dans les médias occidentaux ; en effet, entre sa gestion autoritaire de la pandémie de covid-19, la réintégration forcée de Hong Kong, les scandales des violations des droits de l'homme dans le Xinjiang et au Tibet, Pékin jouit d'une mauvaise image à l'Occident, permettant à Taipei d'en prendre le contrepied et de faire valoriser son statut d'État démocratique menacé par le régime autoritaire communiste voisin auprès des opinions occidentales, plus enclin à défendre une démocratie de toute façon. Enfin, en étant intégré indirectement dans les projections japonaises pour l'Indopacifique, et surtout puisque Tokyo perçoit une attaque sur Taiwan comme une menace directe à sa propre sécurité, Taiwan gagne un soutien fondamental dans le contexte des tensions grandissantes vis-à-vis de la Chine continentale, ainsi qu'une défense assurée des États-Unis. La Chine n'est pas parvenue à mobiliser les Taiwanais contre le PDP, le parti au pouvoir à Taïwan ; au contraire, la méfiance vis-à-vis de la Chine n'a fait qu'augmenter ces dernières années de l'autre côté du détroit, et le KMT, parti traditionnellement le plus favorable à Pékin, en terme commerciaux en particulier, perd en importance, au profit de plus petits partis politiques ; la présidente Tsai demeure très populaire et ses politiques validées par la population, même aujourd'hui où les tensions au niveau de détroit sont à leur niveau le plus élevé. Globalement, les stratégies d'influence chinoises ont eu l'inverse de l'effet escomptés à Taiwan²⁸⁰. Au contraire même, puisqu'elles ont provoqué la prise d'une série de mesures par le gouvernement taiwanais pour lutter contre ces tentatives d'ingérence, et ont contribué à un rapprochement avec le Japon, et les États-Unis.

²⁸⁰ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, IRSEM, IBID, 2021

Du côté d'Okinawa, la compétition d'influence entre la Chine et le Japon lui permet aussi de tirer quelques bénéfices. La région bénéficie d'une quantité grandissante d'investissement étrangers et du Japon, avec la création de zone économique spéciale entre autres ; la préfecture entend ainsi rattraper son retard économique. Les interventions d'influence chinoises donnent aussi un relais à voix contestataires à Okinawa, opposées aux bases militaires américaines et en faveur de, sinon l'indépendance de la préfecture, l'autodétermination et plus d'autonomie.

Section 2 : Dans le cadre du leadership dans l'indopacifique, une compétition toujours évidente

Cette compétition d'influence entre la Chine et le Japon à Taiwan et Okinawa a enfin des implications dans le contexte global de rivalité entre Tokyo et Pékin. Il y a encore 10 ans, les questions de soft power étaient loin d'être aussi présentes dans le panorama des relations de rivalité Chine-Japon, comme en témoignait le conflit autour des îles Senkaku / Diàoyú marqué par des intrusions militaires et disputes entre garde-côtes ; aujourd'hui le conflit entre les deux puissances s'exprime à coup de diplomatie publiques et de mesures pour influencer ses partenaires, ou ennemis. Les mesures appliquées par la Chine à Taiwan et Okinawa répondent en quelques sortes à une logique de cheval de Troie, postulant qu'il est plus simple d'obtenir de l'influence sur un territoire en infiltrant ses réseaux de l'intérieur, en particulier par le biais de sa politique, économie, culture et société civile. Le Japon au contraire, met en avant son soft power et sa diplomatie publique, car en plus de l'influence à Taiwan et à Okinawa, il espère gagner en visibilité et crédibilité sur le devant de la scène internationale et auprès des organisations multilatérales également.

L'implémentation de ces stratégies permet à la Chine de faire valoir les capacités d'infiltration et d'influence de son armée de libération populaire, en particulier dans la région. De cette expérience des dix dernières années à Taiwan et Okinawa, la Chine a compris qu'elle avait plutôt intérêt à prendre le parti d'être crainte que d'être aimée, et de tenter d'influencer non pas grâce à l'admiration, mais par la contrainte. Sans renoncer totalement à l'optique de séduire, comme ces investissements économiques, ou tentatives de formation des élites d'autres pays dans ses universités et valorisation de sa diaspora, entre autres, le laissent voir, on perçoit clairement que la Chine poursuit un processus de russianisation de ses méthodes d'influence,

bien illustrés dans les cas de Taiwan et Okinawa. Si les cas de Taiwan et Okinawa ne sont pas ceux rencontrant le plus de succès, en changeant de perspective, on peut constater que puisque ces opérations d'influence sont appliquées à dans le monde, il y a certainement des territoires qui y sont bien plus réceptifs et auxquels le Japon devrait se soucier, en particulier dans la zone indopacifique que Tokyo cherche à faire prévaloir son leadership.

Du côté de Tokyo, ces opérations rivales à Taiwan et Okinawa lui permettent de mettre en valeur sa diplomatie publique et son soft power, en particulier à Taiwan qui est particulièrement poreux de ses éléments. Se sentant depuis longtemps menacé par la Chine, Tokyo parvient ainsi à se trouver un potentiel partenaire d'opposition à la Chine avec Taiwan, ainsi qu'une justification du maintien des bases militaires états-uniennes à Okinawa, les États-Unis étant de plus en plus impliqué militairement dans le maintien de la stabilité autour du détroit et de la défense de Taiwan ; pour défendre ses intérêts économiques, faire valoir son importance au maintien des valeurs démocratiques et du dissentiment vis-à-vis de Pékin. Les stratégies implantées par Tokyo dans le contexte de cette rivalité d'influence permettre de mettre en avant comment le Japon se maintient comme puissance symbolique, des plus performants en matière de soft power. Si Tokyo espère que l'influence positive dont il jouit à Taiwan pourrait se transposer dans les autres pays de la région, il faudrait avant cela qu'il fasse acte de réconciliation sur son passé impérialiste, pour tenter de gagner des points dans la bataille d'influence globale contre la Chine dans l'Indopacifique. Avec la FOIP et ses stratégies d'influence, Tokyo entend bien essayer de contrebalancer la Chine, ses stratégies d'influences et la BRI, afin de provoquer un changement dans l'équilibre de la puissance global. Tokyo parvient à promouvoir le modèle d'ordre international reposant sur le droit, alors que la Chine continue à tenter de gagner en influence avec sa stratégie de faire craindre plutôt que de séduire à Taiwan et Okinawa.

En somme, les actions d'influence, de diplomatie publique et de soft power à Taiwan et Okinawa permettent de proposer un nouveau volet de rivalité à la Chine et le Japon ; la compétition sur ces territoires a néanmoins l'avantage d'éloigner les tensions de points qui pourraient plus aisément mener à un conflit armé, comme autour des îles Senkaku / Diàoyú, ou de points qui les impacterai plus directement, comme une potentielle guerre économique ou conflit frontale sur la question de l'appréhension japonaise des mémoires de guerre. Finalement, la compétition de politique d'influence et de soft power entre le Japon et la Chine à Taiwan et Okinawa, sert de catalyseur de tensions dans le cadre de leur rivalité.

Conclusion

Les événements de l'été 2022 dans le détroit de Taiwan, à l'origine de pics de démonstration d'agressivité dans la région, sont venus confirmer à quel point l'Indopacifique est l'un des centres névralgiques des tensions en relations internationales actuellement, en particulier autour de Taiwan, qui a été le centre de gravité de ces différents épisodes de tensions. Ces épisodes ont eu lieu suites à des événements issue de la diplomatie publique des États-Unis et du Japon, c'est-à-dire la visite de délégations de représentants officiels. Après la visite à Taiwan début août de Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des représentants États-uniens, cinq missiles chinois ont atterri dans les eaux au sud-ouest de l'île Hateruma faisant partie de la préfecture d'Okinawa ; en parallèle, Pékin continuait ses intrusions dans l'ADIZ taiwanais, alors que les États-Unis envoyaient à la fin du mois deux navires de guerre dans le détroit. Ces interventions de hard power centrées autour les territoires de Taiwan et Okinawa confirment leur position de zone stratégique dans le cadre des enjeux géopolitiques actuels. Si elles sont en augmentation, en termes de fréquence comme d'importance des moyens mobilisées, ces incursions militaires succèdent à des dizaines d'autres intrusions que l'on a pu observer dans le détroit depuis quelques années. Malgré ces démonstrations de force, l'équilibre de la puissance dans la région ne bouge pas, et ne semble pas prêt à changer. Si la guerre en Ukraine provoquée par la Russie a engrangé un important déséquilibre international, un conflit armé direct entre la Chine d'un côté, et Taiwan, soutenu directement par les États-Unis et le Japon de l'autre, demeure peu probable. Taiwan n'est pas l'Ukraine, les enjeux y sont différents, les risques également. En plus de démontrer à quel point Taiwan et Okinawa sont des points stratégiques, ces interventions, et surtout l'absence de changement dans l'équilibre de la puissance des suites à ces celles-ci, démontrent les limites des interventions de hard power, et justifie les interventions d'influence, par déploiement de soft power, de diplomatie publique et d'ingérence interne engagée par Tokyo et Pékin. La distinction normative entre la diplomatie d'influence et la diplomatie de la canonnière a longtemps fait croire que l'un pouvait se substituer à l'autre, alors qu'en réalité ils sont bien complémentaires. C'est à chaque État de faire son arbitrage

entre quel type de diplomatie engager à quel moment et sur quel territoire ; le Japon, dont la diplomatie de la canonnière est limitée, a évidemment fait le choix de développer sa diplomatie d'influence à Taiwan et Okinawa.

En analysant la situation sur une échelle temporaire plus large, on constate que ce sont ces stratégies d'influence qui ont permis de faire bouger la situation sur les territoires-cibles de Taiwan et Okinawa, et de faire évoluer les positions des rivaux japonais et chinois. En plus de l'importance confirmée de ces territoires, cette étude nous permet aussi de voir que les stratégies chinoises et japonaises du soft power dépassent les limites de la définition établie par Nye, pour se présenter comme des stratégies plus complètes et multidimensionnelle de l'influence. En utilisant des outils tel que l'éducation, la pénétration politique, les réseaux sociaux, l'ingérence interne, les diasporas, l'histoire, les mémoires, la langue, ou encore la culture, le Japon et la Chine sont parvenues à développer des stratégies permettant des inflexions concrètes sur le comportement des populations issues de ces territoires, en espérant *in fine* provoquer des modifications dans la prise de décisions de leurs décideurs politiques. L'objectif final étant d'influencer les capacités de prise de décision du côté japonais et chinois. Entre le rapprochement du Japon et Taiwan, l'augmentation des investissements à Okinawa, le développement des méthodes d'ingérence chinoises, les stratégies de soft power, de diplomatie publique et d'ingérence de la Chine et du Japon ont su y montrer des résultats concrets et à long terme là où le hard power n'a eu que des effets limités, épisodiques et à court terme.

Au travers de ses stratégies d'influence, de diplomatie publique et de soft power, le Japon a pu faire des avancées concrètes dans sa course au leadership. Ces initiatives lui ont notamment permis de devenir le partenaire de choix de Taiwan, de s'engager dans un processus d'investissement et de valorisation du territoire « clef de voute » du Pacifique qu'est Okinawa, et de faire valoir sur le devant de la scène internationale et dans les enceintes multilatérales son attachement aux valeurs libérales et démocratiques, correspondant à ses deux ambitions géopolitiques principales d'assumer un plus grand rôle au sein de la communauté internationale et d'être perçu comme une nation proactive dans la recherche et la construction de la paix. En ce sens, les cas de Taiwan et Okinawa dans l'étude des stratégies d'influence du Japon permet de valider que les stratégies d'influence et de diplomatie publique japonaises lui ont permis d'y renforcer son leadership.

Il demeure néanmoins essentiel de contextualiser les succès de ces stratégies d'influence. Si ces méthodes prouvent leur efficacité pour le Japon à Taiwan et Okinawa, ce constat n'est pas forcément transférable au reste de la zone Indopacifique. De fait, si le soft power japonais

s'exporte bien, son influence et diplomatie publique n'ont pas le même écho dans le reste des pays de l'Asie Pacifique, où son passé de pays colonisateur continue à ternir son image. Tant que le Japon n'aura pas abordé ce souci de manière concrète, et fournit un effort de mémoire à ce propos, il ne parviendra pas à surmonter cette image négative qui ternit ses efforts de diplomatie publique. Dans le sens où Taiwan ne souffre pas de ce passé colonial de la sorte, l'île est le territoire-cible idéal pour les initiatives d'influence japonaise. Similairement, la Chine a connu quelques relatifs succès en termes d'influence sur ces territoires cibles, mais des limites sont rapidement apparues. Nous avons pu constater que la Chine diffuse un soft power 'négatif' et menaçant, qui présente des limites pour agir sur Taiwan et Okinawa, mais cela n'empêche pas des pays de la zone Indopacifique de préférer de loin la Chine au Japon, ces pays ayant globalement plus d'intérêt à se rallier à la Chine par priorité économique. Par exemple, lors de la candidature de la Chine au CPTPP, Singapour et la Malaisie lui ont donné leur soutien, valorisant le partenaire économique avant toute chose. Si le leadership japonais a effectivement été renforcé à Taiwan et Okinawa grâce à ses stratégies de diplomatie publique et d'influence, ce résultat n'est pas transférable aussi simplement dans le reste de la zone Indopacifique ; la présence et influence chinoise y demeure massive, des éléments tels que ceux issus du passé continuent d'y limiter l'implantation de stratégies d'influence et de diplomatie publique japonais, et d'importants efforts et investissements dans la FOIP et les différents volets du soft power et de l'influence nipponne seront nécessaires pour que le Japon puisse espérer y renforcer son leadership.

Bibliographie

Article de colloque :

Trent, Mercedes. 2020. « Over the Line: The Implications of China's ADIZ Intrusions in Northeast Asia ». Over the Line. Federation of American Scientists.

<https://www.jstor.org/stable/resrep26130.8>.

Article de journal :

Nakamura, Toshiya. 2013. « Japan's New Public Diplomacy : Coolness in Foreign Policy Objectives ». In . <https://doi.org/10.18999/STUMS.5.1>.

« Chinese Became Largest Foreign Community in Okinawa in 2018, Excluding U.S. Military Personnel ». *The Japan Times*, 23 août 2019.

<https://www.japantimes.co.jp/news/2019/08/23/national/chinese-largest-group-okinawa-2018/>.

Beijing, Richard Lloyd Parry, Tokyo | Didi Tang. s. d. « Japan Pledges to Defend Taiwan If China Attacks, Says Deputy Prime Minister Taro Aso », sect. world. Consulté le 9 août 2022.

<https://www.thetimes.co.uk/article/japan-would-defend-taiwan-if-china-invaded-says-deputy-pm-l7dnhdfn0>.

Coyner, Tom. 2020. « A Tale of Two Ex-Colonies: Korea and Taiwan ». *Asia Times*, 16 mars 2020. <https://asiatimes.com/2020/03/a-tale-of-two-colonies-korea-and-taiwan/>.

France-Presse, Agence. 2022. « Taiwan Scrambles Jets after China Makes Largest Incursion into Air Defence Zone since January ». *The Guardian*, 31 mai 2022, sect. World news.

<https://www.theguardian.com/world/2022/may/31/taiwan-scrambles-jets-after-china-makes-largest-incursion-into-air-defence-zone-since-january>.

- Hardy-Chartrand, Benoit. 2022. « International: La renaissance du Japon en Indo-Pacifique ». *La Presse*, 13 février 2022, sect. Contexte. <https://www.lapresse.ca/contexte/2022-02-13/international/la-renaissance-du-japon-en-indo-pacifique.php>.
- Huang, Chi-kuan. 2013. « China unveils 31 measures to promote exchanges with Taiwan ». *ROC Central News Agency*, 16 juin 2013. <https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/taiwan/2013/taiwan-130616-cna01.htm>.
- Kawashma, Shin. 2022. « Taiwan Finally Lifts Japan Food Import Restrictions ». *The Diplomat*, 8 mars 2022. <https://thediplomat.com/2022/03/taiwan-finally-lifts-japan-food-import-restrictions/>.
- Leblanc, Claude. 2020. « «Taïwan apparaît aujourd’hui comme le défenseur de la démocratie. Et cela mérite d’être soutenu» ». *l’Opinion*, 10 mai 2020, sect. International. <https://www.lopinion.fr/international/taiwan-apparait-aujourd'hui-comme-le-defenseur-de-la-democratie-et-cela-merite-detre-soutenu>.
- Leplatre, Simon. 2022. « En trois jours d’exercices, la Chine menace Taïwan, sans vraiment changer le statu quo ». *Le Monde.fr*, 8 août 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/08/en-trois-jours-d-exercices-la-chine-menace-taiwan-sans-vraiment-changer-le-statu-quo_6137491_3210.html.
- Li, Yun. 2021. « China’s Defense Expenditure Hike Is for Own Security and World Peace ». *CGTN*, 8 mars 2021. <https://news.cgtn.com/news/2021-03-08/China-s-defense-expenditure-hike-is-for-own-security-and-world-peace-YsCbAuJn0I/index.html>.
- Pluyette, Cyrille. 2018. « Alice Ekman : «Le soft power chinois se durcit» ». *Le Figaro*, 10 janvier 2018. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/01/10/01003-20180110ARTFIG00324-alice-ekman-le-soft-power-chinois-se-durcit.php>.
- Reuters. 2021. « Japan Deputy PM Comment on Defending Taiwan If Invaded Angers China ». *Reuters*, 6 juillet 2021, sect. Asia Pacific. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/japans-aso-peaceful-solution-desirable-any-taiwan-contingency-2021-07-06/>.
- Strong, Matthew. 2021. « Taiwan most democratic country in East Asia: The Economist | Taiwan News | 2021-02-03 14:49:00 ». *Taiwan News*, 3 février 2021. <https://www.taiwannews.com.tw/en/news/4118874>.
- Thim, Michal, et Misato Matsuoka. 2014. « The Odd Couple: Japan & Taiwan’s Unlikely Friendship – The Diplomat ». *The Diplomat*, 15 mai 2014. <https://thediplomat.com/2014/05/the-odd-couple-japan-taiwans-unlikely-friendship/>.

Twitter. 2017. « Taiwan Finds a Lot to like about Its Former Colonizer, Japan ». *Los Angeles Times*, 6 novembre 2017, sect. World & Nation. <https://www.latimes.com/world/asia/la-fg-taiwan-japan-20171106-story.html>.

The Taiwan Gazette. s. d. « Exhibiting “Taiwan History”: An Interview with Lung-Chih Chang (Part 2) ». Consulté le 6 août 2022. <https://www.taiwangazette.org/news/2022/01/22/exhibiting-taiwan-history-an-interview-with-chang-lung-chih>.

The Taiwan Gazette. s. d. « Historicizing “Taiwan History”: An Interview with Lung-Chih Chang (Part 1) ». Consulté le 6 août 2022. <https://www.taiwangazette.org/news/2021/11/09/historicizing-taiwanese-history-an-interview-with-lung-chih-chang>.

« Over 70 Countries Incorporate Chinese into National Education Systems ». s. d. Consulté le 8 août 2022. <https://news.cgtn.com/news/2020-12-16/Over-70-countries-incorporate-Chinese-into-national-education-systems-WgFixEeAMw/index.html>.

The Diplomat. 2018. « Futenma: ‘The Most Dangerous Base in the World’ », 30 décembre 2018. <https://thediplomat.com/2018/03/futenma-the-most-dangerous-base-in-the-world/>.

Le Monde.fr. 2019. « Avant la présidentielle, Taïwan se dote d’une loi « anti-infiltrations » visant Pékin », 31 décembre 2019. https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/31/avant-la-presidentielle-taiwan-se-dote-d-une-loi-anti-infiltrations-visant-pekine_6024489_3210.html.

Mainichi Daily News. 2020. « Chinese Gov’t Gives Japan 12,500 Coronavirus Test Kits for Free », 26 février 2020. <https://mainichi.jp/english/articles/20200226/p2a/00m/0na/006000c>.

The Japan Times. 2021. « Japan Backs Taiwan’s Attendance at WHO Annual Meeting », 11 mai 2021. <https://www.japantimes.co.jp/news/2021/05/11/national/taiwan-who-meeting/>.

BBC News. 2021. « China-Taiwan Tensions: Xi Jinping Says “reunification” Must Be Fulfilled », 9 octobre 2021, sect. China. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-58854081>.

Radio Taiwan International. 2022. « Le Parlement européen appelle à plus de coopération avec Taïwan pour lutter contre l’ingérence étrangère et la désinformation », 10 mars 2022. <https://fr.rti.org.tw/news/view/id/96057>.

The Diplomat. 2022. « 50 Years After US Occupation, Okinawa Continues to Resist Military Bases », 24 mai 2022. <https://thediplomat.com/2022/05/50-years-after-us-occupation-okinawa-continues-to-resist-military-bases/>.

Article de magazine :

- McGray`Douglas. 2002. « Japan's Gross National Cool ». *Foreign Policy*, 1 mai 2002.
<https://foreignpolicy.com/2009/11/11/japans-gross-national-cool/>.
- Schaëffner, Yves. s. d. « A message from Confucius ». *The Economist*. Consulté le 10 août 2022.
<https://www.economist.com/special-report/2009/10/24/a-message-from-confucius>.
- Telepon. 2013. « Et 10% de plus pour le budget de l'armée populaire de libération chinoise... : Lignes de défense ». *Ouest France*, 6 mars 2013. <https://telepon.cyou/id-http-lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2013/03/05/et-10-de-plus-pour-le-budget-de-l-armee-populaire-de-liberat.html>.
- Article de revue :**
- Amae), 天江喜久 (Yoshihisa. 2022. « ポストコロニアル台湾の「親日言説」と帝国の記憶の再生 – 主体性と共犯性のはざままで [Le “discours pro-japonais” post-colonial de Taiwan et la renaissance de la mémoire de l'empire - entre le principe et la complicité] ». *한림일본학* 40 (0): 3967.
- Auslin, Michael. 2016. « Japan's New Realism: Abe Gets Tough ». *Foreign Affairs* 95 (2): 12534.
- Batten, Bruce. 1999. « Frontiers and Boundaries of Pre-Modern Japan ». *Journal of Historical Geography* 25 (2): 16682. <https://doi.org/10.1006/jhge.1999.0112>.
- Beauchamp-Mustafaga, Nathan, et Michael S Chase. s. d. « Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations », 121.
- Chanlett-Avery, Emma, Christopher T Mann, et Joshua A Williams. s. d. « U.S. Military Presence on Okinawa and Realignment to Guam », 3.
- Charon, Paul. 2021. « Maîtriser le récit : l'enjeu de la guerre informationnelle chinoise – Areion24.news ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, août.
<https://www.areion24.news/2021/08/12/maitriser-le-recit-lenjeu-de-la-guerre-informationnelle-chinoise/>.
- Charon, Paul. 2021. « Maîtriser le récit : l'enjeu de la guerre informationnelle chinoise ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, septembre.
<https://www.areion24.news/2021/08/12/maitriser-le-recit-lenjeu-de-la-guerre-informationnelle-chinoise/>.
- Clark, Hugh R. 2009. « Frontier Discourse and China's Maritime Frontier: China's Frontiers and the Encounter with the Sea through Early Imperial History ». *Journal of World History* 20 (1): 133.

- Corcuff, Stéphane. 2020. « Le pivot taïwanais ou la démocratie comme frontière géopolitique ». *Diplomatie Magazine*, n° 113 (février). <https://www.areion24.news/produit/diplomatie-n-113/>.
- Courmont, Barthélémy, Eric Mottet, et Frédéric Lasserre. 2022. « Les soft powers asiatiques ». *Diplomatie Magazine*, janvier. <https://www.areion24.news/2022/01/17/les-soft-powers-asiatiques/3/>.
- David, McNeill. 2015. « Nippon Kaigi and the Radical Conservative Project to Take Back Japan ». *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus* 13 (50). <https://apjpf.org/-David-McNeill/4409>.
- Deacon, Chris. 2021. « (Re)Producing the ‘History Problem’: Memory, Identity and the Japan-South Korea Trade Dispute ». *The Pacific Review*, mars, 132. <https://doi.org/10.1080/09512748.2021.1897652>.
- deLisle, Jacques. 2010. « Soft Power in a Hard Place: China, Taiwan, Cross-Strait Relations and U.S. Policy ». *Orbis* 54 (4): 493524. <https://doi.org/10.1016/j.orbis.2010.07.002>.
- Erickson, Andrew S., et Joel Wuthnow. 2016. « Barriers, Springboards and Benchmarks: China Conceptualizes the Pacific “Island Chains” ». *The China Quarterly* 225 (mars): 122. <https://doi.org/10.1017/S0305741016000011>.
- Eudeline, Hugues. 2022. « Vers une défense active de Taïwan pour contrecarrer une agression de la Chine populaire ? » *Magazine Diplomatie*, mars. <https://www.areion24.news/2022/03/30/vers-une-defense-active-de-taiwan-pour-contrecarrer-une-agression-de-la-chine-populaire/>.
- Fallon, Tracey, et Nicholas Ross Smith. 2021. « How the CCP Uses History ». *The Diplomat*, juillet. <https://thediplomat.com/2021/07/how-the-ccp-uses-history/>.
- Gagné, Danny. 2021. « La Fifty Cent Army chinoise à l’assaut du web ? », juillet. <https://www.areion24.news/2021/07/15/la-fifty-cent-army-chinoise-a-lassaut-du-web%e2%80%89/>.
- Gallarotti, Giulio M. 2011. « Soft Power: What It Is, Why It’s Important, and the Conditions for Its Effective Use ». *Journal of Political Power* 4 (1): 2547. <https://doi.org/10.1080/2158379X.2011.557886>.
- Garver, John W., et Fei-Ling Wang. 2010. « China’s Anti-encirclement Struggle ». *Asian Security* 6 (3): 23861. <https://doi.org/10.1080/14799855.2010.507412>.
- Gilboa, Eytan. 2000. « Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework ». *Communication Theory* 10 (3): 275309. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2885.2000.tb00193.x>.
- Gill, Bates, et Yanzhong Huang. 2006. « Sources and Limits of Chinese ‘Soft Power’ ». *Survival*, juillet. <https://doi.org/10.1080/00396330600765377>.

- Gries, Peter, et Tao Wang. 2020. « Taiwan's perilous futures: Chinese Nationalism, the 2020 Presidential Elections, and U.S.-China Tensions Spell Trouble for Cross-strait Relations ». *World Affairs* 183 (1): 4061. <https://doi.org/10.1177/0043820020907673>.
- Hagstrom, Linus. 2008. « Sino-Japanese Relations ». *International Journal* 64: 223.
- Hanck, Sophie. 2021. « À l'ère de la Covid-19, l'affirmation de la diplomatie chinoise des « loups guerriers » ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, juillet. <https://www.arenion24.news/2021/07/29/a-lere-de-la-covid-19-laffirmation-de-la-diplomatie-chinoise-des-loups-guerriers/>.
- He, Kai, et Mingjiang Li. 2020. « Understanding the dynamics of the Indo-Pacific: US–China strategic competition, regional actors, and beyond ». *International Affairs* 96 (janvier): 17. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz242/>.
- Heng, Yee-Kuang. 2010. « Mirror, Mirror on the Wall, Who Is the Softest of Them All? Evaluating Japanese and Chinese Strategies in the “soft” Power Competition Era ». *International Relations of the Asia-Pacific* 10 (2): 275304. <https://doi.org/10.1093/irap/lcp023>.
- Hsiao, Russel. 2019. « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Japan ». *China Brief Volume*, The Jamestown foundation, 19 (12). <https://jamestown.org/program/a-preliminary-survey-of-ccp-influence-operations-in-japan/>.
- Huang, Shuling. 2011. « Nation-branding and transnational consumption: Japan-mania and the Korean wave in Taiwan ». *Media, Culture & Society* 33 (1): 318. <https://doi.org/10.1177/0163443710379670>.
- Hughes, Alice C., Alex M. Lechner, Alexander Chitov, Alexander Horstmann, Amy Hinsley, Angela Tritto, Anthony Chariton, et al. 2020. « Horizon Scan of the Belt and Road Initiative ». *Trends in Ecology & Evolution* 35 (7): 58393. <https://doi.org/10.1016/j.tree.2020.02.005>.
- Institut Français des Relations Internationales (IFRI),. 2019. « Indo-Pacifique: un concept flottant ? », *Politique étrangère*, Politique étrangère, 84 (3).
- Iwabuchi, Koichi. 2015. « Pop-Culture Diplomacy in Japan: Soft Power, Nation Branding and the Question of ‘International Cultural Exchange’ ». *International Journal of Cultural Policy* 21 (4): 41932. <https://doi.org/10.1080/10286632.2015.1042469>.
- Jakimów, Małgorzata. 2019. « Desecuritisation as a Soft Power Strategy: The Belt and Road Initiative, European Fragmentation and China's Normative Influence in Central-Eastern Europe ». *Asia Europe Journal* 17 (4): 36985. <https://doi.org/10.1007/s10308-019-00561-3>.

- Jaw-Nian, Huang. 2017. « The China Factor in Taiwan's Media ». *China Perspectives* 2017 (3): 2736. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.7388>.
- Keener, Joe. 2015. « Shakespeare, Manga and the Pilfering of Japan's Soft Power ». *Studies in Comics* 6 (1): 4359. https://doi.org/10.1386/stic.6.1.43_1.
- KRISTOF, LADIS K. D. 1959. « The Nature of Frontiers and Boundaries ». *Annals of the Association of American Geographers* 49 (3): 26982. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.1959.tb01613.x>.
- Lee, Hae-In, et Ben Dedominicis. 2017. « The Results of a "Fighting Politician"?: Prime Minister Shinzo Abe's Strengthened Political Leadership and Changes in Japanese National Security Policy ». *Organizational Cultures An International Journal* 17 (septembre). <https://doi.org/10.18848/2327-8013/CGP/v17i03/1-25>.
- Lee, Lavina, et John Lee. 2016. « Japan–India Cooperation and Abe's Democratic Security Diamond: Possibilities, Limitations and the View from Southeast Asia ». *Contemporary Southeast Asia* 38 (2): 284308.
- Lee, Shane. s. d. « A New Interpretation of "Soft Power" for Taiwan », 23.
- Lee, Shane. 2005. « A New Interpretation of "Soft Power" for Taiwan ». *Taiwan International Studies Quarterly* Vol. 1 (2,): 23.
- Leung, Edwin Pak-Wah. 1983. « The Quasi-War in East Asia: Japan's Expedition to Taiwan and the Ryūkyū Controversy ». *Modern Asian Studies* 17 (2): 25781. <https://doi.org/10.1017/S0026749X00015638>.
- Li, Xiaojun, et Adam Y Liu. 2019. « Business as Usual? Economic Responses to Political Tensions between China and Japan ». *International Relations of the Asia-Pacific* 19 (2): 21336. <https://doi.org/10.1093/irap/lcx020>.
- Lim, Yves-Heng. 2009. « Alan M. Wachman, Why Taiwan? Geostrategic Rationales for China's Territorial Integrity: Stanford, Stanford University Press, 2007, 272 pp. » *China Perspectives* 2009 (2): 12930. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.4828>.
- Luo, Huanxin. 2019. « Territorial Status and Self-Determination of the Ryukyu Islands ». *China Oceans Law Review* 2019 (2): 2871.
- Man-houng, Lin. 2006. « The Ryukyus and Taiwan in the East Asian Seas: A Longue Duree Perspective ». *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus* 4 (10).
- McNamara, Dennis L. 1986. « Comparative Colonial Response: Korea and Taiwan ». *Korean Studies* 10: 5468.
- McNeill, David. s. d. « Nippon Kaigi and the Radical Conservative Project to Take Back Japan », 5.

- Medcalf, Rory. 2019. « Indo-Pacific Visions: Giving Solidarity a Chance ». *Asia Policy* 14 (3): 7996.
- Michelin, Franck. 2020. « Géopolitique du Japon du XXI^e siècle face aux cicatrices de l'Histoire ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, août. <https://www.arei24.news/2020/08/20/geopolitique-du-japon-du-xxie-siecle-face-aux-cicatrices-de-lhistoire/>.
- Noesselt, Nele. 2022. « Strategy Adjustments of the United States and the European Union Vis-à-Vis China: Democratic Global Power Identities and Fluid Polygonal Relations ». *Journal of Chinese Political Science* 27 (3): 51941. <https://doi.org/10.1007/s11366-022-09794-3>.
- Nye, Joseph S. 2008. « Public Diplomacy and Soft Power ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616: 94109.
- Pajon, Céline. 2019. « Le Japon : un acteur majeur à l'ère de la rivalité sino-américaine ? » *Magazine Diplomatie*, mai. <https://www.arei24.news/2019/05/06/le-japon-un-acteur-majeur-a-lere-de-la-rivalite-sino-americaaine/>.
- Péron-Doise, Marianne. 2019. « La politique maritime de l'Inde : consolider son identité indo-pacifique ». *Herodote* 173 (2): 12136.
- Peron-Doise, Marianne. 2020. « Le Japon de l'ère Reiwa, une puissance militaire indo-pacifique de premier plan ». *Géopolitique du Japon*, Les Grands Dossiers de Diplomatie, n°56. <https://www.arei24.news/2020/07/16/le-japon-de-lere-reiwa-une-puissance-militaire-indo-pacifique-de-premier-plan/>.
- Pezeu-Massabuau, Jacques. 1969. « Hokkaidô. Etude de géographie humaine d'une région japonaise ». *Géocarrefour* 44 (3): 281319. <https://doi.org/10.3406/geoca.1969.2646>.
- Rabson, Steve. 1996. « Assimilation Policy in Okinawa: Promotion, Resistance, and "Reconstruction" », n° 8 (octobre).
- Saeki, Chizuru. 2012. « The Perry Centennial of 1953 in Okinawa: U.S. Cultural Policy in Cold War Okinawa ». *Journal of International and Area Studies* 19 (2): 1327.
- Sheldon-Duplaix, Alexandre. 2019. « Les enjeux stratégiques de l'Indopacifique ». *Strategie* 123 (3): 15963.
- Susumu, Takahashi. 2005. « Le Japon dans l'ordre mondial. Une position perpétuellement précaire ». *Études internationales* 30 (1): 3143. <https://doi.org/10.7202/703991ar>.
- Tierny, Hugo. 2022. « Taïwan vue de Chine: une vulnérabilité autant qu'une opportunité stratégique ». *Diplomatie*, n° 113: 4548.
- Tomikawa, Moritake. s. d. « OkinawasEconomicFutureandAsia », 59.

- Trent, Mercedes. 2020. « Over the Line: The Implications of China's ADIZ Intrusions in Northeast Asia ». *Over the Line*. Federation of American Scientists.
<https://www.jstor.org/stable/resrep26130.8>.
- Tsurumi, E. Patricia. 1979. « Education and Assimilation in Taiwan under Japanese Rule, 1895—1945 ». *Modern Asian Studies* 13 (4): 61741. <https://doi.org/10.1017/S0026749X00008489>.
- Wagner, Jan-Philipp N E. s. d. « The Effectiveness of Soft & Hard Power in Contemporary International Relations ». *International Relations*, 5.
- Wang, Chih-hung. 2013. « Heritage Formation and Cultural Governance: The Production of Bopiliao Historic District, Taipei ». *International Journal of Heritage Studies* 19 (7): 67691. <https://doi.org/10.1080/13527258.2012.687696>.
- Wang, Hongying, et Yeh-Chung Lu. 2008. « The Conception of Soft Power and Its Policy Implications: A Comparative Study of China and Taiwan ». *Journal of Contemporary China* 17 (56): 42547. <https://doi.org/10.1080/10670560802000191>.
- WU You. 2018. « The Rise of China with Cultural Soft Power in the Age of Globalization ». *Journal of Literature and Art Studies* 8 (5). <https://doi.org/10.17265/2159-5836/2018.05.006>.
- Yee-Kuang Heng. 2017. « Three Faces of Japan's Soft Power ». *Asian International Studies Review* 18 (1): 17188. <https://doi.org/10.16934/ISR.18.1.201706.171>.
- Yoshifumi, Tawara. 2017. « What Is the Aim of Nippon Kaigi, the Ultra-Right Organization That Supports Japan's Abe Administration? », *The Asia-Pacific Journal- Japan Focus*, 15 (21): 22.
- Yoshihara, Toshi. 2012. « China's Vision of Its Seascape: The First Island Chain and Chinese Seapower: China's Vision of Its Seascape ». *Asian Politics & Policy* 4 (3): 293314. <https://doi.org/10.1111/j.1943-0787.2012.01349.x>.
- Zhang, Xiaoming. 2015. « China's Perceptions of and Responses to Abe's Foreign Policy ». *Asian Perspective* 39 (3): 42339.
- Zhu, Xichang. 2001. « « Sur la position géostratégique de Taïwan » ». *Forum de l'économie mondiale et de la politique*.
- 史生田中. 2005. « 7～11世紀の奄美・沖縄諸島と国際社会--交流が生み出す地域 ». *自然・人間・社会 = Nature-people-society, Science and the humanities : 関東学院大学経済学部・経営学部総合学術論叢 / 関東学院大学経済学部・経営学部教養学会 編* 38 (janvier): 55～73.
- « Cool Japan Strategy Public-Private Collaboration Initiative, Cool Japan Strategy Promotion Council, Cabinet Office, 2015 », s. d., 39.

Billet de blog :

- Chan, Shelley Rigger, Lev Nachman, Chit Wai John Mok, and Nathan Kar Ming. 2022. « Why Is Unification so Unpopular in Taiwan? It's the PRC Political System, Not Just Culture ». *Brookings* (blog). 7 février 2022. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2022/02/07/why-is-unification-so-unpopular-in-taiwan-its-the-prc-political-system-not-just-culture/>.
- Devlin, Kat, et Christine Huang. 2020. « In Taiwan, Views of Mainland China Mostly Negative ». *Pew Research Center's Global Attitudes Project* (blog). 12 mai 2020. <https://www.pewresearch.org/global/2020/05/12/in-taiwan-views-of-mainland-china-mostly-negative/>.
- Martin, Benoît. 2019. « Cartographier les discours sur l'Indo Pacifique - Atelier de cartographie - Sciences Po ». 18 décembre 2019. <https://www.sciencespo.fr/cartographie/recherche/cartographier-les-discours-sur-lindo-pacifique/>.
- Minami, Daisuke. s. d. « The Okinawa Problem: The Forgotten History of Japanese Colonialism and Ryukyuan Indigeneity ». *Rising Powers Initiative* (blog). Consulté le 7 août 2022. <https://www.risingpowersinitiative.org/publication/the-okinawa-problem-the-forgotten-history-of-japanese-colonialism-and-ryukyuan-indigeneity/>.
- Sato, Yoichiro, et Astha Chadha. 2022. « Understanding the Senkaku/Diaoyu Islands Dispute: Diplomatic, Legal, and Strategic Contexts ». *E-International Relations* (blog). 23 juin 2022. <https://www.e-ir.info/2022/06/23/understanding-the-senkaku-diaoyu-islands-dispute-diplomatic-legal-and-strategic-contexts/>.
- « China tensions loom as Japan's Okinawa marks 50 years since US handover - CNN ». 2022. CNN World. 15 mai 2022. <https://edition.cnn.com/2022/05/15/asia/okinawa-marks-50th-anniversary-of-end-of-us-occupation-intl-hnk/index.html>.

Chapitre de livre :

- Battistella, Dario, Jérémie Cornut, et Élie Baranets. 2019. « Chapitre 4. Le paradigme réaliste ». In *Théories des relations internationales*, 6:12168. Presses de Sciences Po. <https://proxy.sciencespobordeaux.fr:2061/theories-des-relations-internationales--9782724624656-page-121.htm>.

- Da-chi, Liao, Liu Cheng-shan, et Chen Bo-yu. 2018. « Taiwanese nationalism in the age of cross-strait integration: Predominance and pragmatism in the Ma Ying-jiu era ». In *Assessing the Presidency of Ma Ying-jiu in Taiwan*. Routledge.
- Fischer, Susan, et Qunhu Gong. 2010. « Variation in East Asian Sign Language Structures ». In *Sign Languages*. Cambridge University Press. Cambridge University Press.
- Glen D. Hook et Richard Siddle. 2003. « Japan? Structure and subjectivity in Okinawa ». In *Japan and Okinawa: Structure and Subjectivity*. Sheffield Centre for Japanese Studies/RoutledgeCurzon Series. Routledge.
<http://resolver.ebscohost.com/Redirect/PRL?EPPackageLocationID=9616.535362.31975395&epcustomerid=s8491974&db=9616>.
- Jacobs, J. Bruce. 2008. « Taiwan's Colonial History and Postcolonial Nationalism ». In *The "One China" Dilemma*, édité par Peter C. Y. Chow, 3756. New York: Palgrave Macmillan US.
https://doi.org/10.1057/9780230611931_3.
- Lequesne, Christian. 2021. « La diplomatie publique au service de la puissance étatique ». In *La puissance par l'image*, 730. L'enjeu mondial. Paris: Presses de Sciences Po.
<https://doi.org/10.3917/scpo.leque.2021.01.0009>.
- McDonald, Kate. 2017. « Speaking Japanese ». In *Placing Empire*, 1^{re} éd., 13559. Travel and the Social Imagination in Imperial Japan. University of California Press.
<https://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt1w8h288.11>.
- Ping-Hui, Liao. 2006. « Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895–1945: History, Culture, Memory ». In *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895–1945: History, Culture, Memory*, 116. Columbia University Press. <https://doi.org/10.7312/liao13798-003>.
- Sabouret, Christophe. 2019. « Pourquoi les Japonais n'ont-ils pas colonisé plus tôt le Hokkaidô ? » In *L'Asie-monde : Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011*, édité par Jean-François Sabouret, 55357. CNRS Alpha. Paris: CNRS Éditions.
<http://books.openedition.org/editions-cnrs/12235>.
- Soeya, Yoshihide. 2015. « The Evolution of Japan's Public Diplomacy: Haunted by Its Past History ». In *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in a Troubled Region*, édité par Jan Melissen et Yul Sohn, 79105. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy. New York: Palgrave Macmillan US.
https://doi.org/10.1057/9781137532299_5.

Document :

- Brand Finance. s. d. « Global Soft Power Index 2021 ». <https://fronteirasxxi.pt/wp-content/uploads/2021/09/brand-finance-global-soft-power-index-2021.pdf>.
- « China-Defense-White-Paper_2000_English.pdf ». s. d. Consulté le 12 mars 2022. http://www.andrewerickson.com/wp-content/uploads/2019/07/China-Defense-White-Paper_2000_English.pdf.
- « DEPARTMENT-OF-DEFENSE-INDO-PACIFIC-STRATEGY-REPORT-2019.pdf ». s. d. Consulté le 20 mars 2022. <https://media.defense.gov/2019/Jul/01/2002152311/-1/-1/1/DEPARTMENT-OF-DEFENSE-INDO-PACIFIC-STRATEGY-REPORT-2019.PDF>.
- Ferhat, Samia. 2018. « Collective Memory and Images of the Past in China and Taiwan ». <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01871355>.
- Ministry of Defense. 2022. « Defense of Japan 2022 ». https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/wp2022/DOJ2022_Digest_EN.pdf.
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. s. d. « Diplomatic Bluebook 2016 ». <https://www.mofa.go.jp/files/000177707.pdf>.
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. 2005. « MOFA: Diplomatic Bluebook 2005 ». <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2005/index.html>.
- Portland, 178 USC Center on Public diplomacy. s. d. « The soft power 30 ». <https://softpower30.com/wp-content/uploads/2019/10/The-Soft-Power-30-Report-2019-1.pdf>.
- Stewart, Devin. 2020. « China's Influence in Japan: Everywhere Yet Nowhere in Particular ». Center for Strategic & International Studies Southeast Asia Program.
- « Japan diplomatic bluebook 2020 ». s. d. <https://www.mofa.go.jp/files/100116875.pdf>.

Livre :

- Boniface, Pascal. 2011. *La géopolitique: les relations internationales*. Eyrolles pratique. [Paris] Paris: IRIS Eyrolles.
- Bougon, François. 2018. *Inside the Mind of Xi Jinping*. Oxford University Press.
- Chiang, Kai-shek. 1985. *China's Destiny*. Westport, Conn: Greenwood Press.
- Ferhat, Samia. 2011. *Taiwan, île de mémoires*. Tigre de papier. Nom de votre éditeur. <http://cecmc.ehess.fr/index.php?2767>.
- Hashimoto, Akiko. 2015. *The Long Defeat: Cultural Trauma, Memory, and Identity in Japan*. New York: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780190239152.001.0001>.
- Hook, Glen D., et Richard Siddle. 2003. *Japan and Okinawa: Structure and Subjectivity*. Routledge.

- Kingston, Jeff. 2013. *Critical Issues in Contemporary Japan*. Routledge.
- Lequesne, Christian. 2021. *La diplomatie publique au service de la puissance étatique*. Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/la-puissance-par-l-image--9782724627251-page-7.htm>.
- McCormack, Gavan, et Satoko Oka Norimatsu. 2012. *Resistant islands: Okinawa confronts Japan and the United States*. Asia Pacific perspectives. Lanham,[Md.]: Rowman & Littlefield.
- Mearsheimer, John J. 2001. *The tragedy of Great Power politics*. New York: Norton.
- Nye, Joseph S. 1990. *Bound to lead: the changing nature of American power*. New York: Basic Books.
- Nye, Joseph S. 2004. *Soft power: the means to success in world politics*. 1st ed. New York: Public Affairs.
- Nye, Joseph S. 2011. *The Future of Power*. 1. ed. New York: PublicAffairs.
- Pahlavi, Pierre. 2013. *Chapitre 24. La diplomatie publique*. Presses de Sciences Po. <https://proxy.sciencespobordeaux.fr:2061/traite-de-relations-internationales--9782724613308-page-553.htm>.
- Paine, S. C. M. 2017. *The Japanese empire: grand strategy from the Meiji Restoration to the Pacific War*. Cambridge, United Kingdom ; New York, NY: Cambridge University Press.
- Rowe, William T, et Timothy Brook. 2010. *China's Last Empire: The Great Qing*. Cumberland: Harvard University Press. <https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=5764321>.
- Tanji, Miyume. 2006. *Myth, protest, struggle and in Okinawa*. 1st ed. Sheffield Centre for Japanese Studies/Routledge series. London ; New York: Routledge/Taylor and Francis Group.
- Wachman, Alan. 2007. *Why Taiwan? geostrategic rationales for China's territorial integrity*. Studies in Asian security. Stanford, Calif: Stanford University Press.
- Waltz, Kenneth Neal. 2010. *Theory of International Politics*. Reiss. Long Grove, Ill: Waveland Press.
- Weber, Max. 2010. *Économie et société. 1: Économie et société: Les catégories de la sociologie / Max Weber*. Paris: Pocket.

Page web :

- Ching, Nike. s. d. « US Strongly Advocates for Taiwan to Regain WHO Status ». VOA. Consulté le 15 août 2022. <https://www.voanews.com/a/us-strongly-advocates-for-taiwan-to-regain-who-status-/6577673.html>.

- Gao, Charlotte. s. d. « China-Japan Relations Move Toward a ‘New Start’ ». Consulté le 13 juillet 2022. <https://thediplomat.com/2017/11/china-japan-relations-move-toward-a-new-start/>.
- Goin, Vaimiti. 2021. « L’espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance — Géoconfluences ». *Géoconfluences*, octobre. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/espace-indopacifique-geopolitique>.
- House, The White. 2021. « U.S.- Japan Joint Leaders’ Statement: “U.S. - JAPAN GLOBAL PARTNERSHIP FOR A NEW ERA” ». The White House. 17 avril 2021. <https://www.whitehouse.gov/briefing-INC SANKEIDIGITAL. 2019. « 蔡英文總統、日本に安保対話要請 本紙インタビューで初明言（1/2 ページ） ». Article.world.china. 産経ニュース. 産経新聞. 2 mars 2019. https://www.sankei.com/article/20190302-5T2QZLWVBRMSVNVVRGDT3UOPO5E/>.
- room/statements-releases/2021/04/16/u-s-japan-joint-leaders-statement-u-s-japan-global-partnership-for-a-new-era/.
- Jozuka, Emiko. 2020. « China and Japan’s budding relationship in the time of coronavirus - CNN ». 26 février 2020. <https://edition.cnn.com/2020/02/25/asia/japan-china-coronavirus-enemies-to-friends-hnk-intl/index.html>.
- McDonald, `Joe. 2010. « China surges past Japan to No. 2 economy – The Denver Post ». août 2010. <https://www.denverpost.com/2010/08/16/china-surges-past-japan-to-no-2-economy/>.
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. s. d. « A New Pillar for Japanese Diplomacy: Creating an Arc of Freedom and Prosperity ». Consulté le 21 mars 2022. https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2007/html/h1/h1_01.html.
- MIS. 2011. « Bureau of Foreign Trade, MOEA ». Text. Bureau of Foreign Trade, MOEA. 28 novembre 2011. <https://www.trade.gov.tw/english/BilateralTrade/BilateralTrade.aspx?code=7030&nodeID=4639#>.
- Mottet, Eric. s. d. « La stratégie indo-pacifique du Japon ». Consulté le 17 juillet 2022. <https://www.areion24.news/2020/11/05/la-strategie-indo-pacifique-du-japon/>.
- Nanda, Prakash. 2021. « Xi Jinping Wants To Achieve The Ultimate “Chinese Dream”; Experts Call It “Mission Impossible” ». Latest Asian, Middle-East, EurAsian, Indian News. 15 juillet 2021. <https://eurasianimes.com/xi-jinping-wants-to-achieve-the-ultimate-chinese-dream-experts-call-it-mission-impossible/>.

- Nye, Joseph S. 2005. « Soft Power Matters in Asia ». The Japan Times. 5 décembre 2005.
<https://www.japantimes.co.jp/opinion/2005/12/05/commentary/world-commentary/soft-power-matters-in-asia/>.
- Ogura, Junko, et Simone McCarthy. 2022. « Japan says Chinese coast guard ships in longest violation of its territorial waters in a decade - CNN ». CNN. 27 juin 2022.
<https://edition.cnn.com/2022/06/24/asia/chinese-ships-japan-territory-senkaku-diaoyu-islands-intl-hnk/index.html>.
- Pajon, Céline. 2019. « Le Japon : un acteur majeur à l'ère de la rivalité sino-américaine ? » Areion24. 6 mai 2019. <https://www.areion24.news/2019/05/06/le-japon-un-acteur-majeur-a-lere-de-la-rivalite-sino-americaaine/>.
- Qiu, Peng. 2015. « A Preliminary Investigation of Yilan Creole in Taiwan: Discussing Predicate Position in Yilan Creole ». ERA. Spring 2015. <https://doi.org/10.7939/R3930P347>.
- Taylor, Alan. 2012. « Anti-Japan Protests in China - The Atlantic ». The Atlantic. 2012.
<https://www.theatlantic.com/photo/2012/09/anti-japan-protests-in-china/100370/>.
- Ukai, Satoshi. 2014. « Japan, Taiwan agree on fishing rules in waters around Senkakus - AJW by The Asahi Shimbun ». 25 janvier 2014.
<https://web.archive.org/web/20160309052149/http://ajw.asahi.com/article/asia/AJ201401250058>.
- Wagner, Jan. 2020. « The Effectiveness of Soft & Hard Power in Contemporary International Relations ». 2020. <https://www.semanticscholar.org/paper/The-Effectiveness-of-Soft-%26-Hard-Power-in-Relations-Wagner/9a12d5d07823efb35461a2ee5e24a22476f3a01d>.
- Watt, Louise. 2012. « Japan says it will purchase disputed islands from private owner, angering China - The Washington Post ». 12 septembre 2012.
https://web.archive.org/web/20120912084602/http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/japan-says-it-will-purchase-disputed-islands-from-private-owner-in-step-likely-to-anger-china/2012/09/10/75b0ad1a-fb2e-11e1-98c6-ec0a0a93f8eb_story.html.
- « Early History of The Ryukyu Kingdom and its Relationship with China and Japan ». s. d. Consulté le 22 juillet 2022. http://www.uchinanchu.org/uchinanchu/history_early.htm.
- « Free and Open Indo-Pacific ». s. d. Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté le 5 août 2022.
https://www.mofa.go.jp/policy/page25e_000278.html.
- « Full article: (Re)producing the 'history problem': memory, identity and the Japan-South Korea trade dispute ». s. d. Consulté le 5 août 2022.
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09512748.2021.1897652>.

- « Japan pledges to defend Taiwan if China attacks, says deputy prime minister Taro Aso | World | The Times ». s. d. Consulté le 9 août 2022. <https://www.thetimes.co.uk/article/japan-would-defend-taiwan-if-china-invaded-says-deputy-pm-l7dnhdfn0>.
- « Japan's Orientation as a Peace-loving Nation | Ministry of Foreign Affairs of Japan ». s. d. Consulté le 5 août 2022. https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1we_000077.html.
- « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance — Géoconfluences ». s. d. Document. Consulté le 20 mars 2022. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/espace-indopacifique-geopolitique>.
- « Military expenditure (current USD) - Japan | Data ». s. d. Consulté le 25 mars 2022. <https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.CD?locations=JP>.
- « Military expenditure (current USD) - Japan | Data ». s. d. Consulté le 16 mai 2022. <https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.CD?locations=JP>.
- « Ministry of Foreign Affairs, Republic of China (Taiwan)-R.O.C. (Taiwan) Government Position and Strategy ». s. d. Consulté le 30 juin 2022. <https://en.mofa.gov.tw/cp.aspx?n=2919>.
- « MOFA: Speech by H.E. Mr. Shinzo Abe, Prime Minister of Japan, at the Parliament of the Republic of India "Confluence of the Two Seas" (August 22, 2007) ». s. d. Consulté le 18 mars 2022. <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html>.
- « MOFA: The Bounty of the Open Seas: Five New Principles for Japanese Diplomacy ». s. d. Consulté le 22 mars 2022. https://www.mofa.go.jp/announce/pm/abe/abe_0118e.html.
- « National Security Strategy (NSS) ». s. d. Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté le 27 juillet 2022. https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1we_000081.html.
- « National Security Strategy (NSS) | Ministry of Foreign Affairs of Japan ». s. d. Consulté le 27 juillet 2022. https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1we_000081.html.
- « Okinawa Prefecture / METI Ministry of Economy, Trade and Industry ». s. d. Consulté le 20 août 2022. https://www.meti.go.jp/english/policy/sme_chiiki/regional_information/okinawa.html.
- « Public Diplomacy ». s. d. Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté le 3 août 2022. https://www.mofa.go.jp/policy/culture/public_diplomacy.html.
- « Senkaku Islands ». s. d. Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté le 17 mars 2022. <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/senkaku/index.html>.
- « Soft power matters in Asia | The Japan Times ». s. d. Consulté le 9 août 2022. <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2005/12/05/commentary/world-commentary/soft-power-matters-in-asia/>.

- « Speech by Prime Minister Yoshihiko Noda on the Occasion of the Commemoration Ceremony for the 40th Anniversary of Okinawa’s Reversion to Japan (Speeches and Statements by Prime Minister) | Prime Minister of Japan and His Cabinet ». s. d. Consulté le 12 mars 2022. https://japan.kantei.go.jp/noda/statement/201205/15okinawa_e.html.
- « Speech by Prime Minister Yoshihiko Noda on the occasion of the commemoration ceremony for the 40th anniversary of Okinawa’s reversion to Japan (Speeches and Statements by Prime Minister) | Prime Minister of Japan and His Cabinet ». s. d. Consulté le 26 juillet 2022. https://japan.kantei.go.jp/noda/statement/201205/15okinawa_e.html.
- « The 5th CNDP “Grand Design for the 21st Century” -part II Chapter V ». s. d. Consulté le 27 juillet 2022. <https://www.mlit.go.jp/kokudokeikaku/zs5-e/part3.html>.
- « THE CONSTITUTION OF JAPAN ». s. d. Consulté le 21 mars 2022. https://japan.kantei.go.jp/constitution_and_government_of_japan/constitution_e.html.
- « Understanding China’s 2021 Defense Budget ». s. d. Consulté le 25 mars 2022. <https://www.csis.org/analysis/understanding-chinas-2021-defense-budget>.
- « White Paper--The One-China Principle and the Taiwan Issue ». s. d. Consulté le 29 juillet 2022. <https://www.mfa.gov.cn/ce/celt/eng/zt/zgtw/t125229.htm>.
- « 中国台湾网 民族情怀 两岸脉动 ». s. d. Consulté le 18 août 2022. <http://www.taiwan.cn/>.
- « MOFA: Joint Communique of the Government of Japan and the Government of the People’s Republic of China ». 1972. 29 septembre 1972. <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/china/joint72.html>.
- « MOFA: Remarks by H.E. Mr. Taro Aso, Prime Minister of Japan, at the Reception to Commemorate the Thirtieth Anniversary of the Conclusion of the Treaty of Peace and Friendship between Japan and the People’s Republic of China “My Personal Conviction regarding Japan-China Relations” (October 24, 2008) ». 2008. 24 octobre 2008. <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/china/address0810.html>.
- « “Absolutely no concession” on Diaoyu Islands: Wen - China - Chinadaily.com.cn ». 2012. 10 septembre 2012. http://www.chinadaily.com.cn/china/2012-09/10/content_15748356.htm.
- « Beijing Uses Chinese New Year to Push China’s Soft Power ». 2015. Los Angeles Times. 18 février 2015. <https://www.latimes.com/world/asia/la-fg-china-new-year-20150218-story.html>.
- « Diplomatic Bluebook 2017, Chapter 1: International Situation and Japan’s Diplomacy in 2016 ; 2. Japan’s Diplomacy ». 2017. Ministry of Foreign Affairs of Japan. 2017. <https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/index.html>.

« Rapport RSF : « Le nouvel ordre mondial des médias selon la Chine » | RSF ». 2019. 22 mars 2019. <https://rsf.org/fr/rapport-rsf-le-nouvel-ordre-mondial-des-medias-selon-la-chine>.

« China's Reach Has Grown; So Should the Island Chains ». 2018. Asia Maritime Transparency Initiative. 22 octobre 2018. <https://amti.csis.org/chinas-reach-grown-island-chains/>. « Japan Confirms New Missile Deployments to Ryukyu Islands | The Diplomat ». 2021. DSEI Japan 2022. 6 août 2021. <https://www.dsei-japan.com/news/japan-confirms-new-missile-deployments-to-ryukyu-islands-the-diplomat>.

« Taïwan dénonce une nouvelle intrusion d'avions chasseurs chinois dans son espace aérien ». 2022. RFI. 31 mai 2022. <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20220531-taiwan-denonce-une-nouvelle-intrusion-d-avions-chasseurs-chinois-dans-son-espace-aerien>.

Rapport :

Charon, Paul, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, et Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM). 2021. *Les opérations d'influence chinoises: un moment machiavélien : rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM)*.